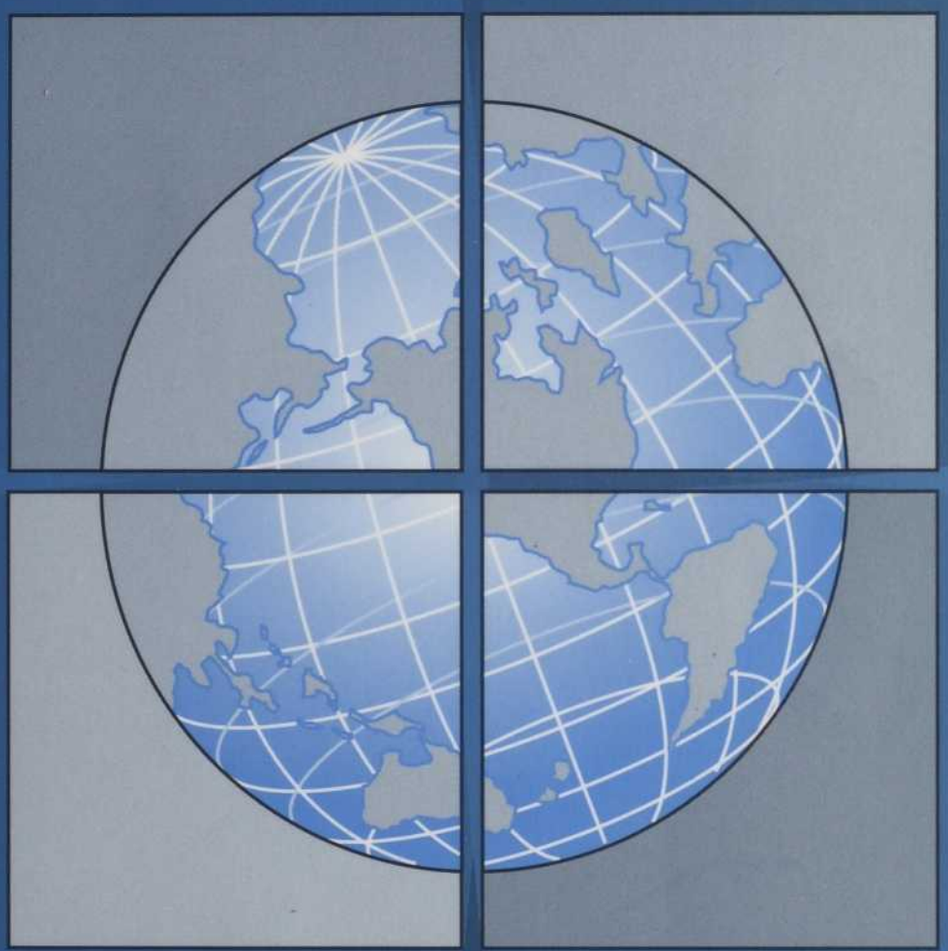
320.54
A84954c
1999

Citoyenneté Nations Supranationalité



Sous la direction de Benoit-Jean Bernard

ASSOCIATION INTERNATIONALE DES ÉTUDES QUÉBÉCOISES

Acfas

LES CAHIERS SCIENTIFIQUES HORS SÉRIE

Bibliothèque Nationale du Québec

Citoyenneté Nations Supranationalité

Premier colloque international
de l'Association internationale
des études québécoises

tenu le 14 mai 1998
à l'Université Laval

dans le cadre du 66e Congrès
de l'Association canadienne-française
pour l'avancement des sciences

Sous la direction de Benoît-Jean Bernard

ASSOCIATION INTERNATIONALE DES ÉTUDES QUÉBÉCOISES

Acfas *LES CAHIERS SCIENTIFIQUES* HORS SÉRIE

ÉDITION:

Association canadienne-française pour l'avancement des sciences
Acfas

425, rue De La Gauchetière Est
Montréal (Québec)
H2L 2M7
(514) 849-0045

DISTRIBUTION EN LIBRAIRIE :
Fides
165, rue Deslauriers
Saint-Laurent (Québec)
H4N 2S4
Téléphone : (514) 745-4290
Télécopieur : (514) 745-4299

GRAPHISME DE LA PAGE COUVERTURE :
Nathalie Proulx

MISE EN PAGE DU TEXTE :
Manon Savard

JC
311
A87
1999

© 1999 Acfas
Dépôt légal 1er trimestre 1999
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada

Voir données de catalogage avant publication (CIP) au couvert III

NOTE

Pour sa première édition, le Colloque scientifique international de l'AIÉQ s'est déroulé sur invitation et a réuni des personnalités du monde journalistique et des organisations internationales, ainsi que des universitaires pour la majorité membres du Conseil d'administration de l'Association internationale des études québécoises, représentant plusieurs disciplines académiques et provenant d'aires géographiques diverses.

Les textes qui suivent, reflètent le plus fidèlement possible les exposés de chacun des participants au Colloque.

REMERCIEMENTS

L'Association internationale des études québécoises tient à remercier chaleureusement madame Colette Beauchesne et monsieur Jean-François Cyr qui ont révisé et corrigé l'ensemble des textes. Nous désirons également souligner la contribution de monsieur Jean-François Aubin pour le support technique, ainsi que la précieuse collaboration du Directeur général de l'ACFAS, monsieur Germain Godbout.

AVANT-PROPOS

par CLAUDE CORBO

Monsieur Claude Corbo est professeur au département de Science politique à l'Université du Québec à Montréal et Président de l'Association internationale des études québécoises.

L'Association internationale des études québécoises (AIÉQ) se réjouit de publier les actes de son premier Colloque consacré au thème **« Citoyenneté, Nations, Supranationalité »**. Mais avant, il convient de présenter cette Association encore toute jeune.

L'AIÉQ est née officiellement dans le cadre du 65e Congrès de l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences, à Trois-Rivières, les 14 et 15 mai 1997. Initiative d'un groupe d'universitaires, appuyés au départ par le ministère des Relations internationales du Québec alors dirigé par monsieur Sylvain Simard, cette Association, comme son nom l'indique, a pour objectif d'établir un réseau rassemblant tous ceux et toutes celles qui, à travers le monde, s'intéressent, à titre d'universitaires et de chercheurs, à la société québécoise, son histoire, sa culture, sa vie collective, son devenir. La création d'un tel réseau, selon les artisans de l'Association, aura pour effet à la fois de faciliter et renforcer les études québécoises ici et à travers le monde et d'accroître le rayonnement de la société québécoise dans son originalité et sa spécificité.

Depuis sa création, l'AIÉQ a multiplié les démarches et les efforts pour donner substance à son objectif. Ainsi, elle a d'abord complété un recensement des Québécistes : s'il n'est pas achevé, ce recensement a permis d'identifier, à ce jour, près de 1400 personnes faisant de l'étude du Québec le centre de leur démarche scientifique ou professionnelle, dans 46 disciplines universitaires différentes, de

l'histoire à la littérature, en passant par la sociolinguistique, les études féministes, la gestion, les beaux-arts, les diverses sciences sociales, etc. Ces personnes se retrouvent dans 65 pays. De plus, l'AIÉQ a identifié, répertorié et pris contact avec plus d'une centaine de centres de recherche ou d'études universitaires s'intéressant au Québec ou au volet québécois des études canadiennes. Ce contact a notamment pris la forme de l'envoi de plus de 30 000 livres, d'une valeur approximative de 600 000 $, rendus disponibles par des éditeurs québécois (Le Groupe Ville-Marie, Québec/Amérique, l'Institut québécois de recherche sur la culture) et distribués en collections de 350 titres. Par ces activités, l'Association a déjà consolidé les bases essentielles d'échanges scientifiques soutenus entre tous les Québécistes du monde et mis en œuvre une source de synergie intellectuelle et culturelle indispensable à la fois au progrès des études québécoises ici et ailleurs et au rayonnement de la société québécoise.

Mais, le progrès des études québécoises et le rayonnement du Québec exigent plus encore. Cela exige des échanges vivants et directs entre Québécistes et aussi avec le grand public, sur des questions qui sont au cœur des préoccupations les plus fondamentales de la société québécoise autant que des autres sociétés avec lesquelles elle entretient des liens.

C'est pourquoi l'AIÉQ a jugé nécessaire de marquer son premier anniversaire de naissance par l'organisation d'un Colloque international sur le thème « **Citoyenneté, Nations, Supranationalité** », thème qui hante la société québécoise et beaucoup d'autres sociétés à travers le monde.

En effet, les liens sociaux et culturels des Occidentaux en tant qu'individus et que citoyens d'ensembles nationaux sont mis à mal par des phénomènes multiples, lourds et simultanés qui rendent difficile l'analyse de ces facteurs de changement.

Dans un contexte occidental de dénatalité, les grands phénomènes migratoires mis en branle par des guerres ou diverses formes de répression obligent les pays et les sociétés d'accueil à revoir leurs politiques d'immigration et leurs critères d'attribution de la citoyenneté à un moment où le néolibéralisme valorisait

l'individu et ses droits. Ce brassage humain, qui défie des cohérences traditionnelles, met en place le cosmopolitisme comme idée-porteuse d'avenir, en en faisant parfois une composante obligée du respect de la démocratie.

Simultanément, la souveraineté accomplie de la République tchèque et de la Slovaquie, la guerre en Yougoslavie et l'émergence du nationalisme dans des républiques de l'ancienne URSS et dans quelques pays d'Asie sont associés, dans la critique du nationalisme, avec la montée de l'intégrisme religieux dans certaines parties du monde musulman.

Puis la mondialisation des communications et des marchés, conjuguée à la création de larges sous-ensembles économiques (Europe, Asie-Pacifique, Amériques) et à l'expansion du néo-libéralisme, donne à penser, selon la formule d'Alain Finkielkraut, qu'on peut, sans hypothèque, substituer le consommateur au citoyen.

Cet ouvrage explore les circonstances et les raisons qui bouleversent aujourd'hui les rapports entre citoyens, leurs liens culturels et les médiations vers des supranationalités qui seraient autres que le résultat d'une logique mercantile qui masque ses limites et son impérialisme. La critique du nationalisme passe aussi par une critique de la mondialisation de manière à redonner un sens aux petites comme aux grandes nations. En donnant la parole prioritairement à ses membres de l'étranger, l'Association internationale des études québécoises entend recueillir des commentaires et des analyses originales de façon à dégager de nouvelles pistes de réflexion sur ces thèmes.

La tenue d'un tel Colloque, le premier d'une série que l'Association espère annuelle, n'aurait pas été possible sans la contribution de personnes et d'organismes que je tiens à remercier au nom de l'AIÉQ :

- les membres du Comité scientifique de l'Association et leur président, le professeur Yvan Lamonde, qui ont veillé à la soigneuse préparation du programme ;

- les conférencières et conférenciers qui ont accepté notre invitation et sans qui le Colloque n'aurait pu atteindre la qualité et la pertinence qui le caractérisent ;

- l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences qui a accueilli le Colloque dans le cadre de son 66e Congrès annuel, tenu à l'Université Laval, le 14 mais 1998 ; des remerciements supplémentaires sont aussi dus à l'Acfas et à son directeur général, monsieur Germain Godbout pour leur collaboration de tous les instants et aussi pour leur décision d'accueillir la publication des Actes dans la collection **« Les cahiers scientifiques de l'Acfas »**

- le directeur général de l'Association, monsieur Benoit-Jean Bernard, qui, avec l'équipe de la permanence, est la cheville ouvrière sur laquelle repose l'AIÉQ entière et qui lui sont une source intarissable de dynamisme.

Partout à travers le monde, les questions interdépendantes de la citoyenneté, de la nation et de la supranationalité habitent les femmes et les hommes ; dans une société comme celle du Québec, ces questions atteignent une acuité que nous connaissons bien pour la vivre quotidiennement depuis longtemps ; les échanges de visions et de conceptions qu'a permis le Colloque de mai 1998 sont de nature à nourrir la réflexion de tous, ici et ailleurs. C'est pourquoi les Actes de ce Colloque sont aujourd'hui proposés aux Québécistes, à celles et ceux qui se passionnent pour l'étude de l'originalité et de la spécificité québécoises, mais encore au grand public, qui lui aussi est interpellé par les questions de la citoyenneté, de la nation et de la supranationalité et qui doit concourir à la réflexion commune.

Conférence d'ouverture

Jean Daniel

Jean Daniel
Directeur et éditorialiste du « Nouvel Observateur »

Monsieur Jean Daniel a été rédacteur en chef de « l'Express » entre 1955 et 1964. De 1957 à 1962, Il fut correspondant pour « The New Republic » à Washington. En 1964, il fut collaborateur au « Monde ». Fin 1964, il fonde « Le Nouvel Observateur » dont il est aujourd'hui directeur et éditorialiste. Depuis 1989, il est également collaborateur régulier pour « la Republica » (Rome) et « El Pais » (Madrid).

Homme de carrière réputé, Jean Daniel est également écrivain de renommée internationale où certaines de ses oeuvres ont été traduites en Italie, au Japon, en Chine, au Brésil, en Grèce et en Corée. Il est auteur de plusieurs livres dont voici les plus récents :

- *Dieu est-il fanatique ? Essai sur une religieuse incapacité de croire (Arléas, 1996)*
- *Voyage au bout de la nation (Le Seuil, 1995)*
- *L'ami anglais (Grasset, 1994 - Prix Albert Camus)*
- *La blessure (Grasset, 1992)*
- *Mendès France - avec Jean Lacouture (Le Seuil, 1991)*

J'arrive de Washington où j'ai fait une conférence sur un sujet très voisin aussi, je crois que l'obsession est générale, et qui est « Nations et démocratie » dans un centre qui s'appelle le « Forum international » pour les études démocratiques.

J'avais donc préparé la conférence de ce matin mais, j'ai choisi tout de même quelque chose qui est arrivé depuis quarante-huit (48) heures et qui me paraît énorme et complètement dans notre sujet, à savoir : les explosions nucléaires en Inde.

Il y a une accélération de l'histoire, comme vous le savez, tout arrive, il y a une précipitation ces temps-ci entre cet événement historique dont je parlerai, qu'est l'Euro et puis ces débats entre le Proche-Orient, entre les États-Unis mais surtout ces explosions nucléaires en Inde. Malgré cette accélération de l'histoire, cette surprise avec laquelle on accueille un événement donne à réfléchir sur nos problèmes, en tout cas je vais essayer de vous proposer une façon de les interpréter tout en restant dans notre sujet, mais en l'approfondissant.

Qu'est-ce qui vient de se passer ? L'Inde faisait courir le bruit, probablement d'ailleurs non dépourvu de vraisemblance, de légitimité, que son voisin, le Pakistan, beaucoup moins peuplé, l'Inde c'est quand même neuf cent millions (900 000 000) d'habitants contre cent trente millions (130 000 000) pour le Pakistan. À ma connaissance, dans mon souvenir en tout cas, le dit Pakistan était en état de suréquipement, de surarmement, par le fait de donation de deux (2) super puissances, de deux (2) puissances en tout cas, les États-Unis et la Chine. Et c'est vrai que le Pakistan recevait des missiles. Des missiles parfois, possiblement plutôt, pourvu de tête d'ogives nucléaires. L'Inde ne pouvait pas rester inactive. D'ailleurs, il est évident que l'Inde était une puissance qui préparait ça depuis longtemps. Qu'est-ce qui est arrivé ? Comment peut-on résumer ça d'une manière à être dans notre sujet ?

Et bien, c'est que nous sommes dans un phénomène du 19^{e} siècle que l'on avait cru dépassé, à savoir celui du nationalisme. L'Inde a fait trois (3) guerres, a perdu trois guerres (3) contre la Chine. Elle voulait se venger. L'Inde a gagné un conflit contre le Pakistan, il a eu peur que le Pakistan se venge, c'est-à-dire que dans cette brutalité simpliste, nous sommes en plein dans un chauvinisme militaire de la fin du 19^{e} siècle et du début de ce siècle. Il n'y a pas de choc de civilisation, il n'y a pas de dépassement, de rapprochement de Nations, il n'y a là-dedans même pas de haine contre l'Occident, contre la globalisation, contre l'américanisation, contre tous les thèmes qui font notre actualité. Et nous, nous disons parfois avec présomption notre modernité dont nous nous retrouvons, et dans quelle partie du monde, dans quelle partie essentielle du monde du point de vue de son peuplement et du point de vue aussi de l'ancienneté de sa civilisation nous nous retrouvons. Que deviennent

nos débats occidentaux, nos micro-ethnies, ou bien nos volontés de rassemblement devant ce phénomène énorme, c'est que, voilà devant l'avance que font en esprit un certain nombre de gens en Occident et ailleurs, il n'y a qu'une avance que connaissent ces grandes civilisations anciennes, c'est une avance technologique qui leur permet d'inventer la capacité de détruire le voisin et au fond, l'espèce humaine.

Alors, dans cet événement considérable, nous pouvons puiser plusieurs leçons évidemment, c'est que la résistance nationale ça existe, la haine du voisin continue de l'emporter sur la haine de l'étranger lointain, ce qui est une leçon du siècle aussi, c'est pour ça que je me suis toujours insurgé ici même contre les thèses d'un professeur, monsieur Huntington, qui voyait dans le 21^{e} siècle saluant le crépuscule du 20^{e} et l'aube naissante du 3^{e} millénaire, il n'est pas le seul à le faire, il se disait que les cultures allaient se rassembler, les civilisations allaient se rassembler, et que nous abordons après avoir connu les conflits de souveraineté, de proximité de souveraineté, de voisinage, de frontière, on allait connaître l'ère des rassemblements, des fatalités civilisationnelles entre des gens qui sont de même continent.

On a assisté dans ce siècle à des guerres civiles, pratiquement, c'est-à-dire intérieures au continent, intérieures quelquefois à la même religion, très souvent ; là, nous assistons à une sorte de choc de continents qui sont extrêmement indifférents à une coalition contre l'Occident, qui sont simplement indifférents à l'idée qu'il puisse y avoir un diktat d'un conseil de sécurité formé de cinq (5) puissances qui sont toutes nucléaires et qui prétendraient diriger le monde. Le Pakistan d'ailleurs et l'Inde n'ont pas signé le traité de non prolifération et lui disent : nous sommes parties prenantes dans cette notion nationaliste née au 19^{e} siècle, dans cette conception de l'État-nation et qui consiste à avoir une souveraineté à l'intérieur d'un territoire et si possible quelquefois, comme il s'agit de la Chine, du Tibet, du Pakistan, à l'extérieur et sur les marges de ce territoire. Bref, le thème de la civilisation des frontières nous rattrape tout d'un coup dans notre réflexion sur le dépassement des frontières. Je trouve que c'est une manière, disons en tout cas la plus actuelle, de débuter cette méditation en commun.

Sur l'importance de votre sujet, de celui que vous avez choisi et que au fond, je vois qu'on se préoccupe partout , il y a eu un événement qui est tout de même assez saisissant, après celui de l'Inde. C'est le 8 octobre 1995, dans les montagnes du Colorado, des personnalités de premier plan se sont réunies. Je crois même que l'initiative en a été prise, je n'en suis pas tout à fait sûr, par monsieur Brian Mulroney, le Premier ministre du Canada (de 1984 à 1993) et, en tout cas, Margaret Tatcher, Premier ministre du Royaume-Uni (de 1979 à 1990), Georges Bush, Président des États-Unis (de 1988 à 1992), Gorbatchev, Secrétaire général de l'Union soviétique et François Mitterrand, Président de la République (de 1981 à 1995), ces quatre (4) anciens chefs d'États ou de Gouvernement ont été réunis autour, donc, de monsieur Brian Mulroney.

Il est évident que nous aurions tous voulu être dans un coin pour assister pour entendre ces échanges, qui ne peuvent pas ne pas être passionnants puisqu'ils incarnent tous des mémoires de l'histoire. En gros, il apparaît ce qui en a transparu et de ce qui a été publié dans une petite revue, en fin une petite revue de grand prestige, c'est « L'Équateur Aero View », l'essentiel ça été votre sujet. Ils n'ont parlé que de ça. Ils n'ont parlé que de la nationalité, du nationalisme, des grands ensembles. Ils ne sont pas entrés dans le domaine de la citoyenneté ou de la supranationalité mais enfin, ils le faisaient sans le savoir, sans en avoir conscience.

Je vais juste vous citer les conclusions de François Mitterrand non par gallo-centrisme mais simplement parce que, elles entrent plus précisément dans le sujet et on l'a présenté un p'tit peu. Certains ont présenté ces propos que je vais vous citer comme une sorte de testament géopolitique. Je le cite donc, c'est Mitterrand qui parle et qui tire une sorte de conclusion. D'ailleurs ces phrases, j'entends son intonation pour le faire, mais rassurez-vous, je ne vais pas procéder à un numéro d'imitation.

Citation des propos de François Mitterrand :

« Réussirons-nous à réaliser une synthèse entre ce besoin de grands ensembles et ce besoin de chaque petite communauté qui souhaite s'affirmer en tant que telle. Au siècle prochain, le monde doit instituer une règle de droit qui protégera les minorités, leur donnant les moyens de vivre librement avec l'essentiel des attributs qui leur permette de satisfaire leurs aspirations nationales. Si nous ne le faisons pas (c'est toujours la citation), *nous risquons d'assister à un terrible éparpillement qui sait, le besoin de décentralisation aux États-Unis ou au Canada, pourrait bien avoir raison un jour de l'État fédéral. Et ce sera la même chose au Brésil, en Espagne, en Belgique ; ce serait sans fin et sans issue ».*

C'est évident qu'on ne pouvait pas être d'avantage au cœur de la question. Alors, tout ces chefs d'État et de Gouvernement étaient très inquiets et ont manifesté de manière plus précise leurs inquiétudes devant la naissance des Nations jadis emprisonnées dans l'Empire soviétique. Je dois dire que tout ce que j'ai lu, témoigne d'une assez étrange sous-estimation du sentiment nationaliste. Vous êtes bien placés au Québec pour savoir que, quand on a déjà une Nation, on se sent des dispositions incroyablement faciles pour la dépasser et on comprend assez mal que les autres en veuillent une. Je crois que ces chefs d'État n'ont pas manqué à cette remarque, n'ont pas manqué de faire preuve de ce dédoublement, de cette schizophrénie assez méprisante pour ceux qui n'ont pas de Nation. Et pourtant, tous ces hommes, chefs d'État, avaient été anti-bolcheviques bien entendu, anti-staliniens et quelquefois anti-soviétiques tout simplement, sauf Michaël Gorbatchev qui, lui, a démontré pendant tout cet entretien, qu'il aurait préféré une Union soviétique réformée et étant à sa tête bien entendu, et que même sur la réunification de l'Allemagne, il disait son regret, c'est-à-dire le regret de ne pas avoir été capable de s'y opposer. Alors, la surprise c'est évidemment et comme toujours Margaret Tatcher qui s'est révélée, dans cet entretien passionnant, anti-allemande d'une manière déchaînée déclarant qu'elle ne pourrait jamais se remettre du premier conflit, que les Allemands restaient des Allemands, sauf qu'il n'y avait pas d'Allemands à cette rencontre et elle avertissait Mitterrand en disant : *« oui, vous voulez faire une Europe pour enlever aux Allemands la tentation de redevenir*

Prussiens mais, l'Europe que vous ferez, elle sera allemande, nous allons tous parler allemand, voilà ce que vous ferez... ».

Enfin voilà, je vous dis cela pour l'anecdote parce que ça vaut son pesant d'or historique mais, cela fait que le thème de tous ces hommes d'État qui voulaient laisser au monde, et à leurs successeurs, un temps meilleur, c'était de savoir comment au fond les hommes et les femmes du 21e siècle vont avoir envie de vivre ensemble. Est-ce qu'ils vont s'arrimer dans leurs encrages nationaux ; est-ce qu'ils vont dépasser une Nation qu'ils recouvrent ou bien, est-ce qu'il vont gesticuler — c'est un mot qui est souvent employé par les Grands. Les Grands agissent et les Petits gesticulent. Je ne sais pas si vous avez remarqué mais, c'est souvent ça et les grands disent : « mais la Nation c'est un phénomène dépassé » mais à la condition que ce ne soit pas la leur. Ils n'ont pas manqué à ça. Deux ans auparavant, François Mitterrand avait proclamé en allemand, et d'une manière tout à fait solennelle, *« le nationalisme : c'est la guerre ».*

Un romancier péruvien, mon ami Mario Vargas Llosa, qui avait été comme vous le savez un candidat malheureux à la présidence à la république de son pays, écrivait à propos de la Nation, je cite :

> *« Si on considère le sang qu'elle a fait couler, la manière dont elle a contribué à nourrir les préjugés : le racisme, la xénophobie, le manque de compréhension entre les peuples et les cultures, l'alibi qu'elle (qu'elle — la Nation) a offert à l'autoritarisme, au totalitarisme, au colonialisme, aux génocides religieux et ethniques, alors la Nation semble l'exemple privilégié d'une imagination maligne ».*

Je vous ai cité ces deux textes non pas que je me rallie à leur conclusion parce que les Nations sont... en effet, comme le nationalisme peuvent faire la guerre mais, l'idéologie aussi, les Empires aussi, à peu près tout le monde. On ne peut pas attribuer à la Nation le privilège de la nocivité et l'invention du mal sur terre, dont certains sens sont contraires mais ça vous le savez, la Nation est ambiguë elle peut

faire le meilleur et le pire, elle est à la fois émancipatrice et dominatrice. Enfin nous savons tous ça, presque quoi !

Il reste que c'est très frappant quand on lit ces textes parce que ça témoigne, ça témoignait dans cet échange du Colorado, d'une singulière peur de l'avenir ; tous ces gens. Vous me direz qu'ils étaient âgés, qu'ils étaient au faîte de leur carrière et que le pouvoir était derrière eux. Ce n'était pas une raison pour dire à l'intention de leurs enfants que tout allait être apocalyptique, mais ils avaient une peur singulière de l'avenir, ils avaient l'impression que le monde à la fin de ce siècle ne ressemblait pas à un monde que leur avait laissé leur prédécesseur. Et cette peur de l'avenir, se cristallisait, se réfugiait surtout dans les différentes formes d'affirmation nationale telles qu'ils redoutaient de les voir par ce qu'on appelle encore une fois : les micro-cultures, les micro-ethnies, les petites Nations, celles qui recouvrent après des années d'oppression une volonté d'affirmation, ou celles qui sont prénationales, en deçà de la Nation et qui, avant de rejoindre celle universelle préconisée par les grands, ont envie de passer par le particulier.

C'est une autre observation qu'on peut faire et qui m'intéresse beaucoup aussi personnellement, en tout cas c'est ce que je constate. C'est que, tout ces chefs d'État ou de Gouvernement ont été imprégnés par l'histoire de la chute des Empires en général. Et la seconde observation, c'est qu'ils ont toutes été marqués par la guerre froide. Alors chute des Empires d'un côté, il y en a deux au moins dont je témoigne que c'est vrai, tous les livres sur le déclin de l'Empire fut-il romain, un peu lointain, ou plus récent c'est l'Empire austro-hongrois qui fait l'objet de fascination. Vous savez peut-être que dans la seule France, il paraît presque un livre tous les mois qui témoigne de la nostalgie de l'Empire austro-hongrois. Jamais cet Empire n'aura été aussi beau que sous la République. L'époque de cette guerre froide, elle est liée naturellement au fait que, la présence d'un ennemi consolide les coalitions à la présence d'un ennemi soviétique de la guerre froide et par voie de conséquence l'équilibre du monde. Pour ces hommes soucieux de l'ordre mondial, à juste titre bien entendu, l'équilibre du monde dépendait de l'équilibre de la terreur et finalement, d'une entente assez grande entre des ennemis partenaires pour reconstituer ce qu'on a appelé le « condominium américano-soviétique ». Ces

personnalités se rendaient compte que si elles avaient souhaité avec passion la fin du système communiste, elles n'avaient pas préparé du toute l'ère de l'après communisme. Pour l'un d'entre eux et pour citer ses mots préférés, il avait trop donné du temps au temps et s'était trop résigné aux lenteurs de l'histoire. Il y avait cette idée de fascination de l'Union soviétique, une super puissance comme l'Union soviétique ne pouvait pas disparaître, ne pouvait pas tomber d'un seul coup, en tout cas si elle disparaissait ce serait dans un atmosphère d'apocalypse après avoir livré des guerres dignes de la fin du temps. L'implosion du système soviétique les a tous pris de court.

Alors dans le non dit, dans l'implicite des échanges, on s'aperçoit que les Empires ont cette caractéristique évidente pour eux. C'est qu'ils sont supranationaux, par définition, pas comme institution, comme réalité. Il faut la synthèse, la réunion, la coordination, la juxtaposition, (quelquefois plus simplement) de nations et le nationalisme se transcende dans une supranationalité incarnée soit par l'empereur, soit par une junte, soit par un ensemble démocratique.

Alors cette caractéristique de l'Empire c'est évidemment d'éliminer, toujours dans cette logique dont j'ai dit qu'elle était partielle mais réelle, à savoir supprimer les dérives belliqueuses et chaotiques des nationalistes. Que cette suppression ait été acquise et seulement en apparence, grâce à un étouffement, une répression qui devaient attiser et qui n'ont fait qu'aviver et fortifier les sentiments des petites Nations occupées, on n'en a vécu à la vérité et on en était dans cet étrange sommet du Colorado effrayé par la prodigieuse et stupéfiante accélération des choses, des idées, de l'histoire.

Le monde a la mémoire courte. Ceci pour la simple raison que les urgences du présent font toujours oublier, dans tous les cas de l'histoire et de notre vie quotidienne, les malheurs du passé quels qu'ils soient. Et dans ces milieux, on en est arrivé et on en arrive parfois encore à regretter le condominium ou son État américain, l'équilibre bipolaire, un certain ordre doublement impérial.

Dans les pays de l'Est aujourd'hui où ils ont réaffirmé la Nation, où ils sont aux prises avec les problèmes que vous posez sur la supranationalité, et nous pourrons le constater quant au sujet de la citoyenneté, on tend à oublier la terreur des goulags pour s'alarmer du chômage, de la drogue, de la criminalité, du désordre. Quant aux Russes eux-mêmes, nombre d'entre eux, et pas des moindres, en arrivent à regretter, à exprimer leur regret du temps où l'Union soviétique était une super puissance dont les avis, les conseils, les menaces étaient pris en considération. Ils se vautrent dans une nostalgie de puissance pour oublier les amateurs de la liberté. Le présent ne compte plus toujours. Et là, je n'évoque pas seulement le sentiment populaire, il ne manque pas de stratège, de diplomate en Occident, j'en ai entendu un récemment à Washington qui regrettait non pas, bien sûr, le communiste comme système mais l'Empire soviétique comme facteur d'ordre. Facteur d'ordre à l'intérieur des gesticulations des Nations. C'est ce qui s'est passé après la chute de tous les Empires sans exception. On l'a vu après l'Empire romain, après l'Empire byzantin, après l'Empire ottoman et austro-hongrois, comment expliquer qu'en Europe il y ait ce sentiment qui ressemble, si on l'analyse, si on le psychanalyse, dirais-je, à un besoin d'Empire. La publication récente d'archives établit que le Maréchal Tito, prévoyant à la fin de sa vie la renaissance du nationalisme serbe auquel lui-même, croate d'origine, avait donné un coup d'arrêt, regrettait de n'avoir pas de dynastie, donc d'héritier. Comme l'empereur François-Joseph en avait eu dans la glorieuse Vienne des austro-hongrois.

À ce propos, il y a une chose amusante dont je ne veux pas faire l'économie sinon nos exposés sont trop austères souvent, il paraît que François Joseph recevait tous les matins son intendant, je ne sais pas si c'est son intendant, enfin son grand chambellan probablement, pour lui demander selon cette formule consacrée (je ne sais pas quels sont les équivalents austro-hongrois ou allemand) : *« Monsieur le chambellan, est-ce que mes minorités sont toutes également mécontentes de moi aujourd'hui ? »*. Et quand le grand chambellan lui faisait remarquer que l'une d'entre elles était un tout petit peu plus mécontente, il disait : *« ça va donc très mal »*.

Enfin, au chapitre des regrets et pour revenir au tiers monde, il faut dire qu'un certain nombre d'États et de puissances comme l'Inde, le Mexique, l'Égypte, le

Nigéria, l'ancienne Yougoslavie, à cause de leur leader surtout (Nasser, Tito, Nkrumah, Nehru), savaient peut-être tirer partie du condominium en jouant de grâce pour servir leur nationalisme. Ils jouaient soit le ralliement à la super puissance américaine soit à la super puissance soviétique.

Le monde nouveau n'est pas de communisme mais l'Occident fait preuve d'une incapacité stupéfiante à préparer l'au-delà du communisme. Je crois qu'il est intéressant de se demander, rapidement : « pourquoi on a eu besoin de se persuader de la permanence des Empires et pourquoi on a cru si peu à l'explosion des nationalismes ? ».

Alors, les Empires, on a dit, avaient cet avantage ou donnaient cette illusion d'être supranational. Mais curieusement en créant un ordre mondial même provisoire pendant une partie de l'histoire, ils assurent une sorte de code non seulement de bonne conduite que ce soit par la terreur ou par l'obligation ou par la liberté, mais en même temps ils assurent un certain confort intellectuel. Le grand écrivain autrichien, Stéphane Sweg, dans ses mémoires sur les souvenirs d'un Européen, illustre à quoi peut ressembler l'Empire austro-hongrois : *« nous avions l'impression de sécurité qui faisait qu'on savait à chaque moment où était le bien et le mal et qui faisait qu'aussi... »*, cependant il dit dans la même phrase quelque chose qui gâte un peu la noblesse du premier propos : *« on savait aussi que, quand on avait de l'argent en banque, il ne se dévaloriserait pas »*. Enfin, l'un porte l'autre. On peut être un grand écrivain et un grand collectionneur de partitions musicales. Il a laissé à sa mort, la plus grande collection connue de partitions musicales. Il avait des manuscrits, de Beethoven, de Bach, certains de Mozart et il était soucieux de deux choses : de ce qu'il appelait le confort intellectuel et la sécurité bancaire. Enfin, c'était dans le cas où il y avait certainement le bien et le mal.

Définissons. Il y a confort intellectuel même au milieu des pires souffrances, dès que l'on dispose d'un minimum de certitude qui procure l'équilibre de la pensée, une claire vision du monde, une adhésion aux structures de la société, un discernement des enjeux d'un combat et, et quoi ? Un ancrage national. C'est-à-dire on se dit que le monde va dans une direction ne remettant guère en question les

valeurs de la vie quotidienne, mes valeurs culturelles, celles de ma famille, de mes amis, de mon groupe, des traditions et de ma langue puisque comme vous le savez, les Québécois devraient être plus sensibles à ça qu'à n'importe quoi d'autre. Puisque souvent on les présente sous cette obsession linguistique. Stéphane Sweg, s'est suicidé à cause de la langue. Il fut expulsé. En fait, non expulsé, car il a été reçu comme un président au Brésil, acclamé, choyé. Quand il prenait un taxi, il était reconnu dans n'importe quelle partie du Brésil, qui est assez grand, on ne le faisait pas payer. Il s'est suicidé après une lettre écrite à sa première femme en disant : *« je ne peux pas m'exprimer dans mon allemand pour des Allemands et je n'ai plus donc de raison de vivre. Ma raison de vivre c'était ma langue et la langue que j'ai pratiquée »*. Il s'est suicidé pour ça. Donc, on peut mourir pour la langue, messieurs les Québécois. Bon alors, j'espère, j'espère que l'occasion ne vous en sera pas donnée (rires de l'audience) ni moi non plus.

L'observation qui s'impose en premier lieu c'est que, toute une partie de l'humanité avait placé sa foi dans une idéologie non nationale, on croyait pouvoir se priver d'une idéologie non nationale et souvent religieuse conçue à la fois comme une science, une conception du monde et tout ces gens après l'implosion du système soviétique, ont perdu ce confort intellectuel, un peu comme Stéphane Sweg le raconte, que la victoire du nazisme lui a fait perdre au fond son patriotisme linguistique.

Je lis mais c'est pour faire des suppressions, alors donc vous devez être contents parce que quelquefois c'est un petit peu long.

Ces regrets de l'Empire, ces regrets de l'ordre international même basés sur l'arbitraire, c'est vrai, j'avais noté en l'écrivant, ça peut paraître insolite et téméraire de rappeler de telles vérités quand il n'est plus question aujourd'hui que des bilans cauchemardesques des victimes du nazisme et aussi du communisme. Vous avez entendu parler de ces livres maintenant qui mettent un signe d'égalité entre nazisme et communisme. Cela pourrait être même jugé comme une injure à leur mémoire, à la mémoire de ces dizaines de millions de morts. Mais enfin, c'est assez curieux et nous sommes là pour ne pas écarter le paradoxe, peut-on être orphelin de l'enfer ?

peut-on regretter un univers d'apocalypse ? Bien, à cette question, je réponds malgré moi par l'affirmative. L'humanité est une espèce étrange, glorieuse dans le combat contre l'adversité, mais souvent disposée aux caprices de ce que La Boétie appelait la servitude volontaire et Dostoïevski, d'un mot assez beau, la soumission émerveillée.

Vous avez compris que si j'ai fait ce détour pour entrer dans notre sujet, pas seulement pour le plaisir très grand de vous en entretenir, c'est parce que, comme le Colloque est dominé par une réflexion sur le destin du citoyen entre la nation et la supranationalité, c'est-à-dire au fond d'une manière plus précise entre l'universel et le particulier. Cette réflexion et cette méditation ne peuvent pas, pour ma part, se priver de la façon dont elles sont vécues. Elle sont vécues d'une manière un peu plus claire si on leur donne la lumière de ce déséquilibre provoqué par la chute de l'ordre international et de l'Empire soviétique. Avec toutes les conséquences que cette chute a suscitées, depuis les domaines des frontières (Yougoslavie, Inde, Pakistan, etc.), jusqu'à ceux des flux migratoires qui comptent si fort un peu partout en ce moment et qui deviennent un des problèmes les plus importants de notre planète.

Ce curieux besoin d'Empire s'exprime aujourd'hui par le ralliement autour de la super puissance américaine dont on sait désormais qu'elle dispose dans toutes les compétences et pour longtemps, d'une incroyable et peut-être d'une irrattrapable supériorité. Ce qu'on appelle tous les jours la globalisation n'est autre chose que l'américanisation. Ce qu'on dénonce comme le chaos de l'interpénétration des cultures, de la suppression des frontières, de la rapidité des échanges c'est, la plupart du temps dans la façon dont nous le vivons en Occident, l'idée qu'on a adoptée, la voie, la méthode, la raison même de vivre des Américains.

Et malgré tout, malgré tout ce degré de puissance, s'est vu contester par ceux-là mêmes qui à l'origine lui ont donné de l'essence, « l'origine » vous avez compris que je veux parler du Vieux monde, du Vieux continent, qui s'est réveillé et qui prétend entrer en compétition avec ses enfants du Nouveau monde et, au fond, avant cette histoire de l'Inde dont je vous ai parlé, c'est ce qui m'avait fasciné le plus

dans les événements récents, c'est-à-dire l'événement du samedi 2 mai 1998. C'est ce jour-là que quinze (15) Nations européennes ont décidé d'adopter une monnaie commune, une monnaie unique, puisque la discussion était grande pour savoir si ça pouvait être commun mais double, et un événement auquel les Américains ne croyaient pas du tout.

J'ai même découvert une citation assez étrange ; c'est un plaisir assez facile parce que moi, à l'idée que des gens retrouvent des écrits de moi et puissent les citer dix ans après, on s'est toujours trompé, enfin je le fais, j'en profite aujourd'hui surtout que je ne vais pas donner l'auteur.

Un Américain qui n'est pas un journaliste indifférent, au contraire, il était même plus qu'un journaliste, s'il y a une hiérarchie, a écrit en parlant de l'Europe : *« Née d'une volonté des Français et des Allemands d'en finir avec leur guerre, l'Europe provoquera un regain de bellicisme à peu près comme Israël, né d'une volonté d'en finir avec l'antisémitisme, a fini par provoquer chez les Arabes le même antisémitisme qu'il y avait chez les Chrétiens ».* Ces imprudentes prophéties ont été loin d'être partagées par les représentants du State Department, encore moins de Wall Street, mais elles traduisaient une idée souvent légitime : au fond, que les américains ne peuvent rien faire sans aller à l'arbitrage, alors ils ont beaucoup d'exemples sauf pour le dernier. C'est vrai pour la Bosnie, c'est vrai pour des tas de choses, c'est vrai qu'on attend les américains toujours et que les européens sont divisés.

Comme les gens qui sont dans une orbite, on a jamais vu des vaisseaux unis, et c'est dans le destin des vaisseaux d'être divisés. Dans la crise du Golfe il y a eu un recul des Américains. Et j'ai l'impression que les Européens y on été pour beaucoup, en particulier les Français mais j'ai peur de verser alors dans ce que je disais tout à l'heure, c'est-à-dire l'éloge de la France, peut-être parce qu'en ce moment elle en a bien besoin.

Alors autrement dit, ces onze Nations européennes ont décidé qu'elles pouvaient faire ensemble des choses que chacune ne pouvait faire séparément. On

appelle ça, ce que je viens de dire avec beaucoup de simplicité (et personne ne le comprend en France) : « le principe de subsidiarité ». C'est pourtant simple mais chaque fois qu'il y a un commentateur, surtout à la télévision je dois dire, qui prononce ce mot, il est tout heureux comme s'il faisait preuve d'une culture de l'hermétisme. Cependant, il est important, pour ce qui va suivre, de noter qu'en dehors du voisinage c'est-à-dire de la géographie, en dehors du régime de la démocratie, les Nations européennes, ces Nations qui ont choisi, ont toute une histoire. L'Europe a déjà existé. On ne peut pas tirer de l'universalité de leur projet la déduction très tentante que seul l'universel abstrait pourrait exister pour réaliser des ensembles puisque c'est un des problèmes que nous aurons peut-être tout à l'heure à aborder. L'Europe a déjà existé, les clercs du moyen âge, chacun le sait, se rendaient librement de Montpellier à Salamanque, de Heidelberg à Padoue, c'est toujours ces quatre villes qui reviennent dans les médiévistes et il me semble qu'il y en a d'autres.

Même quand le latin a cessé d'être la langue commune, il y avait une même façon de chanter, c'est Duby qui dit ça, un grand historien, l'amour et l'ambition, de redouter la souffrance et la mort et de discuter du destin et de Dieu. Comme plus tard d'ailleurs, à l'après-renaissance, dans les oeuvres de Shakespeare, de Cervantès, d'Erasme et Montaigne, la remarque supplémentaire qui m'intéresse beaucoup c'est que tous ces gens reconnaissaient une sorte de priorité, de primauté à Dante Alighieri. Pourquoi ça m'amuse, c'est que l'auteur de la divine comédie, donc de l'enfer, est à l'origine de l'Europe. Tout ça nous ramène à ce que nous disions précédemment sur les orphelins de l'enfer.

Alors nous avons vécu et nous vivons en Europe, vous le savez en tout cas on ne le sait pas toujours dans les Amériques et probablement dans l'Amérique du Nord, c'est que les Européens vivent une révolution qui les dépasse. Les gens n'ont pas conscience. Certains même qui sont partisans de l'Europe ont l'impression d'être dépassés par ce qu'ils ont eux-mêmes initié, impulsé. L'Europe est une vieille idée française, elle est née dans l'esprit de Jean Monnet. Ensuite ça été une idée franco-allemande et ensuite une idée de six (6) États mais tout d'un coup, la France a le vertige devant cette idée qu'elle est une Nation et qu'elle va frapper monnaie.

Elle va frapper monnaie, c'est-à-dire le symbole de la monarchie, le symbole de l'État, le grand privilège. Elle va frapper monnaie avec quoi ? et bien avec des étrangers, ils sont voisins, ils sont démocrates c'est vrai mais enfin c'est la souveraineté qui est effritée, qui disparaît.

Avec un avantage toujours sur le Québec, je n'oublie jamais que je suis ici, c'est que la France est déjà une Nation. Alors, la révolution que nous vivons nous autres Français, les Allemands la vivent au moins avec autant d'intensité ; songez que les Allemands, avec la réunification et malgré le chômage, nouveau, disposent d'une puissance considérable. Ils ont un mark qui a été au fond la monnaie la plus stable et la plus forte du monde, plus que le yen et le dollar, beaucoup plus stable et puis surtout, une chose dont on a rarement mesuré les conséquences, c'est-à-dire qu'ils ont créé une zone mark. C'est une zone mark de fait, tous les germanophones et sur les quinze (15) Nations qui ont créé l'Euro, il y en a neuf (9) qui font pratiquement partie de la zone mark, c'est-à-dire pour laquelle le mark est une référence. Le florin, c'est quasiment une sorte de clonage du mark, avec une sorte de complaisance d'ailleurs de leur part, surtout depuis qu'ils ont voulu avoir la Banque centrale européenne. Ce qui, comme vous le sentez dans mon accent, n'est pas tout à fait de mon goût.

Problème qui nous fait rejoindre notre sujet après ce détour important, je trouve, les Nations européennes se dirigent-elles sans le dire et parfois même en disant le contraire vers une fédération, vers une confédération. Est-ce que l'État-nation disparaît ? Est-ce que la souveraineté nationale disparaît ? Quel est le degré de concession d'un État ? Qu'est-ce qu'on peut mettre en commun, qui une fois mis en commun, vous devriez entendre les discussions que j'ai écoutées sur les compétences concernant les octrois de crédit c'est tout à fait européen ça, c'est tous les jours, ce que vous vivez en ce moment, ça se passe à tous les jours.

Est-ce que ce qu'on met en commun ne va pas nuire à ce que nous voulons garder pour soi ? Vous, vous dites le contraire. Ce que l'on veut garder pour soi, est-ce que ça va pas embêter suffisamment ce que les autres veulent mettre en commun et ça, c'est autre chose. Après tout, en Europe, il y a déjà des institutions

communautaires en matière d'économie et de justice. Elles ont, on pourrait le dire mais le mot fait peur, elles ont déjà, ces institutions, un caractère fédéral. Il n'y a qu'une seule personne curieusement pour avoir le courage de ce mot, c'est Valéry Giscard d'Estaing qui lui, avec une sorte de plaisir un tout petit peu supérieur mais probablement légitime, dit *« mais oui, nous sommes fédéral »*. Et sans doute, il y a le problème chez nous de la multiplicité des langues. Nous avons perdu le latin, on hésite à adopter l'anglais. On voudrait avoir l'anglais plus une langue puisque l'anglais on ne peut rien faire contre, l'anglais c'est le latin de la Pax America ; seulement il se trouve aussi que c'est la langue d'un des partenaires, je parle de la Grande-Bretagne, alors ça pose quelques problèmes. Mais il y a une telle harmonisation des moeurs de la société civile, tous ces pays, je dirais même plus qu'à l'intérieur des États-Unis, plus que la fédération des États-Unis, tous les pays de l'Europe ont aboli la peine de mort, autorisé la contraception et l'avortement, réglementé l'accueil de l'immigration et enfin, pour les tarifs douaniers, la vie quotidienne, il y a mille et une autre choses ; il y a déjà des institutions et des pratiques communautaires et pourtant l'idée n'est pas encore réglée dans les esprits de savoir ce qui est national et ce qui peut ne pas l'être et ce qui pourrait être menacé.

Cette Europe naissante, elle constitue un laboratoire pour exprimer de manière lente et progressive quoi donc ? quelque chose de passionnant, pour moi en tout cas, c'est la nouvelle citoyenneté postnationale. Et cette nouvelle citoyenneté postnationale, le problème se pose avant même que soit instituée une supranationalité gouvernementale. Cette expérimentation, je parle de l'expérimentation qui est faite dans le laboratoire de l'Europe doté de l'Euro, se passe dans un contexte de renouveau d'identité infranationale, qu'est le Québec par exemple, et qui se sent renforcé dans tous les pays européens du fait de la régionalisation d'une part et de la décentralisation.

Dominique Schnaper, qui est une sociologue et qui se trouve à être aussi la fille de Raymond Aron, a fait dans une revue politique, une étude tout à fait serrée sur notre sujet et sur le plan plus précisément de la citoyenneté. Au passage elle note quelque chose où elle dit que l'une des raisons aussi du trouble qui s'empare

des constructeurs de l'Europe, c'est que les États-nations sont déjà en état d'affaiblissement du fait, alors là je cite :

> *« ... de la valeur croissante accordée à la dimension économique et sociale de la vie collective. La logique productiviste et hédoniste qui privilégie le plaisir de l'individu et le fait que la légitimité de l'État moderne semblent plus liés à son efficacité pour assurer le bien-être matériel des populations, par la production et les transferts de l'État providence, que pour garantir la liberté des citoyens et leur égal participation à la vie politique ».*

Ajoutons à cela que les vingt millions (20 000 000) d'étrangers qui se sont installés en Europe, sont supposés avoir altéré l'homogénéité culturelle que les États-nations démocratiques classiques tenaient jadis pour indispensable à l'unité de la Nation.

Les États-nations ont fondé, en effet, leur légitimité sur l'idée de citoyens. Parlons des États-nations, modernes et démocratiques, en gros nés de la Révolution française. Mais on sait que la citoyenneté est liée à deux sortes de droit : les droits d'une part qui garantissent les principales libertés connues d'expression, de religion, de pratique, de publication, etc. et, ceux d'autre part qui réclament ces libertés, les premières libertés, la citoyenneté, se réclament une distance à l'égard de l'État. Il y a les autres droits qui réclament de l'État une intervention pour protéger la sécurité, l'éducation, le travail maintenant, le droit au travail. La citoyenneté classique reposait surtout sur les droits garantissant les libertés dans la nouvelle citoyenneté, la citoyenneté postnationale. Si l'on se réfère à une étude d'une sociologue américaine sur l'Europe, les droits les plus importants et dont chaque résident doit bénéficier, ce sont les droits économiques et sociaux qui se transforment de nos jours en droits politiques.

C'est important d'unir les deux citations, celle de l'américaine et de la française, parce que ça détermine bien que la nouvelle vision économiste que nous avons de chaque chose, de chaque problème c'est très nouveau ça, c'est une révolution dans les esprits, c'est à l'opposé de ce que nous disions au début en parlant de l'Inde, qu'il y a des gens qui n'ont pas seulement une vision économiste et au contraire qui se disent : « nous ne pouvons pas avoir le niveau de vie des américains mais nous pouvons avoir, nous, une bombe nucléaire ». Mais ici, l'idée c'est de voir que la conception de la citoyenneté est tout à fait proche, collée, de la vision économiste de l'existence nouvelle telle qu'elle prévaut dans nos sociétés et telle qu'elle contrecarre souvent le besoin de sacrifice et le besoin d'idéal, le besoin de priorité.

Faut-il étendre, à ce moment-là, la citoyenneté donc le droit de vote aux étrangers. Vous avez là deux écoles, ce serait selon certains, aller dans le sens de l'histoire. Depuis le 18^{e} siècle, on a élargi. Si vous vous en souvenez, on a élargi le cercle des citoyens, (les hommes d'abord, parce qu'il n'y avait pas de femmes), les propriétaires (il fallait être propriétaire), les chefs de famille, les domestiques, on ne se souvient pas que tous ces gens ont été privilégiés à un certain moment par rapport au reste, les femmes (qui sont venues bien ensuite), les jeunes, alors ont dit pourquoi pas les étrangers.

Est-ce un bien pour tous ? Est-ce souhaitable partout à n'importe qu'elle étape de l'émancipation régionale, nationale ou même fédérale ? Je n'oublie pas en posant ces questions que je parle ici au Québec dans un pays dont la résistance s'est faite autour de la religion d'abord où l'Église a joué un rôle important, pas toujours positif mais important du point de vue de la résistance, et de la langue où l'homogénéité culturelle, dont nous parlions tout à l'heure, des Québécois est menacée par la dénatalité, l'immigration non intégrée et naturellement par le débat obsessionnel qui oppose tous les jours les souverainistes aux confédérés. Je suis sûr du mot « souverainiste » mais je ne sais pas si on appelle les « confédérés », les « confédérés ».

En Europe, le débat est différent selon les pays. En France, les partisans de l'octroi de la citoyenneté dite postnationale, sont tout de même soucieux d'établir un contrat de citoyenneté. C'est-à-dire que les nationaux étrangers pourraient garder leur propre culture mais à la condition de prendre une sorte d'engagement en faveur de l'adhésion aux valeurs démocratiques et aux législations nationales, à la condition que ces législations soient conformes aux droits de l'homme. En Allemagne, Jürgen Habermas plaide en faveur d'un patriotisme constitutionnel, ce patriotisme constitutionnel existe déjà aux États-Unis, qu'est-ce qu'il y a de commun entre toutes les différentes communautés américaines ? C'est qu'elles sont sensées observer les dispositions de la constitution et qu'elles ont pas la pareille pour trouver un bon avocat pour faire triompher leurs droits, surtout quand elles doutent de la légitimité de ce droit.

Pour Habermas, son patriotisme constitutionnel, qui évidemment en termine avec tout ce que la Nation a de charnel, ne se référerait plus à la totalité concrète d'une Nation mais au contraire à des processus et à des principes abstraits. La nationalité serait le lieu de l'affectivité, la citoyenneté serait le lieu de la loi constitutionnelle. On comprend bien qu'Habermas voudrait rompre avec une tradition germanique de la Nation, puisqu'un étranger n'a pas le droit du sol, donc il n'est jamais Allemand, et surtout il voudrait en finir avec ce qu'Herder, Fichte, Nietzsche on donné au mot peuple. Ces trois penseurs se sont attachés à faire du peuple une véritable essence et à définir ce que pouvait être le génie des peuples, en particulier celui du peuple allemand.

Ils ont poussé, chose importante, débat important, jusqu'au degré le plus dangereux le souci des Allemands de préserver une homogénéité. Cette homogénéité culturelle, pourquoi je dis que c'est important pour notre débat c'est parce qu'on sait jamais la frontière qui sépare le souci de l'homogénéité culturelle de la purification ethnique. C'est ça le problème à un certain moment. Pour ma part, je ne suis pas étranger au souci d'homogénéité culturelle, il faut qu'il y en ait une certaine pour faire une Nation pour que ce ne soit pas une gare de triage ou un accueil, un terrain d'asile. Il faut qu'il y ait un mélange de projets et de souvenirs et pas seulement de lois communes. Mais à partir de quand, selon quels critères, cette

homogénéité peut-elle être créée, sans créer, sans arriver à ce degré d'exclusion auquel l'Allemagne, la germanité dans ce sens prussien du mot, dans le sens « herderien », du mot était arrivé.

La question se pose alors de savoir si une Nation parce qu'elle est démocratique, donc porteuse de l'universel, puisse se réduire au civisme et survivre comme Nation. Que devient la nationalité si la citoyenneté est offerte à tous ? C'est une question qui comporte des contradictions et qui traverse la France depuis 89 parce que, la France est à la fois l'ancien régime et la révolution. Comme le titre de nos manuels scolaires, c'est l'ancien régime et c'est la révolution mais c'est autant la révolution que l'ancien régime. C'est à la fois les cathédrales et si vous voulez, les ponts.

Les États-Unis ont répondu à leur manière en appliquant depuis toujours ce patriotisme constitutionnel. Il reste que le danger de communautarisme aux États-Unis est très grand, c'est même pas un danger, c'est une réalité, cette Nation devient communautaire, communautariste c'est-à-dire qu'il y a des patriotismes communautaires juxtaposés, avec le seul point commun qui est l'observation d'une même langue.

Il y quelquefois des sentiments qui sont favorisés par des situations comme aujourd'hui. L'Amérique connaît une prospérité sans précédent, un dynamisme incroyable des États-Unis et dans ce cas-là, c'est comme une sorte de résurrection du rêve américain. Je ne sais pas combien de temps ça va durer mais entre les États-Unis que j'avais visités il y a cinq (5) ans et ceux d'aujourd'hui, il y a tout d'un coup une sorte de poussée dont la contagion devrait être bénéfique chez les voisins mais qui crée après tout peut-être quelque chose qui pourrait ressembler à une sorte de patriotisme, même si l'origine en est à ce point matériel et pourquoi pas.

Il y a au Canada et au Québec, comme dans les pays de la communauté européenne, un lien que l'on ne peut pas ignorer, c'est la démocratie. Difficile de constituer des ensembles non impériaux sans la démocratie mais la question est de savoir si l'on peut facilement passer de l'universalité démocratique à la particularité

nationale. Que l'on est passé, ce qui est votre cas, de la Nation française ou allemande, à ce que j'appellerai l'universel européen.

Pour cela, il aurait fallu rappeler d'où vient cet universel, comment il s'est construit, dans quelle ambiguïté, pourquoi seule la France a pu supporter, a pu exporter sa révolution, alors que la Grande-Bretagne l'avait précédée dans la charte démocratique et pourquoi la Grande-Bretagne s'est unie avec des régimes qui lui étaient contraires et dont elle devenait la complice. Ce que la France a exporté, c'est en dépit de ce qu'on peut dire sur le caractère européen de la révolution, c'est la France qui a donné à la révolution démocratique ses grands textes, son épopée, sa dimension parfois religieuse dans le rite même si elle était laïque dans le credo mais cette France est restée nationale. Cette France porteuse de l'universel n'a jamais voulu et a tenu à ce que cet universel soit coloré, soit irrigué, soit imprégné d'un passé ou d'une partie du passé qui faisait son destin.

Je voudrais dire pour conclure que, à propos de l'universel qui en définitive est le principal sujet, nous devons tous aller vers l'universel. Comment y aller, c'est le problème qui se pose chemin faisant dans notre construction. Mais oublier que nous devons aller vers l'universel, c'est se résigner à ce que l'humanité ne soit pas seulement composée de peuples différents, mais c'est qu'elle soit composée de différences incompatibles et qu'il n'y ait pas de valeur qui puisse définir l'homme. Dans un certain sens, renier l'universel, c'est renier l'homme tout court. Alors comment, avant d'avoir une Nation ou après avoir une Nation dans un ensemble, donner un caractère charnel, particulier, quotidien, à l'universel abstrait. Sans jamais oublier que cet universel abstrait, ce n'est pas par goût folklorique ou par goût territorial ou par idée poétique du particulier qui est très importante, esthétique du particulier, que nous y tenons mais c'est parce qu'il n'est pas réalisable. Et si il y a une unité dans ce que je vous ai dit ce soir, depuis l'Inde en passant par la révolution française, c'est sur l'idée que sans l'universel nous avons d'abord une manie chauvine de voisinage, de domination et de conquête.

Sans la chair, l'origine et le passé, nous avons le néant car cette abstraction n'est pas humaine. Je me prononce pour ma part en faveur de l'accueil fraternel de

l'étranger mais avec incitation à le voir se fondre dans une culture et des valeurs communes. Or de ce processus, le risque est grand, par passion légitime pour l'universel abstrait de voir se constituer des communautés concrètes vivant selon des références étrangères à la culture et aux valeurs du pays d'accueil. On dit que ce sont là des combats d'arrière garde, la politesse et la gratitude me commandent de rappeler que c'est ce que l'on a toujours dit aux Français comme aux Québécois pour les dissuader de résister.

Citoyenneté

Francis Terry McNamara
États-Unis

Monsieur Francis Terry McNamara a été Ambassadeur auprès du Département d'État américain durant trente-sept ans. Diplomate de carrière, McNamara fut principalement en poste en Afrique et au Viêt-nam. En outre, il fut Consul général des États-Unis à Québec entre 1975 et 1979. Monsieur McNamara est l'auteur entre autres titres d'un classique sur les relations entre la France et ces colonies intitulé : « The French in Black Africa », qui a été publié en 1989. Il a également écrit un récit épique sur son départ du Viêt-nam : « Escape with honor, my last hour in Viêt-nam ».

Actuellement, McNamara est coprésident du comité d'appel du département d'État sur la liberté d'information. Il est également membre de l'Association for Diplomatic Studies and Training à Washington et également spécialiste des élections. À cet égard, il a servi comme superviseur des élections en Bosnie et au Mozambique.

First I shall talk about the American theory of citizenship. There are two general, widely accepted concepts of citizenship. One is Jus Sanguini, the other is Jus Soli. The first is based on parentage, on blood, the second on place of birth. For Americans, place of birth is their traditional way of determining citizenship. As a nation of immigrants, we cannot really base citizenship on blood. The exception to the rule of place of birth is an acceptance of children born of American parents outside of the United States as American citizens. Citizenship in America is defined by the Fourteenth Amendment of our Constitution. This is one of the three amendments that came as a result of our Civil War. In the simplest, most direct terms conferring citizenship on African Americans who had been held as slaves, the Fourteenth Amendment defines citizenship as « All persons born or naturalized in the United States and subject to its jurisdiction are citizen ».

In addition to those born in the US, there is another well trodden route to American citizenship. It is through naturalization. The United States is a young country whose population is overwhelmingly of immigrant origin. The « melting pot » and its message continues to hold tremendous power on the American imagination : « ...the promise that all immigrants can be transformed into Americans, a new alloy forged in a crucible of democracy, freedom and civic responsibility. »

Throughout the 19th and early 20th centuries, the United States received one of the largest influxes of immigrants in history. The great bulk of these immigrants came from Europe. The earlier arrivals were mainly from northern and western Europe. Later, at the turn of the century, the sources of immigration shifted to eastern and southern Europe. By 1920, 87% of foreign born Americans were from Europe with some 18 million new citizens arriving between 1890 and 1920.

Today, we face a second great wave of immigration. These new arrivals are quite different in their racial and ethnic makeup from their predecessors. Overwhelmingly, they come from Asia and Latin America. By far, the largest numbers are from Mexico, with its long common border with the United States. The premise of the « melting pot » is being severely tested by these new arrivals. Can they be as easily assimilated as past generations of immigrants who arrived at a time when it was not possible to fly or fax home ? The need to assimilate does not now appear so compelling for these new immigrants.

Instead, many informed observers fear that the nation could fracture into many separate, disconnected communities without shared purpose or common experience. Others predict an evolution into a « pluralistic society » holding some core values but with little meaningful interaction among groups.

As the demographic makeup of America changes, how will this affect the distribution of political and economic power ? What will happen as Hispanics overtake blacks as the nation's largest minority ? The historic discussion between black and white is already being blurred by the insertion of a variety of intermediate colors - yellows and tans. The painful but clearer assumptions of the past are being

overturned. Fear of strangers is nothing new in American history. Each wave of immigration has produced a backlash. The Irish, Italians, Eastern Europeans and Jews all suffered harsh reactions - often from the children of earlier immigrants. The Chinese Exclusion Act of 1882 was the most extreme example of such intolerance. A more generalized one was the national « quota system » inaugurated in the early 1920's to limit immigration from southern and eastern Europe. More recent instances can be seen in the attacks on questions like social welfare for immigrants.

The demographic shifts that will influence the future of the United States are now becoming evident. Whites currently account for 74% of the national population, blacks 12%, Hispanics 10% and Asians 3%. The U.S. census Bureau predicts, however, that Hispanics will overtake blacks early in the next century. By the year 2050, demographers reckon, Hispanics will account for 25% of the national population, blacks 14%, Asians 8% and whites only 53%. These national figures do not tell the whole story. By next year, 1999, whites will no longer comprise a majority in California, Hawaii and New Mexico. Soon after, Nevada, Texas, Maryland and New Jersey are expected to have no clear racial / ethnic majority.

What has caused this relatively sudden change in America's racial / ethnic composition ? Most authorities ascribe it to the change in immigration law that took place in 1965 ; a time of growing tolerance and generosity that also spawned the liberal « Great Society ». Under new legislation, discriminating national quotas were dropped and « family reunification » became the primary criterion for admission into the U.S. These changes were a response to charges that the previous system of allocation entry visas favored white Europeans. Under the new scheme, immigrants already in the U.S. may bring in their relatives who in turn bring in their relatives. The result of this indiscriminate immigration is that America is now absorbing as many as I million new arrivals each year. They can be roughly divided into two groups : the well educated or highly skilled, and those with little formal education or job-related skills. Sadly, one third of the new immigrants have no high school diploma.

Initially, language is not a crucial problem for many of the newly arrived. With the burgeoning Spanish speaking population, one can live comfortably in a Hispanic

environment in most large cities in the U.S. A harbinger for the future, Miami is already firmly in the hands of Cubans with the mayor and the majority of the members of the city council of Cuban origin. Spanish is the common tongue in large parts of « Little Havana ». Another example, Los Angeles has become a mosaic of racial / ethnic neighborhoods. Koreans, Chinese, Japanese, Filipinos, Vietnamese, Mexicans, El Salvadorians, Nicaraguans and a variety of others all enjoy their own enclaves complete with shops, restaurants, theaters, newspapers and, often, their own TV stations.

The public schools have traditionally been the primary institution designed to break down ethnic divisions and assimilate younger generations. The effectiveness of the school system as a force in assimilation, however, appears to have declined. Poor immigrants tend to cluster together in larger center cities where their children predominate in the local schools. Thus, the symbiotic learning process that occurs when children are immersed in a sea of « native speaking » classmates is often lost. At the same time, the bilingual education classes, mandated by well-meaning legislation from the 1970's do not appear to be effective in gradually introducing students to instruction in English. Recently, in California, a substantial majority supported a referendum aimed to discontinuing bilingual education in favor of a program of « total immersion » in English for non-English speaking children. Surprisingly, exit polling indicates that a majority of Hispanic voters supported this dramatic change in curriculum. Many critics of the 30 year old experiment claim that bilingual education has divided communities while denying immigrant children the one tool they most need to succeed in America, a solid knowledge of English.

Increasingly, the « transitional » jobs that provided the means of rising in two or three generations from menial, unskilled labor to well-paid professional employment are fast disappearing. The « American dream » of social and economic success based on hard work and education is being challenged for today's poor, under-educated immigrant and, perhaps for his children. The creation of a more rigid class system appears to be a real danger in parts of the country. Most endangered are the Mexicans and Central American immigrants. For a variety of reasons, some not fully understood, they appear less able or less willing to assimilate and to prepare

themselves and their children to rise into an upper socio-economic status that increasingly demands communication and technical skills of high order.

While life at the lowest levels of American society may be acceptable to recently arrived, unskilled immigrants, will this acceptance persist as their children grow up in a consumer society ? Already, the evidence of social discontent is becoming apparent in the barrios and other ethnic neighborhoods of America's great cities.

Clearly, America must find ways to improve the prospects for the disadvantaged offspring of the present wave of new immigrants. Improved schooling opportunities, whether bilingual, total immersion or some other formula, are an obvious vital ingredient in any such program. Immigration reform, moving away from « family reunification » towards a more selective immigration system, is being discussed in our Congress. Provision of more effective assistance to Mexico and Central America in encouraging rapid economic development is a third vital ingredient.

Finally, a greater acceptance of the use of Spanish in the work place seems inevitable. In many places, where large Hispanic populations are already well implanted, non-Hispanic employers and supervisors are beginning to learn and to use the language of Cervantes in the work place. Nonetheless, opportunities for substantial professional advancement are likely to continue to demand a fluency in English. The attitude of a large portion of ordinary Hispanic voters in California seems to recognize this imperative.

Hopefully, the good sense of the common man will ultimately find a solution to problems that now appear to be intractable. A new society may well evolve in North America which accommodates ethnic and racial diversity without losing a sense of community. Optimism has always been an essential part of the American character. With luck, it will be preserved for future generations to live in an increasingly tolerant society.

Nubia Hanciau
Brésil

Madame Nubia Hauciau est professeure titulaire à l'Université Rio Grande do Sul au Brésil. Elle est également docteure de l'Université de Nancy en France. Connue au Québec notamment par ses travaux sur Anne Hébert, elle a produit de nombreux articles scientifiques traitant de la littérature française et québécoise.

Elle est coresponsable (avec Sylvie Dion et Alain Bélanger) d'un ouvrage très récent publié au Brésil avec la collaboration de l'Association internationale des Études québécoises qui s'intitule : L'Amérique française, introduction à la culture québécoise . Rio Grande : Éd. da FURG, 1997.

Je vous propose pour cette présentation intitulée « Littérature brésilienne / identité nationale » d'identifier les principaux courants dans le processus de construction de la littérature brésilienne et de pointer les moments décisifs de la trajectoire du sujet colonial en quête de son dire autonome et représentatif d'une « brésiliannité ».

Visiter la littérature brésilienne - si vaste et peuplé comme le Brésil - en peu de temps impose des choix. Je crois, néanmoins, avoir circonscrit dans ce panorama les noms et/ou les idées qui caractérisent chaque période pour assurer, je l'espère, une idée d'ensemble.

Parallèlement aux textes sur les littéraires, ceux de caractère historique envisagent le rachat du passé et rappellent les premières images, paradigme d'une certaine représentation de l'univers américain. La relecture de ces textes inauguraux contribue à faire comprendre le caractère hétérogène de la formation culturelle des Amériques et à éclairer les rapports centre *versus* périphérie qui, jusqu'à aujourd'hui, constituent le problème majeur infligé par l'emprise coloniale.

Au carrefour de l'histoire et de la littérature, les relations de voyage, dont celles d'**André Thevet** au Brésil, intitulées **Singularités de la France Antarctique,** et de **Jean de Léry**, ayant pour titre **Histoire d'un voyage fait en la terre du Brésil, autrement dite l'Amérique ,** participent du projet de mise en place de la « France Antarctique ».

Jean de Léry observe « comment les Américains traitent leurs prisonniers et leurs cérémonies ». Le cannibalisme des « sauvages » brésiliens - pratiqué uniquement envers les ennemis - il ne le considère pas davantage condamnable que le massacre de ses compatriotes qui s'entre-tuent pendant des guerres fratricides.

Michel de Montaigne, dans **Des Cannibales**, reprend le même thème mais hésite à déclarer les indiens « barbares ». Pour lui, « chacun appelle barbarie ce qui n'est pas de son usage » et « chaque usage a sa raison... »

Nous verrons qu'au Brésil de 1928, le **Mouvement Anthropophage** propose comme point de départ pour une littérature autonome la dévoration des apports culturels européens, les transformant dans une culture renouvelée. Cette fondamentale métaphore de l'anthropophagie prend donc son origine chez nos ancêtres les cannibales suivant les traces de **Thevet**, **Léry** et **Montaigne**.

Dans le processus de formation de la littérature sont également à noter quelques rapports imparfaits au XVI^{e} siècle, les textes inauguraux de la découverte et la littérature des catéchèses des Jésuites. Cependant, pour ce qui est des premières études sur la production littéraire, leur base est commune : elles sont toutes élaborées par des écrivains européens. Abordant au départ la littérature du Vieux Continent, surtout la portugaise, ces analystes finissent par atteindre la colonie ultramarine et par récupérer pour la littérature de la métropole la production de leurs colonisés.

C'est **Ferdinand Denis**, dans **Résumé de l'histoire littéraire au Brésil**, le premier qui fera converger les aspects politique et esthétique. Il entend par « national » l'espace brésilien où l'artiste doit puiser son inspiration ; la nature -

élément capable d'assurer l'originalité prétendue par la littérature - l'histoire du pays, les traditions, les habitudes de son peuple et les groupes ethniques qui le composent. Pour **Denis**, « la nationalité est un critère présent dans tous le territoire et sur lequel la littérature doit s'appuyer. » Dans son **Résumé...**, il analyse deux importants poèmes épiques aux noms indiens, **L'Uruguai** et **Caramuru**, qui célèbrent les exploits des conquérants dans le Nouveau Monde. Séduits par le référentiel mythique américain, les poètes font l'éloge d'une « couleur locale » différente de l'européenne. L'héroïcisation de l'indien et la beauté du paysage annoncent l'indianisme, un des puissants instruments de l'identité nationale.

L'historiographie littéraire joue un rôle important dans ce processus. Elle rend possible le registre des oscillations dans les manifestations poétiques et indique aux écrivains en quête de l'expression artistique originale les nouvelles tendances à suivre. Des périodiques et des recueils à caractère littéraire infiltreront les idées nationalistes du Romantisme émergeant et vont provoquer la discussion sur la littérature, son origine et son caractère. Dans ce contexte, **Gonçalves de Magalhães**, considéré « **le réformateur et chef de la littérature brésilienne** » est celui qui cherche à concrétiser sur le plan artistique ce que l'indépendance de 1822 a représenté dans le domaine du politique. Son texte, imprégné des éléments naturels natifs, marque le début de la littérature brésilienne au début du XVIII^{e} siècle, moment signalé par l'abandon de la tradition portugaise en faveur de la française.

À la confluence de la théorie de la pratique, le plus complet modèle est **José de Alencar**, un des premiers à utiliser l'expression « littérature nationale ». À son avis, « elle n'est pas autre chose que l'âme de la patrie émigrée vers ce sol vierge avec une race illustre [...] imprégnée de la sève américaine, de cette terre nourricière que chaque jour enrichit le contact avec d'autres peuples et avec le mouvement de la civilisation. »

Dans les oeuvres indianistes, **Iracema** et **Le Guarani**, **Alencar** inscrit ses personnages dans un passé lointain - celui du début de la colonisation. Il décrit les premiers chocs des deux cultures en contact, en même temps qu'il valorise le passé mythique de la nation des indiens *tabajaras*, paradis où les vierges ont « les lèvres

de miel », les guerriers sont courageux, le sable des plages est doux et les fleuves fournissent des poissons en abondance.

Orienté « vers le double processus d'incorporation du général, dont la mentalité et les normes de l'Occident cultivé, à l'expression du particulier - représenté par les aspects nouveaux du processus de civilisation du pays, le **Romantisme** crée l'espace nécessaire à la libre manifestation du génie national et constitue une base indispensable à l'encrage du sentiment d'identité.

À partir de la deuxième moitié du XIX^{e} siècle, la diffusion des théories scientifiques européennes passe à fournir à des écrivains, dont **Euclides da Cunha** et **Silvio Romero**, le support théoriques aux idées dorénavant défendues. La formule nationalisme, romantisme, indianisme sera radicalement réfutée par le réalisme scientifique, le positivisme, le matérialisme et, plus tard, l'évolutionnisme. Les théories fondées sur l'inégalité des races humaines vont soutenir le projet de construction de l'identité et fourniront le support dit « scientifique » à la politique de discrimination raciale, dont les rémanences subsistent encore de nos jours.

Ce n'est qu'à la fin du XIX^{e} siècle que l'on voit surgir sur la scène littéraire **Machado de Assis**, l'un des plus importants noms de la littérature brésilienne de tous temps. Fondateur de l'Académie Brésilienne de Lettres et auteur du remarquable **Littérature brésilienne : Instinct de nationalité** (1873), il conseille aux intellectuels de la jeune nation de ne pas exagérer dans l'utilisation de la couleur locale sous peine de restreindre la réception des oeuvres aux membres d'une seule tribu.

À lui seul, **Machado de Assis** dément tous les clichés plaqués à l'ancienne capitale du Brésil, Rio de Janeiro, à laquelle restent associées des images colorées, pittoresques, d'une gaieté et d'une exubérance permanentes, comme si tout le monde passait son temps au carnaval à danser la samba.

Fils d'un pauvre mulâtre et d'une blanchisseuse, petit garçon, il découvrit l'injustice d'une société encore esclavagiste. Au lieu de se révolter, il intériorisa un

fort sentiment d'infériorité sociale et combattit l'absurdité du monde par la force d'un humour impavide. L'indépendance de son esprit l'oppose à l'attitude révérencieuse de l'intellectuel colonisé et le place parmi les critiques les plus conscients de l'actualité, celui qui prépare l'arrivée des irrévérents modernistes responsables de la fameuse **Semaine d'Art moderne de 1922**.

C'est à l'époque du Modernisme que s'accomplira le dessein de construire un récit emblématique pour représenter l'origine du peuple brésilien. **Mário de Andrade**, avec son roman **Macounaíma**, intègre pour la première fois le mythe indigène aux mythes africains pour rendre compte de la formation du Brésilien représenté par ce héros au nom composé de « makou », méchant, et « Ima », grand, donc « le grand méchant ». L'histoire qui nous présente ce personnage complexe nous remet à un temps pas noté et à une indienne qui accouche d'un vilain enfant, appelé Macounaíma. Petit malin doué de quelques pouvoirs surnaturels, il s'en servira plus tard pour conquérir une vraie déesse, une Amazone « la mère-de-la-forêt ». Après sa mort, elle lui laisse une amulette qu'il perd aussitôt. Désespéré - ce qui ne l'empêche pas de s'amuser assez souvent - il part aux quatre coins du Brésil à la recherche de son talisman. Les espaces paradisiaques évoqués par **José de Alencar** sont supprimés dans le texte de **Mário de Andrade**. Les héros « élevés » sont détrônés par le antihéros qui sort du fin fond de la forêt vierge pour se laisser assimiler par le monde « civilisé » du littoral. Nombreux sont ceux qui ne considèrent pas pour autant le manque de caractère de ce personnage comme une critique pessimiste de l'âme brésilienne. Bien au contraire, « son absence serait le symptôme d'une mentalité culturelle ayant des virtualités révolutionnaires ». Pour l'auteur **Mário de Andrade**, il s'agit tout simplement d'une allégorie de la culture brésilienne et de sa nature « inachevée ».

Si dans les têtes, l'Europe est encore présente, **Macounaíma** engloutit les modèles, synthétise les particularismes et les mythologies pour inventer une littérature populaire et « carnavalesque », fondée sur la tentative de percevoir le discours exclu, d'écouter les voix marginalisées par la parole hégémonique des élites culturelles du pays.

Pour **Oswald de Andrade**, père du **Manifeste anthropophage** (signé en 1928), utilisé comme métaphore culturelle du mouvement culminant de la quête identitaire, «seule l'anthropophagie nous unit. Socialement. Économiquement. Philosophiquement ».

À l'exemple du sauvage du temps **de Léry** et **Montaigne** qui dévore l'ennemi, l'absorbe et le digère pour s'incorporer ses vertus, l'écrivain brésilien aura le même geste agressif : dévorer la culture étrangère pour restaurer son patrimoine culturel.

La réponse des Modernistes - cent ans après le renversement de la situation coloniale par l'Indépendance politique - ne pouvait être autre que celle de revendiquer « une société et un art nationaux » par l'éloge d'un « primitivisme », axiologiquement positif, de « l'identité anthropophage » proclamée comme un bien, du point de vue de la morale, préférable aux valeurs de la soi-disant identité civilisée qui s'auto-considérait comme « avancée et évoluée ». Les anthropophages sont pour le mélange « en faveur du métis, contre la mentalité colonialiste, contre la culture occidentale... » Ce mélange, « la contribution miraculeuse de toutes les erreurs », est la condition première de fertilité littéraire.

La grande contribution à la problématique de l'identité nationale apportée par les Modernistes réside donc dans la proposition d'une culture fondée sur la multiplicité des racines ce qui signifie, en littérature, une multiplicité de voix : celles des minorités sexuelles, des noirs, des descendants d'immigrants, des femmes.

Jorge Amado est le grand adepte de l'idée d'un Brésil métis. Il inscrit dans le roman l'idée de métissage déjà soutenue par le sociologue, **Gilberto Freire**. Dénommé « chantre des déshérités », c'est à Salvador de Bahia que **Jorge Amado** a puisé l'ossature et la moelle de ses oeuvres où les prostituées, les nègres, les vagabonds et les laissés-pour-compte sont des héros de roman saisis à vif. **Cacao Bahia de tous les saints , Terre violente, Gabriela, Girofle et cannelle, Dona Flor et ses deux maris** et **La boutique aux miracles** font partie d'une cinquantaine de titres traduits dans de nombreuses langues.

On a écrit sur son œuvre bien des thèses de doctorat de par le monde, paradoxalement fort peu au Brésil. C'est qu'il semble être victime dans son propre pays d'une élite littéraire qui, non contente de l'accuser d'être passé de la littérature à l'activité politique, ne lui pardonne pas d'être devenu un auteur de *best-sellers*. Le temps qu'**Amado** pourrait passer à répondre aux critiques, il écrit et l'emploie à recevoir de jeunes auteurs dans sa forteresse littéraire au bord de la mer. Cela lui permet de se réjouir quand il découvre un bon écrivain. D'ailleurs, c'est avec le football et les femmes, dont il aime à dire : « on ne peut pas toutes les aimer, mais il faut tout de même essayer ! », une de ses grandes passions.

Je ne pourrai pas oublier les écrivaines, ni la figure qui s'impose dans la prose du XX^{e} siècle : **Clarice Lispector**. Disparue en 1977, elle laisse une œuvre riche de plusieurs romans, nouvelles et chroniques, mais pas de tableaux panoramiques d'une région ou d'une société. Elle disait : « Je veux écrire un mouvement pur. Ceci n'est pas une lamentation, c'est un cri d'un oiseau de proie ». Elle insistait sur la solitude des êtres dans la grande ville, sur l'incompréhension dont souffrait les minorités - les vieux, les enfants, les animaux, les femmes étouffées par la vie domestique - univers jusqu'alors relégué et oublié.

Rachel de Queiroz, la plus âgée des écrivaines brésiliennes, marque le début de sa longue carrière avec le roman **L'année de la grande sécheresse** pour raconter la famine, la misère et la mort, conséquences de l'affreuse sécheresse au nord-est du Brésil qui persiste jusqu'à nos jours. Son œuvre parle pour elle-même lorsqu'elle refuse de théoriser non seulement en faveur de la justice sociale, mais aussi d'une plus grande dignité de la femme. **Rachel de Queiroz**, qui n'aime pas parler de féminisme, qui est pour elle « une façon de diviser l'humanité en deux camps », reconnaît que le mouvement a fait sans doute avancer les choses, tout comme ses livres contribuent à améliorer la condition féminine au Brésil. Dans **Maria Moura,** son dernier roman et succès télévisé, la protagoniste est *cangaciera* - chef des bandes du *sertão* au nord-est - et porte haut les couleurs d'une forme de défense épique et colorée, se dégageant des conventions les plus enracinées.

Pour clore cet échantillon de la représentation féminine dans la littérature contemporaine, il serait intéressant de rappeler que la première femme au monde à présider une Académie des Lettres est brésilienne. Il s'agit de **Nélida Piñon**, écrivaine de romans cultivés et réputés difficiles. Déjà célèbre par **La république des rêves** et **Temps des fruits**, elle vient de publier **Fundador**, des récits de différentes époques qui se suivent et s'entrecroisent pour raconter la construction du monde moderne et les problèmes de l'Amérique latine.

La liste serait longue, mais il faut commencer à conclure. Je ne pourrais pas le faire sans citer **João Guimarães Rosa**, considéré le grand novateur de la littérature de langue portugaise. **Diadorim**, c'est la pièce maîtresse d'une œuvre qui suscita de vives controverses par « l'agressive nouveauté » du style. Cependant, tous ses critiques s'accordèrent sur un point : **Guimarães Rosa** réinvente la langue en virtuose et lui donne ses lettres de noblesse.

Nous avons une terre exubérante. Tant de fleuves, de mers, de forêts dans la splendeur tropicale. Et dans les veines, le sang de trois races : la portugaise, l'indigène et l'africaine, sans parler du sang de ceux arrivés à mesure de tant d'immigrations. Cela donne un peuple de racines mêlées sur une terre radieuse, un peuple frivole en même temps que religieux, sensuel en même temps que puritain.

Je dirais, pour finaliser, que le Brésil d'aujourd'hui est moins évident que celui des clichés réducteurs qui l'associent encore, à l'étranger, comme le pays de la samba, du soleil, du carnaval et du football, aspects qui, loin d'être niés ou effacés, sont dépassés par la révélation d'une écriture diversifiée dans laquelle toutes les tendances s'inscrivent : le combat des paysans sans terre, les chocs sociaux, les démesures naturelles constituent des sources d'inspiration aussi bien que le foisonnement amazonien, l'urbanité, l'abondance des cultures régionales, l'exil, le sexe...

On confronte les multiples et s'il existe une synthèse, c'est celle de l'anthropophagie lorsqu'on s'attribue les vertus de l'ennemi en dévorant son corps. Les intellectuels brésiliens se sont rendus compte que les « ismes » européens

n'étaient pas transposables dans la réalité sociale de l'Amérique latine. Proclamant la rupture avec les modèles du Vieux Monde, leur quête littéraire tend à rechercher, à travers les histoires et les mythes du Brésil, le fondement pour proclamer dans la littérature les bases identitaires nationales.

Les auteurs d'aujourd'hui sont largement citadins. Pour ceux qui exploitent encore avec talent le passé de leur région, combien de romanciers et romancières détachés des préoccupations identitaires, pour qui l'univers du fantastique, le polar, l'introspection freudienne signifient le passeport de la modernité ! Désormais toutes les villes du monde ne se ressemblent-elles pas avec leurs légendes urbaines et leur violence?

L'écrivain n'est pas innocent. Il a de quoi s'inspirer de la condition humaine avec son grand mystère, d'aventure et de folie, gardant présent à l'esprit ce que chante le grand compositeur et écrivain **Chico Buarque de Hollanda** : « malgré toutes les embrouilles, malgré toute la boue, nous gardons vive cette flamme !»

BIBLIOGRAPHIE

ALENCAR, José de. *Iracema : légende du Ceará*. Aix-en-Provence : Alinea/Unesco, 1985.

ANDRADE, Mário de. *Macunaíma*. Paris : Flammarion, 1979.

ANDRADE, Oswald de. *Antropophagies*. Paris : Flammarion, 1982.

BERND, Zilá. *Littérature brésilienne et identité nationale. Dispositifs d'exclusion de l'autre*. Paris : L'Harmattan, 1995.

BROOKSHAW, David. *Raça e cor na literatura brasileira*. Porto Alegre : Mercado Aberto, 1983.

CANDIDO, Antonio. *Formação da Literatura brasileira*. São Paulo : Martins, 1964.
A educação pela noite e outros ensaios. São Paulo : Ática, 1989.

COUTINHO, Afrânio. *A tradição afortunada. O espírito de nacionalidade na crítica brasileira*. São Paulo : Editora da USP, 1968.

DURAO, Santa Rita. *Caramuru*. São Paulo : Agir, 1957. (Col. Novos Clássicos).

LÉRY, Jean de. *Viagem à terra do Brasil*. São Paulo : Editora Itatiaia Limitada, 1980.

MACHADO DE ASSIS, J.M., *Literatura brasileira – o instinto de nacionalidade* (1873) In : *Machado de Assis, crítica*. São Paulo : Agir, 1959.

MONTAIGNE, Michel de. *Les essais*. Paris : Jean Oillequin & Cie., [s.d.]. t.4.

MOREIRA, Maria Eunice. *Nacionalismo Literário e Crítica Romântica*. Poreto Alegre : Instituto Estadual do Livro, 1991.

ORTIZ, Renato. *Cultura brasileira e identidade nacional.* São Paulo : Editora Brasiliense,1985.

RIBEIRO, Darcy. *O povo brasileiro.* São Paulo : Companhia das Letras, 1996.

THEVET, André. *Les singularités de la France Antarctique. Le Brésil des cannibales au XVI^e siècle.* Paris : Editions La Découverte, 1983.

Sergio Zoppi
Italie

Monsieur Sergio Zoppi est professeur titulaire de langue et littérature française à l'Université de Turin. Il fut l'animateur par excellence de l'étude des littératures francophones en Italie durant les deux dernières décennies. Il a collaboré à la création de l'enseignement des littératures des pays francophones à l'Université de Turin en particulier.

Il est également expert en littérature française du 18^{e} et du 20^{e} siècle. Spécialiste des littératures francophones subsahériennes, il s'est intéressé aussi à la poésie du Québec des années '50. Il est membre et ancien président du Comité pour les sciences et les technologies du patrimoine culturel au Consiglio Nazionale delle Ricerche (C.N.R.) et représentant de la Commission italienne auprès de l'UNESCO.

J'oublie toujours toutes les choses que j'ai faites. Donc, j'aimerais vous proposer les impressions qui, d'habitude, se développent, se déchaînent entre le moment de l'intuition et celui de la réalisation à propos de l'Europe, disons, dans cette vision de l'Europe unie et plus particulièrement dans le débat autour de l'euro dans le sens de la monnaie européenne. Et tout cela, vous le prendrez avec ce qu'on appelait autrefois le « pessimisme de la raison » soutenu, évidemment, par l'optimisme de la volonté. Ça fait une touche à saveur savante qu'on va donner à un pourparler qui est plutôt à la frontière de mes réflexions habituelles qui, elles, vont plus vers la littérature que vers la science politique. J'ai un historien à mes côtés et je lui demande pardon si j'envahis de temps en temps.

« L'euro est fait, l'Europe pas encore ». C'est le titre d'un journal. C'est le titre que j'ai choisi et c'est le titre du seul journal à diffusion nationale d'opposition, le *« Il Giornale »*. D'autres s'intitulent : *« Premier oui à l'Europe des Onze », « Les deux jours qui changent l'Europe »*. Ça vient de « Il Corriere della Sera » et de « La

Stampa », les deux journaux les plus diffusés en Italie. Journaux d'opinions comme on disait autrefois, mais fidèles au gouvernement. Si nous examinons ensuite l'ensemble des positions exprimées par les journalistes afin de commenter un 1er mai dominé par la politique plutôt que par la fête du travail, on aura la nette sensation que l'annonce de la naissance de la monnaie européenne unique soit la nouvelle qui ait attiré le plus l'attention.

Mais cela fait désormais deux ans que les trompettes sonnent l'attaque ou que les tambours battent la chamade en une dispute digne des casuistes les plus aguerris de l'école du Père Molinas à propos des bénéfices ou des maléfices de la monnaie unique. Et quelqu'un, les Italiens sûrement, a payé très cher de sa peau cette réalisation historique. Les économistes l'ont emporté ou du moins ils ont convaincu les politiciens. **L'homo aeconomicus** est satisfait : à l'époque de la mondialisation, pour soutenir la concurrence des grands oligopoles, il faut aussi bien être grands, forts et transnationaux. Ce n'est pas un cas que la grande industrie italienne ait salué avec enthousiasme cet événement.

On a cherché dans l'histoire pour trouver un moment de comparaison, On a remonté jusqu'à l'Empire romain, quand les sesterces étaient la seule monnaie de presque tout le monde connu. On a pensé à Charlemagne, mais on a toujours dit que, dans ce cas-là, la monnaie unique était imposée de force par le vainqueur ou le conquérant; ce n'était pas le libre choix d'un peuple libre : autrefois comme aujourd'hui. Cet enthousiasme est témoigné par l'article d'ouverture de « La Stampa » du 1er mai, signé par Giovanni Agnelli lui-même, sénateur à vie de la République italienne, président honoraire du grand Empire Fiat et propriétaire du quotidien qui, pour la première fois, intervient publiquement sur cet événement si important.

La plupart des citoyens des États nationaux n'ont pas saisi qu'avec la perte de la « souveraineté » — le droit de battre la monnaie — commence le long procès de la perte de l'identité.

Quelques commentateurs avisés ont osé discuter ouvertement des bénéfices de la monnaie unique, mais les politiciens et les commentateurs filo-gouvernatifs les ont fait taire et les ont mis à la risée publique comme des ennemis du bien commun.

Citons quand même quelques exemples :

> « Le fait que le gouvernement d'un État se soit efforcé par tous les moyens comptables, permis et non permis, et toutes les taxes qu'il soit, de renoncer à sa propre monnaie dans l'indifférence totale et faraude de ses citoyens, c'est un événement qu'un étranger ou un historien jugerait bizarre. La monnaie est le symbole de souveraineté par excellence et y renoncer signifie la diminuer, donc réduire le pouvoir d'un État et de ses citoyens » (Geminello Alvi, « L'Espresso » 2 avril 1998). Ce morceau est tiré d'un journal très connu, « L'Espresso », qui est un journal, disons, progressiste donc, en principe, qui appuie la politique du gouvernement actuel.
>
> De l'autre côté, on peut lire : « L'attente de l'euro, sorte de nouveau messie monétaire, en Italie, s'unit à des carêmes et des sacrifices qui mettent en contraste les buts et les moyens utilisés pour l'atteindre. Le but est évidemment libériste. L'Europe de la monnaie unique devra être aussi l'Europe du marché unique et ouvert, sans barrières protectionnistes, stimulé par la libre concurrence parmi les libres entreprises. Mais le moyen par lequel le gouvernement italien actuel cherche à nous faire gagner l'Europe déréglementée est nettement anachronique : fondé sur un très haut prélèvement fiscal, sur l'euro-tax, sur les impôts extraordinaires pour bénéficier de la sécurité sociale, il semble être tiré des vieux arsenaux de la social-démocratie suédoise des années cinquante et soixante » (Enzo Bettiza, Panorama, 23 avril 1998). Ça, c'est « Panorama » du 23 avril, l'autre grand hebdomadaire cette fois conservateur, donc adversaire du gouvernement actuel.

D'autres commentateurs semblent pousser un soupir de soulagement - *« Enfin l'Europe vint... »* - et ils reprennent les idées qui ont déjà été traitées par Jacques Le Goff dans son livre *« L'Europe médiévale et le monde moderne »*.

Euro-enthousiastes, euro-supporteurs, euro-sceptiques !

On a cherché dans l'histoire de la culture européenne (Renato Cristin, Europa al plurale) et on a découvert que Denis de Rougement avait défini le vieux continent comme « la patrie de la diversité », mais on a l'impression que les bureaucrates qui dirigent l'Europe de Bruxelles ont une toute autre vision du problème, étant donné qu'ils imposent des directives sur les dimensions des préservatifs, par exemple, ou des sièges d'autobus. Et ils affirment que *« une banane n'est pas une banane* (européenne naturellement) *si elle ne mesure pas 15 cm de long et qu'un haricot n'est pas un haricot* (européen, toujours) *si son diamètre est inférieur à 1 cm »*.

Cela pourrait sembler paradoxal si ce n'était pas la réalité.

Nous ne pouvons ignorer que l'Europe des Quinze parle treize langues différentes et que les Onze qui ont adhéré à l'euro en parlent dix. Nous pouvons être euphoriques en évaluant les données macro-économiques qui mettent la nouvelle Europe au même niveau que les États-Unis et bien au-dessus du Japon, et qui en font donc un sujet nouveau dans la compétition mondiale. Mais l'identité et la spécificité seront celles de l'Européen ou celles de l'Italien ou du Finlandais ? Voilà le problème.

Une réflexion sur le développement du « Risorgimento » italien - c'est le côté italien qui parle évidemment - et plus en général sur les « Risorgimenti » européens, d'il y a cent cinquante ans, ainsi que la comparaison parmi les concepts d'appartenance à un peuple, à une nation, à un État national (citoyenneté nationale) et à l'Europe, nous conduisent à la pensée et aux actions de Giuseppe Mazzini et à une lecture rapide du parcours de l'Italie.

En 1300 déjà, Dante Alighieri avait fixé le concept de nation italienne (« Ahi serva Italia, di dolore ostello/ Nave senza nocchiero in gran tempesta/ non donna di provincia ma bordello ») étroitement lié à la langue utilisée par les Italiens, où le « volgare » est la transformation du latin. Plus tard, Machiavelli avait complété l'idée d'un peuple qui se retrouve et se reconnaît, rapproché par un ensemble de bases culturelles et par un passé et qui tend à la renaissance nationale. Il n'atteint pas ses buts, mais nous pouvons les voir réalisés dans des pays tels que la France, où existaient les conditions nécessaires pour la construction d'un État national moderne. Le « volgare » se substitue au latin. Le procès de purification de la langue commence. Une grande littérature nationale se développe ainsi que le témoignage d'une ancienne culture littéraire et d'un grand passé politique aussi.

De tout cela surgira l'idée d'un État national même si, pour l'instant, c'est le sujet qui naît et non pas le citoyen français.

C'est à la fin du 18e siècle et au début du 19e que la France exportera en Italie et dans toute l'Europe cet ensemble de points fondamentaux -liberté égalité fraternité- qui formeront l'idéal du concept de nation moderne, une nation qui s'auto-gouverne. Et ce n'est qu'à ce moment que naissent alors les citoyens. De ces idéaux repart Mazzini, - voilà que je reprends mon auteur - avec sa vision de la Jeune Italie qui deviendra bientôt, n'est-ce pas, la Jeune Hongrie, la Jeune Roumanie, la Jeune Serbie quand elle sera reprise en charge par les peuples qui étaient encore soumis, pour en arriver à la Jeune Europe. Ça, c'était sa proposition. Un ensemble inséparable de Nation-Peuple, deux mots qui ont un sens réciproque. L'idée de Mazzini était celle d'une société bourgeoise libre, nécessaire à l'articulation en nations, et à la construction de la future Europe, composée des États nationaux, et à la construction de la future citoyenneté européenne où se réalisera, au plus haut degré, toute citoyenneté nationale.

L'idéal humanitaire bourgeois contre l'idéal féodal élitaire. Une société de peuples libres par langue et par État. Le concept de Mazzini de Peuple-État n'offre aucune solution aux problèmes qui nous préoccupent aujourd'hui, tels que ceux de la diversité et des minorités. Nous savons que souvent la nation n'est pas

homogène, qu'il doit y avoir de la place pour les citoyens différents du point de vue ethnique et culturel. C'est justement pour cela qu'à l'intérieur de l'Union européenne actuelle, une grande attention est accordée aux minorités linguistiques des différents États. En tout cas, il ne faut pas oublier que l'identité nationale émerge comme la caractéristique la plus importante.

Il faudra éviter que l'économie conditionne toute décision politique à l'intérieur d'une Union européenne apparemment sans âme, soutenue par des intérêts réels ou supposés tels, qui peuvent en faire une alliance durable où, à l'intérieur de laquelle des États économiquement forts pourront céder une partie de leur souveraineté afin d'étendre leur marché et augmenter leur clientèle. Je pense à tout ce qui se passe vers l'Europe de l'Ouest en ce moment.

On commence alors la recherche des racines communes pouvant définir cet **homo europaeus** actuellement encore trop semblable à l'homme des neiges. Un éminent sociologue de mon Université soulignait, à propos du grand événement de l'euro, la nécessité d'un dénominateur commun définissant le citoyen européen. Il citait à ce propos la définition de Henry James selon laquelle c'était le manque de châteaux en Amérique qui rendait différents la société et l'esprit des Américains. Les Européens, au contraire, en ont eu beaucoup, présences pressantes dans notre imaginaire, oeuvres d'art et symboles des rapports sociaux. S'il est vrai qu'il y en a en Écosse comme en Sicile, il est également vrai que les Écossais boivent du whisky et les Siciliens boivent du vin blanc, des goûts différents à ne pas sous-évaluer au cours d'une lecture anthropologique. Il faudrait encore considérer que la première construction en pierre de la Finlande est une forteresse construite par les Suédois face à Helsinki vers 1735, tandis que les temples de Selinunte en Sicile remontent à 600 ans avant Jésus-Christ. Mais voilà encore une observation: les paysans siciliens combattent encore aujourd'hui contre la sécheresse, alors qu'au contraire leur collègues finlandais font de l'élevage de rennes et gèrent les forêts de bouleaux, l'ordinateur à côté du téléphone.

Euro-enthousiastes, euro-supporteurs, euro-sceptiques !

Le mythe raconte que « Europe » est le prénom de plusieurs héroïnes - je ne vais pas les citer toutes - la plus importante étant la fille d'Agénor et TELEFASSA aimée par Zeus. Zeus la vit tandis qu'elle jouait sur la plage de Sidon ou peut-être de Tyr. Il en tomba amoureux, se transforma en un blanc taureau aux cornes comme un croissant de lune, il s'agenouilla à ses pieds. Elle s'assit sur sa croupe et le taureau partit vers la mer, arrivant à Crète où, près d'une source et sous un groupe de platanes, il s'unit à la jeune fille. Les platanes furent récompensés. Il paraît qu'ils ne devaient plus perdre leurs feuilles en hiver. Europe eut trois enfants, dont le plus célèbre était Minos.

La légende nous propose quelques variations du mythe d'Europe : Europe qui vient du Proche-Orient et qui reste pendant longtemps à Crète. Europe qui, parmi ses descendants, semble avoir eu aussi au moins un monstre, le Minotaure.

Euro, rappelons-nous, est seulement une partie de l'Europe, deux tiers du mot, apparemment la plupart, mais ce qui manque, à notre avis, est l'ensemble le plus difficile .

Je rappelle, en concluant, qu'au moment de l'Unité de l'Italie en 1860, un homme politique piémontais, Massimo d'Azeglio, avait affirmé : *« on a fait l'Italie, maintenant faisons les Italiens »*. Je ne sais pas s'il a réussit pour le moment. Nous-mêmes, en paraphrasant, nous devrons reprendre la même réflexion : « on a fait l'euro, essayons de faire l'Europe et puis, immédiatement après ou en même temps, essayons de faire les Européens ».

Nations

Jean-Marie Klinkenberg
Belgique, Wallonie

Monsieur Jean-Marie Klinkenberg est docteur en philosophie romane. Il enseigne les sciences du langage à l'Université de Liège en Belgique et plus particulièrement la rhétorique et la sémiologie. Spécialiste des cultures francophones, il est titulaire des enseignements de littératures francophones belges et québécoises. Il fut d'autre part président d'un des plus anciens Centres d'Études Québécoises d'Europe durant douze ans. Il a aussi été conférencier ou professeur visiteur dans de nombreuses régions (Allemagne, Finlande, Espagne, Québec, etc.).

Il est actuellement président du Conseil supérieur de la langue française de Belgique, membre de l'Académie royale de Belgique et membre de l'Ordre québécois des francophones d'Amérique. Enfin, il est auteur de quatre cents travaux dont plusieurs ont été traduits en une quinzaine de langues dont on peut retenir « Les études québécoises en Europe, Acte du colloque de Liège », Toronto : G.R.E.F., coll. Dont Actes, 1996 ; ou encore « Une langue, une communauté. Le français en Belgique. Louvain-la-Neuve : Duculot, 1997.

Dans cette intervention qui sera brève, on trouvera une réflexion, un fait et une perspective. La réflexion portera sur la notion d'identité, et notamment la notion d'identité lorsqu'on la rapporte à la nation : l'identité nationale, donc. Le fait sera une expérience. C'est ce que je pourrais appeler le déficit identitaire de la collectivité à laquelle je suis réputé appartenir : la collectivité wallonne. Je ne m'appesantirai pas sur les aspects historiques et sociaux de ce phénomène : l'important n'est pas de fournir un exposé encyclopédique mais d'essayer de fournir des pistes de réflexions valables pour tout le monde. Quant à la perspective, ce sera mon troisième point, elle sera corrélée à la question posée lors de la discussion de tout à l'heure : comment penser le problème de l'identité et de la diversité dans un univers en mutation ?

Premier point : l'identité. Il s'agit assurément d'un concept très difficile à manipuler. Je voudrais simplement rappeler, avec force, que l'identité collective doit être conçue comme un processus de la vie sociale. Cela implique que l'on ne peut poser que toute identité collective doit nécessairement prendre la forme de l'identité nationale. Cela implique également que nous devons tenir compte du caractère foncièrement historique et donc relatif des identités. Cela implique enfin la possibilité de se référer à plusieurs identités, concurrente ou non, à certains endroits et à certains moments. L'identité collective s'inscrit donc dans des projets de groupes. J'insiste sur ce caractère pragmatique de l'identité car assez fréquemment, c'est un concept qui est vécu comme essentialiste. Je le répète donc : l'identité collective est un processus, et non un état. C'est un rapport dynamique, un rapport de forces et non une essence.

Cette relativité une fois posée, on peut proposer une sorte de schéma historique. Ce schéma est purement théorique, car les trois stades dont je vais parler se retrouvent souvent, de manière concurrente, à l'intérieur d'une même société et parfois au même moment. Le premier stade, c'est ce qu'on pourra appeler le « stade légitimiste ». Dans les régions périphériques dont l'économie reste, au 19^{e} siècle, préindustrielle. On a pu voir des mouvements régionalistes résister aux changements que sont l'industrialisation, le pouvoir croissant de l'État central, l'imposition d'un standard linguistique national, tous phénomènes qui, sous l'impulsion du centre, menacent de détruire les particularités langagières, les pratiques locales et les usages ancestraux. Plus culturels que politiques, ces mouvements sont résolument antimodernistes et traditionalistes. On peut trouver des séquelles de cet antimodernisme dans certaines réactions comme celle à laquelle monsieur Daniel a fait allusion. On peut expliquer de la sorte les positions du Front National en France.

Le second moment des mouvements identitaires, c'est le stade « populiste ». Il s'agit de retourner contre le centre l'idéologie de l'unité nationale. On traite alors le centre comme un pouvoir étranger effectivement lorsqu'on se trouve en situation coloniale, mais ça n'a pas été toujours le cas dans les mouvements populistes en Europe. Le peuple minoritaire dominé revendique donc son propre État-nation.

Le troisième stade est le plus avancé. On pourrait l'appeler le « stade autogestionnaire». En effet, dans ce mouvement, les groupes affirment leur autonomie d'action dans les processus de l'aménagement de leur cadre de vie sans nécessairement faire référence au modèle de l'identité nationale. Leurs revendications peuvent être variées : sortir du sous-développement culturel, aménager le territoire, protéger les ressources naturelles, trouver de nouvelles places aux coutumes originales et ce, la langue incluse. Bref, conquérir une large autonomie sans exclure l'intégration à des ensembles politiques plus vastes et qui peuvent être plus englobants que l'État-nation. L'identité ne se définit plus dès lors par des souvenirs communs mais bien par un projet commun.

Ce schéma en trois stades explique qu'un même objet du monde, un même objet empirique - par exemple, la langue bretonne ou telle coutume alimentaire - puisse être successivement investi de valeurs antinomiques. Dans certains cas, l'objet jouera le rôle d'un stigmate ; dans d'autres cas il pourra jouer le rôle d'un symbole d'avenir mais, chaque fois, dans des réseaux d'associations différentes.

Et j'en arrive ainsi - après ces considérations assez générales que l'on pourrait qualifier de socio-anthropologiques - au cas particulier de la collectivité wallonne. C'est une collectivité dans laquelle j'observe ce que j'ai appelé tout à l'heure un déficit identitaire. En effet, une identité générale qui s'était offerte à elle est dorénavant frappée d'impertinence : c'est l'identité belge. En effet, une question culturelle - qui n'est pas que culturelle, car elle a aussi et surtout des aspects économiques - a éclaté, il y a longtemps en Belgique, c'est la question flamande. Ne négligeons pas de souligner ici que ce sont les structures qui, en rapports de forces, comptent, et non pas la langue particulière qui est prise dans ces rapports : les Flamands - et non leurs compatriotes francophones - peuvent d'une certaine façon être considérés comme les Québécois de la Belgique. Cependant, il y a certaines différences évidemment, la principale étant bien sûr que le groupe flamand est majoritaire et a largement assuré son pouvoir à ce jour. Mais on doit souligner qu'il s'est d'abord agi, pour le combat flamand, d'assurer la vie publique dans la langue populaire.

Il s'est créé ainsi une véritable Nation flamande. Et les Francophones restés seuls ont dû se redéfinir. Ils ne pouvaient plus compter sur l'idéologie belge, largement mythologique et mise au point au 19e siècle (en gros il s'agissait d'exprimer une culture nordique dans la langue française). Ne pouvant plus compter sur cette synthèse largement fantasmatique mais qui a fonctionné, les francophones ont dû se trouver de nouvelles définitions. Pour beaucoup d'entre eux, il s'est agi d'une définition soustractive : ce qui reste, c'est la Belgique moins la Flandre. C'est sans doute de cette manière que l'on peut définir l'institution qui s'appelle la « Communauté française de Belgique ». La longueur et l'imprécision de l'expression qui la désigne indique assez combien il est difficile d'entretenir des rapports de loyauté avec une telle institution. Lexicalement d'ailleurs, et le choix est significatif, on ne peut pas tirer d'adjectif de cette expression : je ne sais si un seul de mes concitoyens se définit comme « communautois ».

Alors, il y a les Wallons qui, depuis des siècles, participent à la collectivité francophone sans être Français. Ces Wallons se définissent assez mal. Pour certains, il s'agit de se définir comme Français, Français de l'extérieur. Mais cette frange que l'on appelle « rattachiste » - ou « irrédentiste » si l'on veut traduire ce terme dans un vocabulaire plus commun - est assez minoritaire. Ce sont en général des intellectuels qui n'ont guère de projet de société précis : on peut s'accrocher à un slogan comme « liberté fraternité égalité », mais encore faut-il voir exactement ce que cela peut signifier dans la pratique politique quotidienne. D'autres Wallons fondent leur identité sur le fait qu'ils habitent et travaillent sur la terre dans laquelle la révolution industrielle a éclaté sur le continent européen, après avoir pris naissance en Angleterre. Des richesses étonnantes s'y sont ainsi créées qui ont fait de la Belgique, à la fin du 19e siècle, un des États les plus riches du monde. Ces richesses sont aujourd'hui un souvenir : l'industrie lourde, le charbon et l'acier ont connu partout dans les pays développés le sort que l'on connaît. L'Angleterre et la France ont dû liquider leur sidérurgie : celle-ci n'est plus, en Wallonie, que l'ombre de ce qu'elle a été. Il reste donc aux Wallons un paysage dévasté par le capitalisme et déserté par lui; il leur reste l'arriération de leur équipement économique. On peut certes se rappeler que la classe ouvrière a livré là quelques unes de ses plus belles batailles, mais il est extrêmement difficile de fonder une identité sur quelque chose

qui est en train de se terminer. Ainsi donc, il y a une sorte de mutisme général chez le Wallon : actuellement, ce dernier ne dispose pas de langage pour aborder son futur.

Mais cette faiblesse - et je passe ici à mon dernier point qui constituera une sorte de conclusion - peut aussi constituer une force. En effet, ce que nous observons aujourd'hui, c'est la disqualification des cadres nationaux pour résoudre la plupart des problèmes importants qui se présentent à nous. Pensons, non seulement à l'internationalisation du capital, mais aussi au rôle que joue le FMI, ou encore l'Institut de standardisation international. Songeons au fait que la délocalisation du travail, dans un univers où ce travail s'inscrit désormais de plus en plus dans le symbolique et dans le virtuel, fait que les états n'ont plus guère de prise ni sur la politique économique, ni sur la politique de l'emploi, ni sur la politique linguistique. La politique linguistique, puisant au modèle que le Québec a élaboré, se révèle inopérante par exemple, pour agir sur les grands médias. On a donc besoin, pour le moment, d'une pensée qui se dégage du cadre national, qui transcende l'identité nationale. Dans le processus d'élaboration de cette société que nous pourrons appeler « société post-moderne », la Wallonie n'est pas trop mal placée. Par le déficit en identité des Wallons, par le total défaut de sacralisation de leur identité, les habitants de la Wallonie sont en effet disponibles pour entrer dans les cadres symboliques que postulent l'ère qui succédera à celle de l'État moderne.

Ainsi, peut-être sommes-nous assez bien préparés à penser la diversité nouvelle qui s'offre aux Européens.

Amadou Lamine Sall
Afrique, Sénégal

Monsieur Amadou Lamine Sall est licencié en Lettre ainsi qu'en sociologie et détient une maîtrise en Information et Communication de l'Université de Paris VII. Il a occupé divers postes dans la haute fonction publique au Sénégal. Il a été en particulier Chef du Bureau de la Fédération mondiale des villes jumelées. Il fut également Secrétaire général de la Biennale internationale des lettres et des arts de Dakar ainsi que Président de l'Association des Écrivains du Sénégal de 1989 à 1992.

Par ailleurs, Monsieur Sall est Conseiller Technique auprès du ministre de la Culture depuis 1989. Poète, conférencier et écrivain, il a reçu, de l'Académie française, la médaille de Vermeil du Rayonnement de la langue française en 1991. Il a publié divers ouvrages dont voici les plus récentes parutions :

- *Regard sur la Francophonie , (co-auteur), Éditions Maguilen, 1991*
- *J'ai mangé tout le pays de la nuit , Poème, les NEAS 1994*
- *Le PROPHÈTE ou le cœur aux mains de pain, Poème-chant, Dakar :Éditions Feu de brousse, 1997.*

Je vais entrer dans le vif du sujet. Il s'agit de parler très rapidement de l'Afrique et de la construction de la Nation en Afrique.

S'il est affirmé chez les Européens que la Nation a préexisté à l'État, c'est que de façon générale, l'État est défini comme la *personnification juridique de la Nation.*

Mais chez nous en Afrique, il s'agit de tout autre chose. Nous en sommes encore à la phase de construction de la Nation, et l'État, né de l'indépendance, a en charge cette construction. Les données sont donc ici inversées : la Nation va voir le jour grâce à l'action de l'État. Chez nous, l'accession à l'indépendance n'est qu'une

étape qui doit être consolidée par la construction de la Nation. En Afrique, c'est l'État donc qui a préexisté à la Nation.

Vous le savez, la colonisation, pour utiliser un vilain mot, a fait éclater les anciennes nations africaines. L'exemple le plus évident est celui des populations Ewé qui sont aujourd'hui partagées entre la République du Ghana et la République du Togo. Tout montre que l'ethnie des Ewé forme une même nation. La ville de Kayes, qui est aujourd'hui en République du Mali, a fait partie de la République du Sénégal. La Haute-Volta, qui est devenue aujourd'hui le Burkina Faso qui est une République indépendante, a été détachée de la République de Côte d'Ivoire. La Gambie, qui est un territoire enclavé dans le Sénégal, est un pays aujourd'hui souverain. Le conflit qui oppose le Maroc et la Mauritanie à l'Algérie à propos du Sahara occidental est une preuve supplémentaire de cette thèse, de même que le conflit qui a longtemps opposé le Tchad à la Lybie, sans perdre de vue, évidemment, le soulèvement du peuple érythréen contre les Ethiopiens, le conflit entre l'Ethiopie et la Somalie.

En Afrique, il est difficile de dire que la Nation existe. D'ailleurs, on parle toujours de « construire la Nation » comme si cette construction ne finira jamais. Dans la répartition des postes au sein des gouvernements ou d'autres institutions, on utilise toujours des termes comme « la compétence de tel ou tel fils de la *Nation* ». Les raisons de ces comportements sont multiples. Pendant l'époque coloniale par exemple, vous le savez, la puissance administrative s'est appuyée sur telle ethnie, sur telle confession religieuse pour administrer : de ce fait, des oppositions, parfois séculaires, entre tribus ont été exacerbées. Il s'agit dès lors de colmater les brèches, de rapprocher les différentes ethnies, les différentes croyances et créer un brassage des personnes. C'est dans ce sens qu'il y a lieu d'encourager le nationalisme. Un nationalisme facteur de cohésion. Il importe, en effet, que toutes les populations aient le sentiment d'appartenir à une même Nation, de s'engager dans une même voie, vers un seul but. D'ailleurs, la devise de mon pays, le Sénégal, va dans ce sens : « *Un Peuple, Un But, Une Foi* ». Dans un tel contexte, il est utile de développer une politique multiraciale, multireligieuse qui conduit au dialogue des nations et des peuples.

On le voit, le concept de nation est fragile, plus fragile encore quand il est l'objet d'enjeux politiques. C'est ce que Senghor appelait d'un mot : la balkanisation de l'Afrique. La Nation, en effet, exige une identité collective, une source de légitimité à vivre ensemble et de se donner des institutions communes. Mais au nom de la liberté, d'une liberté souvent dévoyée, on exige que l'individu soit délivré de toute « appartenance définitive », ce qui conduit à « affirmer radicalement son autonomie ». Les religions, il est vrai, ont poussé, des fois, à la roue de tels phénomènes. Elles ne sont pas les seules. Elles n'expliquent pas tout.

La Nation fait toujours référence à un mythe organisateur qui fonde ce qu'un écrivain sénégalais appelait « le commun vouloir de vie commune ».

Aujourd'hui, le réveil du nationalisme dans le monde renvoie à des hypothèses dont la plus répandue est celle de la mondialisation. Celle-ci est à la fois très problématique et génératrice de contradictions. Elle suppose, en effet, une interprétation des races, des mœurs, des valeurs et bousculent dans le même temps les valeurs nationales intrinsèques. Certes, la mondialisation peut expliquer le réveil des nationalismes en ce sens qu'elle entraîne une domination de l'économie et une subordination même du culturel, du religieux et du politique. En somme, la mondialisation « déterritorialise » l'État-nation.

C'est ainsi que la négation de la Nation au profit de la « globalisation » est souvent intenable pour les partisans du *nationalisme* qui ne comprennent pas ce monde qui ne fait plus la différence entre les races, les peuples, les cultures, etc. Pour ces raisons, le nationalisme se manifeste bien souvent et sinon toujours par la violence, l'archaïsme en ce sens qu'il se réfère au mythe organisateur. C'est là la contradiction entre le repli sur soi et la mondialisation.

Cette mondialisation, elle peut être profitable si elle ne gomme pas l'identité culturelle d'un peuple, si elle ne dissout pas ses valeurs culturelles. Si le Sénégalais ne reste pas Sénégalais, si le Français ne reste pas Français, si l'Égyptien ne reste pas Égyptien, qu'aurions-nous à apporter au monde ? Qu'aurions-nous à verser au patrimoine de l'humanité ?

La mondialisation doit rester ce que Léopold Sédar SENGHOR appelait déjà, il y a plus de 50 ans, la « Civilisation de l'Universel », c'est-à-dire ce creuset où chaque peuple, chaque nation est présente, riche de sa diversité et de ses complémentarités.

La mauvaise mondialisation, c'est l'uniformisation forcée, imposée. Pour utiliser un mot à la mode, c'est le « clonage » !

Il est important de noter, et c'est par là que je m'achemine vers ma conclusion, que toutes les politiques de développement menées dans la plupart des pays du Tiers monde ont été inspirés par la théorie de la modernisation et son corollaire, la stratégie dite de rattrapage : les pays développés sont des pays dans lesquels c'est l'État qui a précédé et construit la nation, et c'est dans le cadre de l'État-nation que s'est réalisé le développement ; par conséquent, la condition sine qua non du développement dans les « pays neufs » est la mise en place de l'État-nation. D'où cette obsession de promotion coûte que coûte de l'unité nationale.

Il faut avouer que les problèmes sont ardus s'il faut à la fois faire face à la construction de la Nation et réaliser en même temps le développement. L'action des pays en voie de développement, à elle seule, est insuffisante. Certes, dans une très large mesure, les structures et les hommes sont des problèmes endogènes qui peuvent trouver solution à l'intérieur de nos propres pays. Cependant, quand il s'agit de trouver une solution aux problèmes des matières premières, des capitaux et des investissements, l'espace économique, nous nous trouvons là en face des problèmes exogènes dont la solution dépend des rapports entre pays pauvres et pays riches particulièrement, mais aussi entre pays pauvres et pays pauvres.

Je dirais et on le sait, le continent africain a connu des structures étatiques éprouvées avec les grands empires et les royaumes précoloniaux. Il suffit pour s'en convaincre de parcourir le très beau livre de Jean Louis Roy, ici présent, sorti récemment et intitulé « Le pèlerin noir ». La vérité, c'est qu'il a fallu tout recommencer pour l'Afrique, le système colonial ayant tout démantelé, tout détruit avec un savant et patient labeur.

Comment nous en sortir alors, nous l'Afrique, mais nous tous confondus finalement ? Comment sortir de la violence, des haines, du séparatisme, du racisme? Il faut renforcer l'éducation, développer une éthique des États, renforcer le plus possible l'État qui est le lien social le plus fort et que rien ne doit menacer ou affaiblir.

Je dirais que nous devons investir dans l'éducation. Nous devons investir dans la formation. L'investissement culturel et intellectuel sera le premier investissement économique de notre civilisation.

Vous savez, s'il est vrai que les périls auxquels nous avons à faire face ne se posaient qu'en termes économiques et techniques, il y a longtemps que dans les pays très développés, et dit riches, le chômage, la pauvreté, l'insécurité, l'obscurantisme seraient éradiqués et bannis à jamais. Quand on pense que *l'illettrisme* sévit encore avec un fort taux de pourcentage dans nombre de pays d'Europe et d'Amérique.

Le progrès en général, disait Finkielkraut, n'est pas un fait objectif. Il découle, en partie, de certains choix de valeurs, de certaines conduites, de certains modes de vie. Il nous faut des conduites qui valorisent et honorent l'homme et qui sont en osmose avec l'épanouissement de l'esprit scientifique.

« Il est difficile de parler normalement de l'Afrique » disait mon cher ami, Jean Louis Roy. L'Afrique est en effet un continent divers et complexe mais c'est un continent qui s'éveille et qui prend le temps de s'organiser par lui-même et pour lui-même, car l'Afrique sait qu'elle doit d'abord compter sur elle-même plutôt que sur ceux qui l'aident chaque jour à mieux mourir. L'Afrique doit être forte d'elle-même, riche de ses valeurs et de ses trésors culturels, riche de ses marchés et de son espace économique à bâtir et à conquérir pour relever le défi du développement. Le premier développement, c'est l'homme. C'est l'homme qui est au début et à la fin du développement.

Il n'y a pas de pays sous-développé, il n'y a que des hommes sous développés. L'homme africain doit être une conscience. Rien ne sera donné gratuitement à l'Afrique. La coopération internationale est un pont jeté sur le monde. Mais on ne peut pas habiter définitivement sur un pont. Il faut bâtir un jour sa propre maison.

Et je crois que c'est d'une nouvelle aube qu'il s'agit pour l'Afrique au seuil du prochain millénaire.

A bien y réfléchir, quelque chose d'autre doit guider nos actes, quelque chose d'autre doit aussi commander notre terre, quelque chose qui participe à la fois du cœur, du devoir de partage, de la foi en l'homme, de l'amour, du spirituel.

Ici au Québec, qu'on me permette de le dire, j'ai découvert depuis longtemps la trace de ce sentiment de plus en plus perdu et sans lequel nous ne sommes plus cet être terrestre et merveilleux qu'on appelle encore l'homme. Gardez ce sourire du cœur qui est le soleil de votre beau et si attachant pays, car finalement qu'est-ce qu'un pays sinon un grand cœur, une belle âme.

BIBLIOGRAPHIE

Makhtar DIOUF — Sénégal, *« Les ethnies et la nation »*, NEAS, 1998

Alain FINKIELKRAUT — *« La défaire de la pensée »*, Folio/essais, 1989

Abdoulaye Elimane KANE — *« Réveil des nationalismes dans le monde »* dans SUD-QUOTIDIEN, no 1502 du 10 avril 1998

L. S. SENGHOR — *« Négritude, Arabisme et Francité »*, chez DAKA, Beyrouth 1967

Abib THIAM — Revue Ethiopique *« Réflexions sur l'État en Afrique »*

Jacques Kurtness
Québec, Nation montagnaise

Monsieur Jacques Kurtness détient un Ph.D (doctorat) de l'Université Laval en psychologie sociale. Il a travaillé dans la haute fonction publique ; entre autres au Ministère canadien des Affaires indiennes et du Nord comme Agent de liaison en santé (1972-73) et plus tard comme Agent de développement (1976-79). De 1979 à 1991 il a enseigné à l'Université du Québec à Chicoutimi où parallèlement il occupe le poste de directeur des Affaires amérindiennes de 1984 à 1987.

Anciennement Négociateur en chef pour le Conseil des Atikamekw et des Montagnais (1992-95) il est aujourd'hui responsable des négociations au Conseil tribal Mamuitun, Betsiamites, Québec.

Jacques Kurtness a de plus publié de nombreux travaux dans le domaine de l'éducation et dans le domaine des problèmes sociaux. Il porte une attention toute spéciale à la jonction constante entre les problématiques sociales et celles nationales. En atteste son ouvrage « Les Autochtones et la société québécoise », Conseil de la langue française, Publications du Gouvernement du Québec, Septembre 1987.

Même s'il ne faut pas confondre la carte avec le territoire, je vais vous expliquer où mes gens demeurent et où sont les principales Nations autochtones ici, au Québec.

Au nord d'abord, nous allons distinguer ceux qui sont conventionnés c'est-à-dire qui sont régis par ce qu'on appelle maintenant des traités. Alors vous avez les Inuits dans la Baie d'Ungava, comme telle, et dans la baie d'Hudson et vous avez les Cris dans la Baie James.

Les Montagnais, comme tels, se situent le long de la Vallée du Saint-Laurent. Du nord-est, en passant par Pakuashipi ou Saint-Augustin, La Romaine, Natashquan, Mingan, Sept-îles ou Uashat et Maliotenam : ce sont deux campus situés à six (6) kilomètres mais qui forment une même réserve ou une même réduction, pour prendre l'expression des Jésuites. Et on va jusqu'au Lac-Saint-Jean où vous avez les Montagnais de Pointe-Bleue (Mashteuiatsh). Le Lac-Saint-Jean est un peu comme un soleil, comme vous voyez, il y a plusieurs rivières et c'étaient ces rivières-là qu'on empruntait pour monter sur nos différents territoires de chasse. Je ne voudrais pas oublier Bersimis et Les Escoumins qui sont dans les régions du Saguenay et qui, comme les autres groupes, ont aussi une vitrine sur le fleuve Saint-Laurent. Enfin, Matimekosh vient compléter le triangle territorial montagnais.

L'archipel identitaire autochtone couvre une très grande surface et si on regarde les territoires traditionnels, le tiers du Québec est parcouru par les Montagnais, entre autres, et même une partie du Labrador, deux cent cinquante (250) kilomètres carrés au Labrador comme tel. Comme vous le savez également, les groupes qui n'ont pas réglé leur question de frontières par des revendications sont en négociations. Maintenant, c'est clair que le territoire du Québec est habité et que nos populations sont relativement fragmentées et très petites. Par conséquent, il y a place pour un partage, ne serait-ce que penser que la France entre trois (3) fois dans le Québec. Il devrait y avoir de la place pour une immigration à rebours !

Alors, c'est là, le Nitassinan, où se situent les Autochtones. Les Montagnais de la Basse-Côte-Nord sont caractérisés par des gens qui aiment beaucoup la chasse aux caribous, qui sont situés le long des rivières à saumon et qui, par conséquent, sont établis aux sorties des rivières et qui parcouraient, et qui parcourent encore, l'intérieur des terres. Pour vous donner une idée, le dernier groupe nomade a été sédentarisé aux alentours de 1972, Saint-Augustin, et le pourcentage de nourriture traditionnelle dans leur diète varie de 50% pour Matimekosh, à 76%, par exemple, pour Saint-Augustin, 60% pour La Romaine et vous arrivez à Betsiamites et Pointe-Bleue avec 30%. Et phénomène curieux, possiblement non dû au hasard, c'est qu'habituellement le pourcentage de dépendance territoriale est relié au pourcentage de sauvegarde de la culture et

souvent, entre autres, avec les pourcentages du parlé montagnais ou innu en l'occurrence.

Ainsi, nous, au Lac-Saint-Jean, sommes les gens de la ouananiche qui est un saumon qui s'est habitué à l'eau douce. Il y a le caribou que l'on tente de réintroduire dans le parc mais les gens, ce sont des gens de l'orignal et des bleuets, par rapport à la chicouté si vous voulez, des gens de là-bas. Ce qui caractérise nos gens, c'est qu'ils sont très identifiés au territoire. Ils se définissent eux-mêmes comme partie du territoire et contrairement, si vous voulez, à l'idéologie judéo-chrétienne, ils se mettent à égalité avec l'ensemble du territoire et les quelques habitants que ce soit : les habitants qui ont des ailes, les habitants à fourrure ou les habitants à écailles.

Alors, comme monsieur Klinkenberg a mentionné, il existe trois phases de contacts culturels. Règle générale, quand on va dans une autre culture, dans un autre pays, comme vous savez, on prend ses vaccins, son passeport, sa brosse à dents et d'habitude on prend la carte. On essaye de s'informer, on prend le « Guide Michelin », on essaye de voir un peu comment les gens vivent, ce qu'ils mangent, les préoccupations politiques dans ce pays-là. Mais, lorsque l'on va chez les Autochtones, on les prend pour acquis, on pense que, du fait qu'ils appartiennent au territoire, on les connaît.

Ce que je propose c'est qu'il y ait également une forme de « ré-entrée » culturelle qui doit être faite. Et moi-même qui ait étudié ici à Laval, j'ai dû faire face au phénomène de « ré-entrée » culturelle parce que mes concepts viennent de la société occidentale et jusqu'à un certain point, il a fallu que je fasse un genre de retour aux sources. La négociation m'a permis de faire l'interface entre la culture canadienne-anglaise, la culture québécoise et également, la troisième force, les immigrants qui font partie du Canada, et pour moi, ma propre culture. Alors, je suis un peu comme un saumon qui est allé dans l'océan et qui revient dans sa rivière. Je l'ai reconnue mais j'ai trouvé que j'avais pas mal de chutes à remonter. Tout ça pour aller se reproduire culturellement !

Ainsi, les différentes phases de développement sont les suivantes : vous avez une phase « pré-contact » où le stress origine de la culture initiale plutôt que de la culture extérieure en raison de l'éloignement et de la difficulté avec le mode de vie nomade malgré une nécessaire et inévitable « acculturation ». Cette phase est donc suivie d'une phase de « contact » entre les cultures. Ce point de contact est déterminant puisqu'il influence la qualité des relations des groupes en présence.

Bien que le niveau de stress soit relativement élevé chez les groupes plus traditionnels, c'est à la phase « transitionnelle », peut-être au point de crise ou de conflit, que son niveau est le plus élevé. Suivant cette période de turbulence, il y a une phase « d'adaptation » où le niveau de stress est moins élevé.

On voit que la santé mentale, qui est exprimée ici par les niveaux de stress, suit un cheminement curviliniaire, courbe en « u » inversé. C'est intéressant. C'est que ce n'est pas linéaire. Il n'y a pas assimilation directe des communautés autochtones. Il y a une forme de résistance puisque la courbe crochit, si vous voulez, sous l'effet de la volonté de changement « externe ». On y oppose une volonté de résistance interne.

Et ce que j'ai fait en gros pour joindre le particulier à l'universel, j'ai comparé la santé mentale des Autochtones, des Innus (Montagnais), en plaçant ceux qui scorent le plus bas et ceux qui scorent le plus élevé et la moyenne. Et comme vous voyez, le score des Innus est semblable à celui des réfugiés. C'est la même moyenne. Ce sont comme des gens, si vous voulez, qui sont apatrides de l'intérieur, qui attendent leur pays. Les premiers habitants du pays attendent leur pays.

Ici, vous avez les ressortissants. Les scores des ressortissants varient énormément. Ce sont les gens, les missionnaires qui vont à l'étranger, les infirmières, les médecins, les gens qui vont travailler dans d'autres pays souvent qu'on appelle pays en voie de développement. Et vous avez les immigrants. Vous voyez que c'est plus bas chez les immigrants. Les groupes ethniques comme les Italiens, les Français, ce qu'on appelle les groupes ethniques qui viennent au Canada, vous voyez que c'est plus bas. Et les groupes hôtes, ce que j'ai appelé les

Euro-canadiens, que ce soient les Québécois ou les Canadiens, sont relativement plus bas. Et ce qui est intéressant, c'est que pour le stress, les moyennes sont les plus élevées chez les groupes où c'est involontaire, où le changement est involontaire, ou chez les groupes où on impose le changement, et il est le moins élevé chez les groupes qui choisissent d'accepter les valeurs qui leur sont proposées par la société majoritaire, si vous me permettez cette expression. C'est intéressant et cette stratégie méthodologique permet de manipuler les variables indépendantes par rapport au degré de contact et surtout par rapport à l'acceptation ou au refus du changement.

Le contexte de l'identité culturelle, comme vous voyez, je l'ai placé en fonction de ce que la Commission royale a trouvé. Chez les Autochtones, la santé mentale est reliée à l'identité au territoire. Presque 100% des Autochtones calculent que le territoire est l'élément fondamental à leur développement et à leur mode de vie. La culture, qui est très reliée au territoire, vient en deuxième place. La famille est reliée également à la culture et au territoire. Enfin, la religion ou la spiritualité autochtone. Ici vous avez le développement économique qui est très important mais qui a une bonne partie en bas du 50% de l'histogramme parce que souvent, le développement économique est imposé de l'extérieur. Je ne sais pas, ma première idée, Hydro-Québec par exemple, ça vient plus de l'extérieur que de l'intérieur. Vous avez l'éducation qui est importante mais qui est ambiguë, probablement dû à l'effet des pensionnats autochtones où on a mis les enfants, dès leur plus jeune âge, dans des pensionnats où ils ont perdu leur culture ancestrale. Il y a eu une forme de déculturation ou de perte culturelle. Et vous avez les médias qui sont très en bas de la moyenne. Finalement les Affaires indiennes ou les gouvernements qui sont les agents de changement ou de subordination des communautés autochtones se retrouvent sous des seuils de rejet plus élevés.

Ceci étant dit, vous voyez que les aspects positifs des cultures autochtones viennent de la culture traditionnelle et du territoire, de la famille, de la langue innu, de leur spiritualité et des aînés. Les problèmes viennent des institutions externes, (entre autres, les pensionnats) des préjugés, de l'éducation imposée, des églises et des médias qui ne véhiculent pas toujours une image positive, à la Rousseau, des

autochtones. Vous avez ici, de la part de la société non autochtone, une relation de domination ou de colonisation et vous avez, du côté de la société innu-montagnaise, un phénomène de résistance à cette domination-là. Alors la domination amène abus et victimisation, les drogues et la dépendance, l'incarcération, la marginalité et la perte de l'identité. Et le retour au territoire et à la culture amène de l'endurance, ou ce qu'on appelle la capacité de rebondir par rapport aux problèmes via le support familial et le support de la communauté. Il y a également la réaffirmation culturelle, une volonté d'organisation politique. Une identité consolidée qui prend sa source dans le territoire et la culture autochtone. Les résultats, si la tendance se continue, conduisent à l'impasse, au repli dans les réserves ou les réductions, un peu comme une tortue qui se rentre la tête et qui attend que la température soit plus favorable. Et si ça continue plus longtemps, ça amène la destruction et la disparition des cultures autochtones. S'il y a davantage d'équilibre, par un respect des cultures autochtones, on peut penser qu'il va y avoir guérison et santé comme le prévoyait la Commission royale sur les peuples autochtones.

Comme vous voyez, on part des cultures traditionnelles, l'identité se construit là, se déconstruit et se reconstruit à un niveau plus élevé, au niveau transculturel. Jusqu'à un certain point, tout ce dont on a discuté, ce n'est pas nécessairement mutuellement exclusif mais ça peut être mutuellement inclusif. Les pôles du changement varient de la fragmentation culturelle ou de l'atomisme culturel à la cohérence de nation. C'est de cette tension que naît la « transculturalité ».

Supranationalité

Arkadi Tcherkassov
Russie

Monsieur Arkadi Tcherkassov est spécialiste de géographie économique, politique et sociale du Canada et de la Russie. Il a réalisé une thèse en géographie. Il est membre fondateur de l'Association russe et internationale des Études québécoises depuis 1997. Il est également membre du Conseil de l'Association russe pour la coopération internationale depuis la même année. En outre, il est chercheur à l'Institut des études canadiennes et américaines à l'Académie des sciences de Russie.

Arkadi Tcherkassov a aussi écrit plusieurs ouvrages en russe dont :

- *Development of the Canadian North : Production and Social Infrastructure . Moscow : ISCAN Publ., 1983, 102 p.*
- *The Experience of Northern Exploration and Development Abroad . Moscow : Acadamy of Sciences VINITI Publishers (« Results of Science and technology » series), 1985, 184 p.*
- *Twelve Faces of Canada (Collaboration with S.Danilov). Moscow : MYSL Publishers, 1987, 302 p.*

Il existe dans le monde moderne, deux grands pays partageant des dimensions et des positions géographiques similaires dans l'hémisphère nord. Ces pays se sont la Fédération de Russie et le Canada. À plusieurs égards ils peuvent être considérés comme des jumeaux non seulement en termes de géographie physique, mais aussi, en extrapolation, en termes historiques de développement spatial de deux économies, de l'expansion des zones habitées, des habitudes actuelles de leurs activités économiques et, conséquemment, des bases de leurs habitudes collectives. La Fédération de Russie et le Canada se ressemblent sous plusieurs aspects tel la diversité éthnique de leur population, l'existence d'un multiculturalisme, l'économie régionale, les disparités démographiques et leur

implication socio-politique tel le régionalisme, le fédéralisme asymétrique et le problème des peuples autochtones, incluant le phénomène de leur auto-détermination et de la problématique de leurs droits territoriaux.

Dans le cas de la Fédération de Russie, et plus particulièrement, des 15 États qui peuvent être décrits comme un sous-continent de l'ex-URSS, les problèmes existants des relations interethniques, leurs interactions et conflits culturels sont beaucoup plus compliqués qu'au Canada puisqu'ils sont la plupart du temps aggravés par l'héritage historique, politique et économique de l'Union Soviétique, dont le processus de désintégration ne peut encore être considéré comme complété. La création de 15 États indépendants, après 1991, ne signifie pas automatiquement la création de 15 nations différentes et distinctes.

Historiquement, en Russie,ou plus précisément dans le sous- continent Eurasien qui a vu le jour au temps de l'Empire russe d'avant 1917 et qui, par la suite, a poursuivi son expansion sous le régime soviétique, unifiant ainsi mécaniquement des portions de plusieurs civilisations différentes, le mot nation peut aussi être entendu de façon plus ethnoculturelle que dans un sens strictement politique. Il peut être comparé dans le terme contesté mais usuel au Canada de Nation Canadienne Française (en référence à L'Assemblée nationale du Québec) ou mieux encore au vocable premières Nations. Dans ce dernier cas, la présente ressemblance terminologique est renforcé du fait que presque tous les groupes éthniques qui habitaient dans l'Empire russe, et, à quelques exceptions près, en URSS pourraient être considérés comme aborigènes. En effet, même si ils ne possédaient pas de territoire défini et, de ce fait ne constituaient pas nécessairement un pays, ils en représentaient néanmoins une part importante. La nationalité en Russie ne peut en aucun temps être assimilée au mot citoyenneté. Néanmoins, il implique toujours une affiliation personnelle et ethnoculturelle reconnue (en extension, comme le statut autochtone au Canada) Ce n'est qu'en 1997 qu'est apparu en Russie la nouvelle identification sur les documents personnels faisant abstraction de la nationalité (lire ici ethnicité) des titulaires. À vrai dire cette mesure signifiait le premier pas vers un très long processus de changement des traditions éthnocentriques des populations.

En analysant la structure ethnoculturelle de la population de chacune des 15 ex-républiques soviétiques, aucune ne peut sans difficulté être considérée après l'éclatement de l'Union Soviétique comme un état de type américain (melting pot). Au contraire, chacune ressemblerait plutôt à un état de mosaïque culturelle comme c'est actuellement le cas au Canada, avec une forte présence de la culture et du caractère linguistique des diverses minorités (pratiquement partout uni par la langue russe, sans tenir compte de leur origines ethnolinguistiques) qui n'ont pas été assimilés. Le concept de l'État-Nation, relativement populaire en Europe et ailleurs dans le monde, ne peut être applicable ni au Canada ni en Russie à cause de sa logique dirigeante qui vise à une fragmentation du pays. Par exemple,si le Québec parvient à créer un État-Nation éthnocentrique, pourquoi les Inuit, les Crees ou les Montagnais du Québec ne pourraient pas créer les leurs?

En analogie, un mouvement séparatiste basé sur des principes ethniques dans les 20 républiques autonomes qui composent aujourd'hui la Fédération de Russie, , ou encore dans chacun des 10 districts du Nord; lesquels peuvent aussi envisager l'émergence de mouvements séparatistes au sein de plusieurs groupes ethniques qui les peuplent, sont pour la totalité susceptibles de revendiquer leur propre république basée sur des critères ethniques. Les mêmes principes peuvent aussi être appliqués aux 58 autres sujets territoriaux de la Fédération de Russie qui sont considérés comme ethniquement russes, mais qui, si l'on tient compte des siècles de migration tant au temps de l'Empire qu'au temps de l'URSS voir même après 1991, ne doivent pas davantage être considérés comme purement russe que les provinces des prairies canadiennes ne représentent la nation canadienne-anglaise.

Actuellement, le monde assiste à la première étape du processus de désintégration de l'Empire du mal, de l'Union Soviétique. Plusieurs penseurs démocrates tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays ont salué les réformes de 1987-1991. Mais, comme l'a si justement déclaré le politicologue canadien Gregory Marchildon, témoin des événements qui, à Moscou en août 1991, marquèrent la fin de l'Empire soviétique:» La Sécession a été perçu comme étant la voie la plus rapide et la plus efficace pour tourner le dos aux autorités centrales et, de ce fait, à l'ancien

système. La Sécession faisait appel aux émotions nationalistes, voir même aux trop nombreux préjudices éthniques. En particulier, les sentiments anti-russes étaient encouragés à l'extérieur de la Russie.»

La désintégration de l'Union Soviétique, comme je l'ai mentionné précédemment, fut la première étape du processus sécessionniste. Elle marque le début d'une série de conflits interethniques partout sur le sous-continent (une vingtaine d'endroits explosifs selon les données recueillies entre 1991 et 1993) dont le point culminant fut la guerre de Tchétchénie; guerre qui s'est déroulée de 1994 à 1996. Cette expérience négative de l'ex-Union Soviétique devrait servir d'exemple aux autres nations, ou pour le moins aux individus, qui désirent jouer avec les idées sécessionniste et/ou séparatistes et qui seraient tenté d'utiliser la carte nationaliste un peu trop à la légère.

Maintenant, que risque-t-il d'arriver à un pays qui semblait être et était si monolithique il y a dix ans à peine? Pourquoi autant de groupes ethniques qui vivaient ensemble si amicalement il y a une décennie (l'amitié des peuples n'était pas seulement un slogan officiel, il se concrétisait sous plusieurs aspects dans la vie de tous les jours, particulièrement sous la forme des mariages interethniques) commencent soudainement à se battre les uns contre les autres en niant à chacun leur parcelle de territoire?

Afin de répondre à cette question, j'aimerais d'abord soulever un point important: plusieurs conflits interethniques faisant rage aujourd'hui sur le territoire de l'ex-Union Soviétique originent davantage de situations politiques que véritablement de querelles interethniques. Les gens ont tendance à vouloir trop souvent simplifier des choses qui ne le sont pas. C'est là un élément de la nature humaine. Aussi plusieurs observateurs tant à l'extérieur qu'à l'intérieur de l'ex-Union Soviétique, incluant ceux qui ont pris part aux conflits, ont tendance à les percevoir comme interethniques. C'est pourquoi ces derniers deviennent éventuellement de plus en plus sanglants et meurtriers, camouflant ainsi les causes politiques qui initialement les avaient provoquées. En fait plusieurs de ces conflits ont débuté au sein des composantes mêmes de la lutte des populations contre les politiques du

totalitarisme communiste, ou dans le combat entre les diverses formes locales du communisme totalitaire, les «clans mafieux» (nomenklatura). Ils servaient alors à préserver la part du pouvoir perdu à la suite de la désintégration de l'Empire. Les conflits ont «cimenté» une forme du pouvoir centralisé basé sur le modèle du Communisme en place au temps de l'Union Soviétique mais qui, dans les circonstances se sont manifestés sous diverses formes de nationalisme. Pour justifier mes propos, je vous citerai quelques exemples.

Au temps de l'Empire Soviétique, les soit-disants sentiments anti-russes ressentis par de nombreux soviétiques nationaux non-russes étaient en fait des sentiments anti-soviétiques et anti-communistes. Ils prenaient souvent la forme anti-russe seulement parce que la *lingua franca* (la langue de tous les jours) de la nomenklatura communiste de Moscou était *l'espéranto* communiste construit sur la base de la langue russe. Dans le même ordre d'idée, il est intéressant de constater que les sentiments anti-soviétiques à l'endroit des Russes ethniques (qui ne peuvent être anti-russes par définition) prennent parfois les formes étranges de sentiments anti-sémites et anti-occidentaux et ce, depuis que les idées Marxistes ont anéanti la Sainte Russie orthodoxe qui dominait avant 1917; lesquelles idées, disait-on était forgées à l'image de l'Occident.

La nomenklatura communiste ukrainienne qui a réussi à maintenir sa position en Ukraine, était très pro-soviétique (pro-Moscou) avant l'effondrement du régime communiste Moscovite en août 1991. Elle devint cependant très nationaliste et indépendantiste immédiatement après la Révolution de 1991, empruntant même des slogans du mouvement démocratique Rukh qu'elle avait essayé vainement auparavant de supprimer. Elle alla même jusqu'à adopter les couleurs bleu et jaune de leur drapeau; drapeau qu'elle avait pourtant rejeté au temps du régime soviétique.

La même chose pourrait être dite au sujet de l'ex-nomenklatura communiste de plusieurs autres républiques fédérées ou autonomes de l'ex Union-Soviétique. Après l'accession de la Russie à la démocratie au mois d'août 1991, croyant son pouvoir et ses privilèges menacés, la nomenklatura des républiques autonomes devinrent elles aussi nationalistes et indépendantistes.

Dans la Russie d'aujourd'hui l'anti-sémitisme et l'anti-sionisme de ceux que l'on appelle les «Rouges-Bruns» (Les Russes chauvinistes des partis «Nationaux-Patriotiques) sont dirigés contre les démocrates russes de toutes les origines ethniques (les chauvinistes russes affirment que tous les leaders du mouvement démocratique, incluant le président Eltsine, sont juifs), mais ne sont jamais dirigés sur les dirigeants qui ont véritablement des origines juives comme c'est le cas notamment de Vladimir Jirinovsky et d'Ievgeni Kogan simplement parce que leurs vues sont à leurs yeux jugées acceptables. Les «Rouges-Bruns» affirment que les idées démocratiques qui ont détruit le bien-aimé Empire Soviétique russe émergeaient de vilains conspirateurs impérialistes et sionistes venus d'Occident.

Dans le sanglant conflit opposant la République de Moldavie à la République pro-communiste et séparatiste auto-proclamée du Dniestr (considéré par certains comme un conflit interethnique entre Russes et Moldaves, ou les Russes ethniques et les Ukrainiens ensemble représentent 52% de la population locale), les Moldaves, les Ukrainiens et les Russes ont combattu dans chacun des deux camps, contestant le contrôle politique des nomenklaturas locale et centrale sur cette zone économiquement développée.

De même, le sanglant conflit opposant les Arméniens à leurs voisins Azéris depuis près de dix ans, avec parfois des changements d'intensité, vu aujourd'hui comme clairement interethnique et même international a débuté par une conflit entre les Arméniens pro-démocratiques(avec des sympathies pour les démocrates russes) supportant la lutte de leurs frères ethniques les Arméniens de la région du Karabakh contre les autorités oppressives communistes d'Azerbaïdjan qui, elles, étaient appuyées et soutenues par les autorités communistes de Moscou. Éventuellement, en faisant abstraction des changements politiques qui en ont résulté pour chacun des pays concernés, ce conflit est nettement devenu interethnique avec une effroyable effusion de sang et provoquant un accroissement de la haine intrinsèque et confuse encore plus difficile à cerner pour des raisons économiques et politiques.

C'est une fausse impression, en Occident, parmi le public en général, de croire que l'effondrement de l'URSS signifie pour la Russie la perte de son Empire,

c'est-à-dire des 14 autres républiques de l'ex Union-Soviétique, et probablement davantage dans l'avenir. C'est totalement faux. Au contraire, c'est la Russie qui a gagné dans cet événement. Elle a gagné sa liberté sur l'Empire communiste dans lequel les Russes, y compris les Russes ethniques ont soufferts pas moins et peut être davantage que les autres groupes ethniques.

Le nationalisme soviétique, mieux connu sous l'appellation russification pour lequel les règle du totalitarisme ont toujours été critiqué, était en fait, la soviétisation, la création d'un Homo-Sovieticus; un être qui parlait un mauvais russe, sorte de langue corrompue par l'idéologie communiste. Cet Homo Sovieticus était en fait le résultat d'un curieux mélange des différentes nationalités peuplant l'URSS y compris les Russes éthniques eux-mêmes.

L'idée de la souveraineté et, plus tard, de l'indépendance de la Russie a constitué une partie importante du mouvement démocratique russe et ce, avant même les débuts de la Perestroïka. Et la célèbre défense de la Maison-Blanche Russe contre les putschistes communistes en août 1991, dans laquelle l'auteur de ce texte a personnellement participé, a été perçue par les participants comme la bataille décisive pour l'indépendance de la Russie, une bataille des Russes contre les Soviétiques.

Ici, j'aimerais insister sur un point. Dans la langue russe, il y a deux termes généralement employés pour traduire en français le mot Russe. Cette double terminologie peut parfois provoquer de la confusion. Le premier de ces termes, «Rousski» signifie les Russes éthniques. Le second «Rossiyski» réfère pour sa part à ce qui appartient à l'État Russe ou aux citoyens de la Fédération de Russie. La différence est identique à celle de la langue anglaise ou l'on accorde une différence entre les termes «Anglais» et «Britannique». De là, en relation avec ce que nous affirmions auparavant, les «Rossiysky» ou les «Russiens» (pour employer un néologisme) ont combattu les Soviétiques pour la liberté de leur pays commun, sans aucune considération de l'origine éthnique de chaque Russien, qu'il soit Russe, Juif, Tatar ou Tchouvache.

Avec l'indépendance de la Russie, les 14 autres républiques de l'Union-Soviétique communiste sont automatiquement devenues indépendantes. Plusieurs d'entre elles, mais pas toutes, avaient des gouvernements fantoches mis en place sous le régime communiste et placés sous la responsabilité bienveillante et paternaliste des ex-dirigeants du Kremlin. Le plus fantoche d'entre eux était, et de loin, celui de la Fédération de Russie ou, si vous préférez, celui de la République Soviétique Fédérative Socialiste de Russie (RSFSR). Le 12 juin 1990, le premier Parlement démocratiquement élu de la RFSSR, présidé par Boris Eltsine a proclamé la souveraineté de la Fédération de Russie; laquelle souveraineté a été virtuellement renforcée seulement après les événements d'août 1991. Aussi, comme en décembre 1991 l'Union Soviétique a cessé d'exister, les symboliques frontières administratives existantes entre les diverses républiques fantoches sont devenues de véritables frontières internationales.

Après la première euphorie de l'indépendance, ou plutôt des 15 indépendances, plusieurs personnes n'ont pu que réaliser que ces bonnes nouvelles de la fin de l'Empire du mal étaient contrebalancées par au moins trois éléments négatifs.

Le premier de ces éléments tient des liens historiques, culturels et psychologiques qui non seulement existaient entre les différents peuples de l'ex-Union Soviétique mais aussi à l'époque de l'Empire tsariste. À ces liens, nous pouvons également ajouter la réalité des relations économiques existantes le long des frontières créées artificiellement par les Bolcheviks de Lénine et de Staline qu'aucun ne souhaitait voir disparaître complètement. Ces frontières ont survécu à leurs créateurs et ont émergé comme une cruelle réalité, un héritage d'un système maintenant révolu. Aussi arbitraire qu'elles fussent, elles séparaient soudainement les Russes éthniques des Bélarusses, les Russes et les Bélarusses des Ukrainiens, et chacun des trois groupes précédents des Géorgiens, des Arméniens etc. Tous ces peuples qui pendant de très nombreux siècles n'avaient pas été que de simples voisins mais aussi des frères. Il est faux de croire que c'est seulement la bureaucratie tsariste ou communiste qui a forgé les liens interculturels entre tous ces peuples. Il est fréquent, en effet, que lors de fêtes à caractère familial ou autre, plusieurs Russes

chantent des chansons ukrainiennes, empruntent les rites et coutumes de la table géorgienne et se gavent de plats traditionnels de la cuisine transcaucasienne ou d'Asie centrale. Ce n'est guère davantage par nostalgie pour le passé impérial de la Nation que la grande majorité des citoyens de Moscou est capable de réciter en Ukrainien quelques lignes de la poésie de Taras Shevchenko.

En deuxième lieu, les nouvelles frontières internationales ont eu pour résultat non seulement de diviser des Nations soeurs mais aussi de séparer de très nombreuses familles. De façon générale, en ex-URSS, on évalue qu'une famille sur six étaient ethniquement métissées. De ce fait, il n'y a jamais existé de véritables frontières éthniques. Il s'agissait plutôt de frontières essentiellement administratives. En guise d'exemple, nous pouvons citer la péninsule de Crimée qui, comme on le sait, a une population à nette prédominance ethnique russe (plus de 70%). La Crimée a été offerte en cadeau à l'Ukraine en 1954 par Nikita Khrouchtchov pour célébrer le 300e anniversaire de la réunion de l'Ukraine à la Russie. En 1954, cela ne signifiait qu'un simple transfert symbolique et administratif d'un territoire d'une république socialiste, en l'occurrence la République Soviétique Fédérative Socialiste de Russie, à la République pas moins Socialiste et Soviétique d'Ukraine. À l'époque, les deux républiques étaient toutes deux dirigées à partir du Kremlin. Aussi, personne ne se préoccupa réellement de ce transfert. Il s'agissait, tout au plus, d'une autre partie d'un jeu auquel se prêtaient hélas trop facilement les dirigeants soviétiques.

Aujourd'hui, par contre, cette décision administrative fait en sorte que plus de 2 millions de Russes éthniques vivent en Crimée, ce qui fait d'eux des étrangers dans leur propre pays. Autre exemple: en 1920, Ivangorod et Petchory, deux districts peuplés en majorité de Russes éthniques ont été cédé à l'Estonie par les Bolcheviks de Lénine pour commémorer la fin des hostilités entre les deux pays. L'Estonie a été le premier des 14 pays qui ont participé à la guerre civile qui a suivi la Révolution de 1917 à signer un traité de paix séparé avec la Russie. Vingt ans plus tard, les mêmes Bolcheviks envahissaient l'Estonie et ré-annexaient du même coup les deux districts à la Fédération socialiste soviétique de Russie. De nos jours, l'Estonie indépendante revendique la restitution de ces districts évoquant le traité de paix de 1920; lequel

traité, faut-il le préciser à aujourd'hui encore, force légale. Quoi qu'il en soit, il est difficile de comprendre pourquoi l'Estonie souhaite à ce point accroître sa part de population d'origine russe. La population Estonienne compte déjà près d'un demi million de Russes éthniques dont un grand nombre ont rejeté massivement la citoyenneté Estonienne, et conséquemment refusé le droit de participer aux élections législatives et présidentielles. À ce nombre, il faut aussi ajouter 180 000 Russes ethniques nés en Estonie qui, par liens filiaux (leurs parents n'étant pas citoyens Estoniens) n'ont pas le droit de voter.

Une situation similaire concernant un district annexé puis désannexé existe également en Lettonie. Dans le district d'Abrene-Pytalovo, les Russes locaux se retrouvent là aussi dépourvus de toute citoyenneté. Ironiquement, lors du référendum tenu simultanément en Estonie et en Lettonie en mars 1991 (au temps du régime soviétique), la majorité des Russes éthniques, qui représentaient alors le tiers de la population totale desdits États, s'est prononcée en faveur de l'indépendance de ces deux États Baltes. Maintenant, il est dérisoire de constater que leur décision a fait en sorte qu'ils se retrouvent à la fois étrangers en Russie, leur bien-aimée mère patrie, et dans leur pays d'adoption.

Il est cependant important de préciser que, pour ce qui est du troisième État Balte: la Lituanie, la politique relative à la citoyenneté n'est pas identique à celle que nous venons d'évoquer. Lors de leur accession à l'indépendance, les Lituaniens ont en effet accepté d'adopter le concept dit de la citoyenneté zéro, c'est-à-dire garantissant le statut de citoyen à tous ceux et celles qui résidaient alors sur le territoire de l'État. Cette disposition prévalait également pour les milliers de Russes d'origine éthniques qui ont immigré en Lituanie après 1945. Il est impressionnant de remarquer que ce concept de citoyenneté zéro n'a donné lieu à aucune querelle au sein des divers groupes éthniques qui composent la population Lituanienne. Il est vrai que contrairement à la Lituanie, le processus de naturalisation ayant court en Estonie et en Lettonie pour les immigrants venus s'y installer après 1940, a eu des conséquences pour le moins néfastes sur les immigrants et leur descendance. Ce processus de naturalisation a notamment eu pour effet d'engendrer des sentiments de frustration auprès de ces derniers. Il était souvent difficile pour les personnes plus

âgées et les résidants de se familiariser à la langue officielle du pays particulièrement dans les zones industrielles russophones du Nord-Est de l'Estonie ou de Riga, la capitale lettonne. Dans ces derniers cas, la situation linguistique peut de toutes évidence être comparée à celle qui prévaut présentement dans la partie ouest de l'île de Montréal.

Pour revenir à l'influence des frontières sur les habitudes et les comportements des populations, laissez-moi, une fois de plus faire référence à un autre exemple évocateur. Au début des années 1920, en retour d'un comportement de bonne conduite, les Bolcheviks ont cédé à l'Azerbaïdjan une partie de l'ancien territoire Arménien du Karabakh sous prétexte que ce dernier était économiquement dépendant de la région de Bakou, capitale de cette république socialiste. Soixante-dix ans plus tard, au début des années 1990, après de longues décennies passées dans le calme le plus absolu, des milliers d'Azéris sont décédés en essayant de défendre ce qu'ils considéraient dorénavant comme une parcelle sacrée du territoire d'Azerbaïdjan. Parallèlement, de l'autre côté, les Arméniens luttaient afin de libérer le territoire de Karabakh de l'oppression Azéris pour ensuite le réunifier à la mère patrie Arménienne.

Nous pourrions encore citer de très nombreux exemples. Pour résumer, contentons nous de dire simplement que presque toutes les frontières des ex-républiques de l'Union-Soviétique ont été conçues de façon arbitraire et ce, plus particulièrement, dans les régions d'Asie Centrale et du Caucase ou il est remarquable de constater qu'elles ont souvent divisé plusieurs Nations.

Lors de l'éclatement de l'URSS, 25.3 millions de Russes éthniques vivaient à l'extérieur de la Fédération de Russie: 1 Russe sur 6 si l'on se fie aux dernières données recueillies. En termes concrets cela veut donc dire que c'est brusquement 11.4 millions de Russes éthniques (24% de la population de l'Ukraine) qui se sont retrouvés sur le territoire d'un pays qui avait choisi la voie de l'autodétermination. Au même moment, 6.8 millions d'Ukrainiens, là aussi un sixième de la population, se trouvaient confinés à l'extérieur de l'Ukraine. Six millions deux cents milles Russes vivaient au Kazakhstan (36% de la population de cette république), 400 000 au

Tadjikistan et 1.7 millions en Ouzbekistan. Cette dernière république que la nomenklatura communiste avait transformé en un système politique dictatorial de type semi-féodal. En Lettonie, ou une draconienne législation sur la citoyenneté prévalait, c'est près d'un million de Russes éthniques qui habitaient sur le territoire.

Lorsque les Russes ou les autres ethnies se sont installés dans toutes ces républiques nouvellement indépendantes, des décennies auparavant, il est important de comprendre qu'ils ne se livraient aucunement à ce que l'on pourrait qualifier aujourd'hui d'émigration internationale à l'étranger. Il serait ridicule de croire que les Tadjiks, qui ont vécus pendant des millénaires dans la cité de Samarkand, sont en fait des immigrants ayant massivement quitté leur territoire éthnique pour s'y installer dans la seconde décennie du vingtième siècle après que les autorités communistes aient décidé d'offrir cette ville au passé glorieux à la nouvelle république d'Ouzbekistan. Il faut préciser que jusqu'alors, les territoires des futurs Tadjikistan et l'Ouzbekistan ne formaient qu'une seule entité administrative alors qu'après 1991 ils sont tous deux devenus des États différents et indépendants. Les Tadjiks de Samarkand sont-ils devenus Ouzbeks?

Au risque de nous répéter, plusieurs frontières qui existent aujourd'hui, à l'exception peut-être de celles délimitant les États insulaires ou montagneux, ont été dessinées de façon arbitraire et artificielle. Toutefois, l'histoire démontre que, une fois que celles-ci sont établies, elles résistent généralement à tous changements et, de ce fait, deviennent inévitablement des facteurs quasi-physiques. Certes, il arrive parfois que les frontières politiques exercent une influence sur la géographie éthnique de la région. Quelques bons exemples peuvent notamment être identifiés au Québec, tel la francisation historique des anglophones de la partie nord de la vallée de la rivière des Outaouais ou encore celle des Cantons de l'Est. Une autre partie historique du territoire Arménien, le district de Nakhitchevan, a été cédé par les Bolcheviks à l'Azerbaïdjan au début des années 1920. Ce territoire est graduellement devenu totalement Azéris au cours des cinquante années qui ont suivi. Selon les dernières informations obtenues, 98% de la population du Nakhitchevan est aujourd'hui composée d'Azéris éthniques. Ce résultat s'explique entre autre par les phénomènes constants d'émigration des Arméniens et

d'immigration des Azéris. Il est aussi véridique d'affirmer que l'assimilation progressive du Nakhichevan a contribué dans une large mesure à l'éveil des sentiments belliqueux et indépendantistes de la population Arménienne du Karabakh à l'endroit des «occupants» Aziris. Pour poursuivre le parallèle avec la situation qui prévaut en Amérique de Nord, nous pouvons formuler certaines ressemblances avec ce qui s'est passé lors de la défrancisation de la Louisiane et du Manitoba et le désir sans cesse répété des Québécois de sauvegarder leur langue et leur culture sur le territoire.

Il est parfois simpliste, pour de nombreux politiciens et inévitablement pour l'ensemble de la population, de changer les réalités géographiques d'une population en fonction des frontières géopolitique existantes. «Aucune parcelle de notre territoire sacré ne doit être concédé à notre voisin (lire ici notre ennemi)». Un tel slogan peut facilement être employé par les nationalistes de la majorité des pays à travers le monde. Même notre voisin le plus pacifiste peut devenir notre pire ennemi lorsqu'il est question de conflits territoriaux. Cette paranoïa collective est hélas un élément fondamental de la pensée humaine qui s'est manifesté à de très nombreuses occasions à travers l'histoire. Dans chacun des cas, il en est toujours ressorti des conséquences néfastes occasionnées notamment par la survenance d'un conflit sanglant et la relocalisation de groupes éthniques appelés ici des réfugiés. Quelle avenue semble alors être la meilleure? À mon avis, aucune. Les deux sont inacceptables.

La désintégration de l'URSS a provoqué un incroyable phénomène de migration éthnique. Dans les zones de conflits ou de querelles territoriales, ce phénomène peut être considéré implicitement ou explicitement comme une vaste campagne de nettoyage éthnique. Les données fournies par le dernier recensement, celui de 1989, il ressort que la mosaïque ethnoculturelle de la population de l'ex-URSS demande aujourd'hui de très sérieux réajustements. Malheureusement, nous ne pouvons avec précisions dire ce qu'il en est advenu en ce moment, faute de statistiques nationales récentes. Certaines informations, cependant, nous laissent croire que la plupart des Azéris ont quitté l'Arménie et que la plupart des Arméniens ont quitté l'Azerbaïdjan, à l'exception bien sur de ceux qui vivent encore sur le

territoire de la République auto-proclamée et pro-Arménienne du Karabakh. Beaucoup de Russes éthniques ont déserté les républiques non slaves de l'ex-URSS. De 1990 à 1994, ces 12 républiques ont, ensemble, perdu 14% de leur population Russe éthnique. De façon encore plus précise signalons notamment l'exode constant des Russes des Républiques Transcaucasiennes qui, à elles seules ont perdu 37% de leur population russe locale, des quatre républiques de l'Asie Centrale (21%, y compris dans le cas du Tadjikistan-42%) du Kazakhastan (8%), des États Baltes (8%) et de la Moldavie (4%). Comme résultat à ce phénomène, la Fédération de Russie a vu accroître sa population de 1.7 millions. Des réfugiés pour la plupart.

Il est vrai que si l'on fait abstraction des raisons éthnopolitiques, la Fédération de Russie, avec ses réformes économiques avancées et son standard de vie relativement plus élevé que dans les autres républiques, représente un terrain de prédilection, pour tous les nouveaux immigrants venus des 14 autre républiques que celles ci soient slaves ou non. L'accroissement de la diversité éthnique de la population, particulièrement dans les grandes villes qui, pour la plupart, étaient mal préparées à accueillir un tel afflux de nouveaux immigrants, à eu malencontreusement pour effet d'éveiller des tensions interethniques. Dans plusieurs cas, y compris dans la méga-cité de Moscou, cette situation a contraint les autorités à adopter des mesures restrictives, sinon répressives, pour limiter la venue de nouveaux immigrants. Ces mesures rappellent l'ancien système dit «Propiska» (Le système d'enregistrement restrictif) prôné au temps des Soviets. Inévitablement, elles vont à l'encontre de la Constitution de la Russie et compromettent par le fait même la démocratisation de la jeune Fédération.

Le troisième des éléments négatifs engendré par le processus d'auto-détermination de la Russie et des autres républiques ex-soviétiques, est le fait, qu'une fois enclenché, le processus de politisation et d'internationalisation des anciennes frontières administratives ne semble plus vouloir s'arrêter. La Fédération de Russie est composée de 100 à 150 groupes éthniques indigènes. Le critères du ministère fédérale de la politique régionale et nationale de Russie permettent même d^'identifier, en date de 1998, jusqu'à 176 groupes éthniques. Le nombre de ces

groupes dépend de la définition que l'on accorde au termes nation, peuple, groupe ethnique etc. En dépit de ce fait, il faut néanmoins préciser que les Russes éthniques représentent à eux-seuls 81.5% de la population de la Fédération, ce qui signifie, pour être clair, que la réunion mathématique des autres groupes éthniquemenent non Russes comptent pour environ 27.5 millions de citoyens. Ces derniers, dans leur ensemble, sont répartis un peu partout sur le territoire russe, débordant les frontières artificielles de leur république ou de leur district autonome; une autre héritage du système administratif soviétique.

Pour reprendre un exemple, attardons-nous au cas de la République du Tatarstan. Selon les dernières statistiques démographiques, 48% à peine de la population de cette République sont d'origine éthnique Tatar. En contrepartie, 43% de la population du Tatarstan est d'origine éthnique russe. En tout, 1 765 000 Tatars seulement vivent sur le territoire de la République qui leur est dévolue alors que 4.9 millions de leurs compatriotes éthniques sont dispersés sur le reste du territoire de la Fédération de Russie ou sur celui des autres républiques de l'ex-URSS.

Une autre grande Nation se retrouvent elle aussi dans cette situation: celle des Tchouvaches. Ces derniers, descendants directs des Huns d'Attila dont ils conservent toujours la langue, se retrouvent divisés de chaque côté de la frontière de leur République. De nos jours, on évalue à environ 907 000 le nombre de Tchouvaches qui vivent en Tchouvachie alors qu'un nombre légèrement supérieur vivent à l'extérieur.

Pour poursuivre sur cette lancée, mentionnons que seulement 10% des Evenks, un des peuples les plus imposant de par le nombre,parmi les «petits peuples» du Nord de la Russie, vivent dans la zone confiné du district qui leur est explicitement reconnu. Ils ne représentent qu'un maigre 14% de la population locale. Par ailleurs, les Russes éthniques quant à eux comptent pour plus de 68% de la population de ce district d'Evenk. Pour la plupart, ces derniers, descendent directement des Cossaks Sibériens venus s'établir dans la région il y a plus de trois siècles. La République du Nord du Caucase, le Daghestan, renferme pour sa part plus de trente peuples aborigènes possédant leurs propres langues et leurs propres

cultures. Au total, sur les 30 républiques et districts autonomes qui composent la Fédération de Russie, on peut dire qu'il n'y en a que 8 qui possèdent une population majoritairement de souche éthniquement conforme à l'appellation de leur délimitation.

Nul ne peut imaginer ce qui pourrait se passer si, du jour au lendemain, chacune des 150 ethnies présentes sur le territoire de la Fédération de Russie décidait d'entreprendre un processus d'autodétermination visant à constituer des États éthniques conformes aux réalités géographiques et historiques, et réclamant une reconnaissance frontalière internationale. Une telle situation risquerait de provoquer ce que je qualifierai de Bosnification d'un sixième de toute la surface de la planète.

Il faut que la communauté internationale abandonne les idées révolues et utopiques des États-Nations et des frontières purement éthniques qui, faut-il le préciser, n'ont jamais existés réellement. La communauté internationale devrait aujourd'hui aborder la question de l'autodétermination sous des angles strictement territoriaux, délaissant ainsi les critères relatifs aux différences éthno-culturelles pouvant exister entre les individus. À cet égard, l'exemple du territoire canadien du Nunavut est fort éloquent.

Il est à souhaiter que, dans un proche avenir, les composantes politiques des territoires indépendants et autonomes de l'ex Union-Soviétique puissent, à l'image de la Communauté Européenne, s'entendre afin de recréer des liens historiques, culturels et économiques, exempts de toute trace de totalitarisme. Un espèce de Commonwealth Eurasien. Dans la même veine, il est à espérer qu'elles pourront unir leurs efforts afin de créer un monde meilleur pour elles mêmes basé sur des principes immortels de démocratie.

La démocratie se doit d'être l'élément unificateur, le ciment sur lequel se réalisera la réunification économique et culturelle des Nations. Auparavant, toutefois, il est nécessaire que nous puissions amener les présentes structures étatiques à se défaire du vieux ciment fissuré sur lequel reposent toujours les bases des nouveaux

États indépendants. La seule solution, pour l'avenir est de travailler dès maintenant à la mise en place d'une politique efficace et soutenue visant à favoriser l'accroissement de la diversité éthnique et l'établissement d'une société de type mosaïque culturelle. En d'autres mots, une politique à l'image de celle qui existe déjà au Canada où le bilinguisme et le multiculturalisme a su créer une sentiment général de tolérance et un héritage appréciable pour les générations à venir.

Maria-Teresa Gutiérrez Haces
Mexique

Madame Gutiérrez Haces est chercheure à l'Institut de recherche économique à l'Université nationale autonome de Mexico. Elle est fondatrice du Centre de recherche sur l'Amérique du Nord et a coordonné, à ce titre, les recherches « Mexique / États-Unis ». Elle fut aussi témoin des débats sur le Libre-échange à la Chambre des Communes à Ottawa.

Elle est également auteure de nombreux ouvrages sur le traité de libre-échange dont certains sont particulièrement propices à l'analyse de la situation canadienne :

- *Canadá en Transición . México : Centro de Investigación de América del Norte, Universidad Nacional Autónoma de México, 1994.*

- *NAFTA Negotiations Experiences Canada-U.S. . México : Editorial EPESSA, 1991.*

- *Le Canada face à son destin continental . Dans le livre de Brunelle Dorval et Christian Deblock « Le libre-échange par défaut », Montréal : Éditions VLB, 1989.*

Le Mexique : un modèle économique pour l'exclusion

Dans ce bref essai, nous nous proposons de réfléchir sur le fait que le modèle d'ouverture économique du Mexique a provoqué une tension profonde entre la stratégie macroéconomique mise en oeuvre et son impact au niveau microéconomique.

L'antagonisme entre ces deux échelles est la cause de deux processus : l'un d'ordre politique, et l'autre social; nous pouvons identifier le premier comme un processus *d'exclusion économique* à conséquences sociales, alors que le second peut être qualifié d'*ingouvernabilité économique relative.*

Cette tension, résultat de la nature même du modèle, est la conséquence du fait que priorité a été donnée à une politique économique qui centre ses stratégies sur les changements macroéconomiques et qui parie sur le renforcement du secteur externe, au détriment d'autres questions économiques importantes, comme le relèvement des salaires déprimés ou la détérioration de la sécurité sociale, entre autres aspects.

D'une certaine façon, cette tension s'est aggravée du fait des liens étroits et de la dépendance de l'économie mexicaine vis à vis de la communauté financière internationale. De plus, on peut constater que la libéralisation des marchés mais aussi l'interdépendance croissante des économies dans le système mondial, ont accentué la vulnérabilité économique du Mexique, comme le démontre l'impact de la crise dans les pays du Sud-Est Asiatique ou la chute des prix internationaux du pétrole.

Pendant la phase de négociation de l'Accord de Libre Échange Nord Américain (ALENA) les déclarations officielles se sont orientées vers la promesse de certains avantages clé qui dériveraient de la mise en marche de l'accord; entre autres bénéfices, on faisait mention d'une augmentation de la compétitivité et de la productivité, d'une croissance de l'emploi et d'une amélioration sensible des salaires. La première de ces promesses était étiquetée pour les groupes d'hommes d'affaires nationaux autant qu'internationaux, alors que les deux dernières cherchaient surtout à tranquilliser le grand nombre de mexicains mécontents et touchés dans leurs emplois et dans leurs salaires, depuis le début des années quatre-vingt.

Les promesses signalées transmettaient à l'époque, l'idée d'un projet national qui serait économiquement et socialement intégrateur; publicité lui fut faite dans ce sens par certains secteurs de la société mexicaine qui l'appuyaient; a posteriori les faits ont démontré que l'intégration a effectivement fonctionné mais de façon sélective, en favorisant un segment de la société lié au secteur externe, alors que pour la majorité de la société, ce projet s'est traduit par diverses formes d'exclusion.

Les données officielles sur la concentration de la richesse démontrent à quel point l'exclusion s'est étendue : 20% de la population la plus riche concentrait 55% du revenu national, alors que les 20% plus pauvres n'en retirait que 4%.

Le creusement de l'exclusion sociale au Mexique a poussé la Banque Interaméricaine de Développement à affirmer que : « Si la distribution des revenus n'est pas modifiée, même dans la cadre d'une croissance uniforme de 5% annuellement, la suppression de la pauvreté extrême peut prendre 40 ans au Mexique ». Comme on peut le voir, mêmes les organisations financières internationales se voient forcées de reconnaître les effets pervers des politiques d'ajustement mises en place.

Récemment, il a été admis que l'ajustement des dépenses publiques, du fait de la baisse des prix du pétrole, a augmenté à plus de trois ans le délai que le gouvernement s'était fixé pour améliorer les niveaux de vie.

Pendant la phase initiale postérieure à la mise en place de la politique d'ouverture des marchés, on a considéré que l'exacerbation de la polarisation sociale était justifiable du fait que le pays se trouvait dans une étape de transition économique.

Les exemples d'autres processus d'intégration économique, dont celui de l'Union Européenne, furent cités à profusion pour justifier une «transition de choc» au Mexique, qui signifiait entre autres facteurs la fermeture d'entreprises et, en conséquence, la contraction de l'emploi et la désarticulation du tissu productif.

Il faut comprendre la transition économique au Mexique comme un processus dont la régulation a été mal assurée dans ses liens avec la microéconomie. Un des points les plus importants de l'expérience mexicaine est justement la négligence dans le traitement de cette relation du fait que le gouvernement considérait que les changements produits à l'échelle macroéconomique allaient provoquer des effets de modernisation quasiment automatiques sur les secteurs économiques traditionnels.

Pendant les dernières années, on s'est rendu à l'évidence que le phénomène d'exclusion économique et sociale au Mexique était loin d'être limité ou demeurait l'apanage des secteurs sociaux marginaux. Au contraire, il s'est étendu aux secteurs de la classe moyenne qui avait échappé jusqu'à récemment à ces processus.

De fait, au lieu de diminuer, les pourcentages de population située dans les niveaux de pauvreté extrême, ont augmenté. Selon les déclarations officielles, près de 24 millions de mexicains vivent dans des conditions de pauvreté extrême. Il s'agit donc là d'un pourcentage élevé de la population nationale qui n'a pas accès au système éducatif, aux services de santé, à une alimentation suffisante ou à un logement digne de ce nom.

Nous sommes donc en présence de vastes secteurs sociaux pris au piège d'un cercle pervers de la pauvreté. En n'ayant pas accès aux conditions de subsistance minimales, ils sont aussi incapables de trouver un emploi rémunéré qui garantisse leur insertion dans le circuit économique moderne ou formel.

Au Mexique, l'exclusion signifie la constitution d'un segment de la société qui est formé par des citoyens dévalorisés par le projet économique actuel et par la société qui l'appuie.

Dans ce sens, l'exclusion est négative en tant qu'incapacité de s'insérer ou de se réinsérer dans le circuit économique formel, ce qui provoque aussi une situation de désengagement social, qui est d'autant plus aiguë quand le chômage devient chronique et généralisé (Klein et Lévesque, 1995).

Renforcée par le modèle d'ouverture des marchés, l'exclusion a produit deux conséquences :

- l'expulsion des individus hors de la société salariée qui se traduit par une forme d'exclusion professionnelle, qui implique un chômage prolongé ou une précarisation de l'emploi.

- L'isolement social, la *perte de citoyenneté active*, qui se traduit par l'exclusion sociale.

- Alain Touraine décrit ce processus comme la modification systémique des relations d'inégalités, le passage d'une société dont la mobilité sociale est structurée verticalement, à une autre dans laquelle l'individu n'est plus capable d'avoir une mobilité sociale ascendante, et qui, de ce fait, se situe soit «dedans» ou «dehors» de la structure sociale (Touraine, 1992 cité par Tossi,1996: 88).

- Le processus d'exclusion signifie aussi la rupture ou la prise de distances entre les secteurs marginaux et ceux qui retirent des avantages de l'ouverture des marchés et qui sont capables de s'insérer dans un processus de modernisation.

- La croissance de l'exclusion est un phénomène propre au néolibéralisme, mais c'est surtout l'expression d'une politique de redistribution régressive des revenus. À ce propos, on peut aussi rappeler qu'au Mexique, durant le sexennat de M. Miguel de la Madrid (1982-1988), le produit par tête s'est réduit de 10.02% et seulement en 1995, le recul du produit national a été estimé à 8,5%, soit la seconde crise économique en importance de ce siècle au Mexique après celle de 1932 (Campbell, Gutiérrez Haces et alls, 1998).

- La combinaison du manque de croissance économique et de la difficulté croissante éprouvée par le gouvernement mexicain pour trouver des revenus monétaires a aussi provoqué une réduction de l'enveloppe sociale; de ce fait, le gouvernement mexicain intervient moins qu'auparavant dans son rôle d'État redistributeur.

- Un des aspects les plus critiqués fut la façon selon laquelle le gouvernement mexicain a affronté le problème de l'exclusion sociale et de la marginalité; d'une certaine façon, on a l'impression que le projet d'ouverture des marchés a justement été conçu comme la solution à ces problèmes, alors que les faits démontrent bien qu'il y a une tendance a subordonner la gestion des inégalités croissantes aux priorités macroéconomiques.

L'OCDE a déclaré récemment que « au Mexique pendant le plus gros des années 80, l'inflation élevée et inévitable et l'économie de marché se sont combinées pour produire une augmentation de l'inégalité des revenus des mexicains» (OCDE, 1997).

Face à l'ensemble des promesses annoncées comme résultats de l'ALENA, quelles sont celles qui ont vraiment été positives et quelles sont celles qui ont été reléguées face aux pressions de la macroéconomie, du gouvernement des États-Unis et des organisations financières internationales, la Banque Mondiale et le Fond Monétaire International ?

Une première réponse est que la stratégie économique mise en oeuvre au Mexique, a construit un modèle de croissance économique incapable de créer les emplois suffisants pour absorber le chômage et endiguer l'exclusion économique et sociale provoquée par l'expulsion de vastes secteurs de la population hors du marché du travail formel.

À ce sujet, il faut bien reconnaître que dans la conception des responsables de l'économie, le modèle provoquerait les ajustements et les changements nécessaires, sous-estimant, entre autres, le rôle de la croissance démographique continue et l'entrée sur le marché du travail de nombreux jeunes.

La croissance du Produit Interne Brut mexicain a été de 1.7% (taux moyen annuel) de 1986 à 1995, mais ce niveau est inférieur au taux de croissance démographique, ce qui implique un déficit relatif. Comme référence, de 1950 à 1970, le taux de croissance du PIB a été de 6.6% alors que celui de la population totale atteignait 3.2%. C'est entre 1978 et 1982, à l'époque de la croissance pétrolière que le Mexique a connu les meilleurs taux de croissance économique, autour de 8%, supérieurs même aux taux obtenus durant la phase de substitution des importations et à ceux qui furent atteints durant les premières années de l'ouverture des marchés de 1989 à 1991 (Campbell, Gutiérrez Haces et alls, 1998).

Après trois ans de mise en oeuvre de l'ALENA, le produit per capita est descendu de 3.2%. Ces données, même sommaires, mettent bien en évidence que le modèle économique pousse à l'exclusion et débouche sur une dualisation économique. On assiste à une séparation avec les activités économiques liées au secteurs d'exportation et qui ne sont pas capables de produire les effets d'entraînement suffisants pour le reste de l'économie.

À ce sujet, il faut bien dire que les politiques économiques et sociales antérieures à l'ouverture des marchés essayaient de renforcer le système productif et le marché national, alors que le passage de ce modèle de protection de l'économie nationale vers un modèle d'ouverture a été justifié par l'exigence d'atteindre une compétitivité internationale plus élevée et qui demandait, à son tour, la constitution d'espaces économiques supranationaux.

Il faut aussi rappeler qu'avant la mise en oeuvre de l'ouverture des marchés, la politique économique mexicaine fonctionnait dans le cadre d'une logique unique, qui régissait tout autant le développement des entreprises au niveau microéconomique que les mesures macroéconomiques.

Pendant plusieurs décennies, le projet économique mexicain visait le renforcement de l'industrie nationale en vue de substituer les importations dans le marché national, et le mot-clé de l'époque était davantage la production que l'exportation comme à l'heure actuelle.

À partir du moment où le changement d'orientation de la politique économique est déclaré officiellement, deux logiques économiques superposées et en bonne mesure contradictoires entrent en jeu. D'une part, une première logique est orientée vers le marché interne et la production nationale mais sans bénéficier des avantages propres au modèle de substitution des importations, dont la protection face à la concurrence internationale par le biais des tarifs douaniers. Même si le gouvernement mexicain semble mettre en place une politique industrielle, il mise sur une croissance de la compétitivité des entreprises orientées vers le marché interne.

D'autre part, la seconde logique qui oriente les politiques économiques est centrée sur un projet de production vers l'exportation afin de renforcer la position du Mexique dans l'économie internationale et cela, surtout, par le biais de l'entrée dans le marché nord-américain.

Mais le tissu productif du Mexique a toujours démontré une forte hétérogénéité et une inégalité interne. De ce fait, l'ouverture des marchés et la mise en oeuvre postérieure de l'ALENA, ont renforcé ses caractéristiques : la plupart des entreprises mexicaines ne sont pas capables de se transformer en firmes exportatrices.

Par ailleurs, alors qu'un pourcentage réduit des entreprises mexicaines s'efforcent de devenir exportatrices, parfois sans succès, de nombreuses entreprises étrangères, petites et moyennes mais aussi multinationales, profitent de l'occasion qui leur est offerte d'étendre leurs marchés en s'insérant dans la demande mexicaine, remplissant ainsi le vide laissé par les entreprises nationales incapables de subsister face à cette concurrence accrue.

Selon les déclarations officielles, le modèle d'ouverture des marchés trouve la justification de sa stratégie dans l'augmentation régulière du nombre d'usines de sous-traitance («maquiladoras» ou «outbond-plants») et la croissance des exportations non pétrolières, en omettant la prise en compte des secteurs exclus de cette logique. À mon avis, il y a une confusion entre ce que devrait être le projet d'industrialisation dans le cadre d'une économie de marché ouvert et ce que signifie réellement les usines de sous-traitance qui ne sont en aucun cas synonyme d'une véritable industrialisation.

La politique industrielle au Mexique est le talon d'Achille du modèle d'ouverture des marchés, car elle démontre de profondes contradictions, particulièrement en ce qui a trait à la difficulté qu'ont éprouvée les gouvernements récents à mettre en place un projet intégral d'industrialisation. Au contraire, le gouvernement actuel a choisi la voie aisée en augmentant les facilités octroyées aux usines de sous-traitance (entre autres pour vendre sur le marché national) au lieu de

rechercher une proposition d'industrialisation alternative qui tienne compte des entreprises des secteurs les moins intégrés et moins favorisés par l'ouverture des marchés.

Ces deux logiques mises en oeuvre actuellement par le gouvernement mexicain sont orientées vers deux secteurs bien différenciés de l'économie mexicaine ; ce qui provoque aussi une segmentation croissante de la société en fonction de son rattachement à l'un des deux modèles.

La dualisation de l'économie mexicaine ne signifie pas nécessairement une meilleure offre d'emploi et de meilleurs salaires dans les secteurs d'exportation car les politiques d'ajustement macroéconomique touchent les deux secteurs (exportation et domestique) de la même façon.

Une des questions essentielles par rapport à la possibilité de maintenir un modèle économique dans le long terme, c'est le consensus social autour de sa logique : dans la cas du modèle de substitution des importations, le consensus était généralisé ; ce qui a été un des facteurs qui lui a permis de se maintenir pendant 40 ans. Lorsque la redistribution des revenus a commencé à décliner, le modèle a perdu progressivement sa crédibilité.

Une des contradictions les plus profondes de la phase actuelle, en quelque sorte un véritable paradoxe, c'est le fait que le modèle économique mexicain actuel s'est inscrit dans la société par l'imposition d'un ajustement structurel ne comptant pas sur le consensus de la majorité des mexicains ni même de l'ensemble des hommes d'affaires. Il a été en effet soutenu par certains groupes économiques intéressés par l'ouverture des marchés dont ils escomptaient obtenir de grands bénéfices et imposé d'une certaine façon par la pression des groupes financiers et des institutions internationales.

La mise en marche de l'ALENA n'a pas résolu les problèmes antérieurs de chômage, ni de l'intégration de la femme au marché du travail et encore moins les inégalités régionales ou ethniques. Tout au contraire peut-on affirmer qu'elle les a

exacerbés en imposant des solutions non locales mais bien globales et qui s'avèrent difficiles à mettre en oeuvre dans le court terme.

Le gouvernement a misé sur l'ouverture économique et sur l'ALENA afin de provoquer un effet de modernisation qui se diffuserait du Nord vers le Sud. La réalité démontre des résultats bien différents de ces prévisions : la modernisation a effectivement frappé à la porte du Mexique mais elle n'a touché que des secteurs économiques et sociaux marginaux.

Alors que le gouvernement insiste sur les vertus de la modernisation, la plupart des entrepreneurs, la majorité des syndicats indépendants et la population reconnaissent que la compétitivité accrue de certains secteurs ne s'obtient que par la surexploitation du travail et par des salaires de misère.

Du point de vue politique, il faut affirmer que la gouvernabilité de l'économie mexicaine est mise en jeu de telle sorte que les forces politiques ont de moins en moins d'espace de manoeuvre démocratique pour influencer l'orientation des politiques économiques.

BIBLIOGRAPHIE

Campbell, Bruce; María Teresa Gutiérrez Haces et alls (1998). *Labor market under NAFTA/CUFTA*, Organisation Internationale du Travail et Canadian Center for Policy Alternatives, Ottawa.

Klein, Juan Luis et Benoît Lévesque (éditeurs, 1995). *Contre l'exclusion, repenser l'économie*, Presses de l'Université du Québec, Montréal.

Mingione E. (éditeur, 1996). *Urban Poverty and the Underclass*, Basic Blackwell, Londres.

OCDE (1996). *Reconciling Economy and Society (Towards a Plural Economy)*, OCDE, Paris.

Tossi, Antonio (1996). «The excluded and the Homeless : The Social Construction of the Fight Against Poverty in Europe in Mingione E.» (éditeur). *Urban Poverty and the Underclass*, Basic Blackwell, Londres, pp. 83-89.

Touraine, Alain (1992). « Inégalités de la société industrielle, exclusion du marché » in J. Afficard et J.-B. de Foucauld (eds). *Justice sociale et inégalités*, Editions Esprit, París, pp. 163-176.

Rodrigue Tremblay
Québec

Monsieur Rodrigue Tremblay est professeur de Sciences économiques à l'Université de Montréal depuis 1967. Il est spécialiste en finance publique et en finance internationale. Il est diplômé des Universités Laval, Montréal et Stanford, où il a obtenu son doctorat. Il a également été conseiller économique et financier de divers organismes notamment en Afrique subsaharienne. Il a occupé le poste de Ministre de l'Industrie et du Commerce de 1976 à 1979 dans le premier gouvernement de René Lévesque. Il fut aussi président de la Société canadienne d'économique et de la North American Economics and Finance Association.

D'autre part, il est membre des comités d'arbitrage pour l'Accord de Libre-échange Canada / États-Unis. Enfin, il est l'auteur de douze ouvrages de base en sciences économiques et en finances publiques et internationales.

Vous me permettrez de ne soulever qu'un certain nombre de considérations et de faire un certain nombre de commentaires sur un thème qui est complexe et difficile de simplifier. Évidemment, on pourrait traiter de supranationalité uniquement d'un point de vue légal, à savoir comment des règlements et des lois qui originent d'organismes internationaux peuvent se superposer sur des régimes légaux, juridiques, nationaux. N'étant pas un juriste, je vais laisser ces considérations à d'autres spécialistes. Je vais aborder la question du point de vue d'un économiste, mais aussi d'un point de vue historique, d'un point de vue technologique aussi (on ne parle pas suffisamment de technologies parfois), d'un point de vue économique et d'un point de vue politique.

A) D'un point de vue historique, on constate que les forces centripètes rattachées à l'individu et à la démocratie ont tendance à évoluer dans une même direction, mais non pas dans une direction continue. C'est évident qu'on est passé, dans

bien des pays, d'un État-cité avec les Bismark et les Garibaldi et on est parvenuà des États-nations. L'État-nation existait au Moyen Âge mais c'est vraiment la Révolution française avec cette notion du territoire national et de la citoyenneté nationale qui l'a vraiment lancé. L'État impérial s'est parfois interposé tandis quel'État continental ou confédéral apparaît maintenant, et peut-être qu'un jour il y aura une forme d'État mondial de type confédéral dans les siècles à venir. Il s'agit d'un balancier et parfois on passe d'un extrême à l'autre ou d'une exagération à l'autre.

On peut établir aussi un parallèle entre ce qui s'est passé au 19e siècle et ce que nous avons vécu au 20e siècle. Du milieu du 19e siècle jusqu'à la Première Guerre mondiale, la Grande Guerre de 1914, il a existé une situation de libre-échange mondial assez généralisée et une situation d'intégration des marchés capitaux sous l'égide de l'étalon-or, lequel constituait un régime de monnaie internationale. Il s'agissait d'une union monétaire internationale qui a duré pendant plus d'un demi siècle.

En 1870, un économiste français, Michel Chevalier, pouvait déclarer par exemple, et je cite : « le libre-échange complet et universel prévaudra avant la fin du siècle ». On parle d'une situation au 19e siècle. Donc, les problèmes que nous vivons aujourd'hui, même s'ils sont de nature différente et peut-être beaucoup plus complexes, ont déjà été vécus au 19e siècle.

Au 20e siècle, surtout après la Guerre de 1914 et surtout avec la Révolution russe de 1917, on a eu un retour en force de l'État-nation. Avec l'État-nation de type communiste ou fasciste, on a vu apparaître des excès et des exagérations. Monsieur Tcherkassov mentionnait que la Russie était sous le communisme une prison intéressante, mais c'était quand même pour les personnes une prison à ciel ouvert. Les pays communistes ont été, pendant leur expérimentation politique, des prisons à ciel ouvert alors que les États prédateurs, c'est-à-dire ceux qui déclarèrent des guerres, n'ont pas laissé un souvenir tellement agréable à l'humanité. Par conséquent, on peut dire qu'à compter de 1945, le concept de supranationalité et d'interdépendance internationale des économies s'est imposé

avec force et cela dans un contexte de bouleversements technologiques qui se poursuit jusqu'à aujourd'hui.

À cette époque, on a commencé à considérer la supranationalité comme un antidote à l'État-nation replié sur lui-même. Aujourd'hui, les États-nations totalement repliés sur eux-mêmes se comptent sur les doigt de la main, mais ce n'était pas le cas évidemment avant 1945. Cette supranationalité s'est concrétisée avec des institutions. Le côté démocratique de ces institutions internationales est leur faille principale, comme madame Gutierrez l'a mentionné : le FMI (Fonds Monétaire International) et la Banque Mondiale créés en 1944, le GATT, (Accord général sur le commerce et les tarifs) signé en 1948, l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) lui a succédé en 1994, l'OCDE (Organisation de Coopération de développement Économique) fut établi en 1961 et évidemment, toutes les expériences européennes du Traité de Rome (1958) jusqu'au traité de Maastricht (1991) et l'Union monétaire européenne qui s'en vient en janvier de l'an 1999.

Les problèmes avec ces institutions internationales sont qu'elles ne sont pas tellement légitimes au plan démocratique. Au 21^{e} siècle, il devra y avoir un rattrapage démocratique pour ces institutions sinon elles pourraient régresser plutôt que de progresser.

B) Il existe une forme technologique qui accompagne la supranationalité. La technologie a toujours joué un rôle important : elle a joué un rôle autant dans l'effondrement des empires que dans le présent effondrement des frontières géographiques souvent très artificielles. Nous vivons présentement à l'ère des satellites, l'ère des ordinateurs. Ces nouvelles technologies se retrouvent dans les communications, dans l'information, dans la finance, dans la diffusion des connaissances et des données, et ceci crée une révolution. C'est une révolution technologique que nous vivons et on a peine à voir toutes les conséquences. Cette révolution technologique est aussi importante que celle qui a marqué l'invention du bateau avec moteur à vapeur au 18^{e} siècle.

La révolution technologique que nous vivons exerce une grande pression en

faveur de l'internationalisation de l'économie ou des économies. Elle crée le besoin de développer des alliances technologiques et force les pays à collaborer entre eux. Il en résulte une certaine supranationalité politique que l'on voit se manifester avec le plus de force en Europe. Il existe une vieille loi en économie qui dit que « la spécialisation est fonction de l'étendue des marchés ». Et bien aujourd'hui, dans plusieurs secteurs, non pas dans tous les secteurs mais dans plusieurs secteurs, le marché est mondial. Le marché des ordinateurs est un marché mondial. Ce n'est pas un marché local mais international et les entreprises nationales essaient de s'y adapter. Au tournant du siècle, il y avait une centaine de fabricants d'automobiles. C'était une nouvelle invention. Aujourd'hui en Amérique, il ne reste que trois (3) fabricants et depuis la fusion de Daimler-Benz avec Chrysler, il ne restera plus que deux (2) entreprises nord-américaines dans le secteur de l'automobile.

Qu'est-ce qu'on associe fusionné présentement lorsque ces entreprises nationales se fusionnent ? Est-ce qu'il s'agit d'une conspiration ? Est-ce une vue maléfique ? Et bien, on fusionne des ordinateurs parce que la révolution dans les ordinateurs permet de gérer des ensembles dont on ne pouvait pas rêver, il y a quinze (15) ou vingt (20) ans. On fusionne des technologies et des marchés. Par conséquent, l'aspect technologique est très puissant derrière cette pression vers l'internationalisation des entreprises et à mon avis, cela ne fait que commencer puisque l'ordinateur n'a pas fini d'être appliqué dans l'ensemble des réseaux de production des entreprises. Aujourd'hui, on se retrouve avec quelque quarante mille (40 000) entreprises mondiales, lesquelles ont deux cent cinquante mille (250 000) filiales. Ce réseau produit pour six cent millions de dollars US (600 000 000 $) par année, soit six (6) fois le PIB du Canada.

C) Permettez-moi de passer rapidement au volet politique. De la supranationalité technologique à la supranationalité économique, on en vient nécessairement à la supranationalité politique. Dans plusieurs pays, en effet, les régions et les minorités trouvent dans la supranationalité un moyen de décentraliser le pouvoir politique intérieur que l'on juge trop centralisateur, trop hostile ou indifférent. Cela était vrai en Union soviétique. Cela est vrai au Canada et également au

Royaume-Uni. Des régions comme celle du Québec, de l'Écosse, de la Wallonie, de la Flandre, de la Catalogne, en Espagne, etc., sont les endroits où l'on trouve le plus grand appui à l'ouverture des économies. Je rappelle que sans le Québec il n'y aurait pas eu d'ALÉNA. C'est le Québec qui a décidé qu'il y aurait un ALÉNA en fournissant au Parti conservateur du Canada la majorité nécessaire pour être élu en 1988. Ceci se justifie par la concentration du pouvoir financier et commercial à Toronto et par la concentration du pouvoir fiscal et politique à Ottawa. La population souhaite que différents centres de pouvoir et d'influence se développent. Dans le cas de l'économie du Québec, cela signifie une diversification des relations économiques vers la Nouvelle-Angleterre afin de faire contrepoids au pouvoir économique de l'Ontario.

Donc, de nombreuses régions appuient l'ouverture des économies nationales et elles favorisent l'atténuation des frontières extérieures en partie pour des raisons politiques, ce qui peut cependant poser un dilemme puisque l'ouverture des économies représente un défi pour les entreprises qui n'ont pas la productivité nécessaire pour concurrencer sur les grands marchés. Par conséquent, on peut dire que la supranationalité peut aussi signifier une décentralisation politique intérieure et une suprarégionalisation économique. C'est un peu vers ce à quoi se dirige, à mon avis, l'Europe où les régions deviennent des pôles de développement économique et où se créent des alliances entre des régions de différents pays pour les échanges et pour les technologies.

Dans l'avenir, l'État-nation centralisé va devoir s'accommoder de l'État-région dans un contexte économique plus large. C'est un peu ce que l'on recherche ici même au Québec. En 1970, j'ai rédigé un ouvrage dans lequel je proposais un marché commun nord-américain assorti d'une indépendance politique pour le Québec. Pour le Québec, cette continentalisation est au moins aussi importante que l'internationalisation.

En conclusion, je soulèverai trois (3) questions pour la discussion :

Primo, est-ce que cette évolution des structures internationales possède une légitimité démocratique ? À mon avis, c'est le point faible de toute cette évolution vers la supranationalité. Je rappelle que l'Union monétaire européenne s'est faite sans référendum, que l'ALÉNA s'est fait sans référendum. Il faut dire qu'au Canada, même la Constitution de 1982 s'est faite sans référendum. Par conséquent, ces structures très importantes ne reposent pas, jusqu'à nouvel ordre, sur un large consensus populaire.

Secundo, est-ce que l'évolution vers la supranationalité et l'internationalisation va trop vite ? Parce qu'il y a trop de bouleversements et trop d'ajustements, les gens ont l'impression d'être bouleversés alors que seule une minorité peut s'y adapter avec facilité. Ma réponse est que c'est probablement le cas et l'exemple le plus récent fut probablement le report de l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI) que les bureaucrates de l'OCDE avaient proposé afin de précéder les prochaines négociations de l'OMC (Organisation mondial du commerce). La signature de cet accord était vraiment prématurée.

Tertio, est-ce que cette évolution vers la supranationalité est irréversible? Elle est certainement irréversible dans sa composante technologique. L'ordinateur ne disparaîtra pas tout comme la roue n'est pas disparue lorsqu'elle a été inventée. Une pareille invention est appelée à changer notre mode de faire les choses pour des décennies et des siècles à venir. C'est la grande révolution technologique de notre ère. Est-ce qu'elle est irréversible dans sa composante économique ? Je crois aussi qu'elle est passablement irréversible dans ce sens. Tout comme on a eu des entreprises locales qui sont devenues des entreprises nationales maintenant que les marchés sont mondiaux, on a des entreprises mondiales. Les entreprises sont à la poursuite du marché. Pour Microsoft, Bombardier ou Coca Cola, il s'agit de tirer profit d'une technologie partout où cela est possible. Est-ce que cette évolution est irréversible dans sa composante politique ? Ceci est beaucoup plus difficile à dire parce que le volet politique est plus imprévisible et le balancier peut toujours se renverser. Absolument, les technologies font en sorte que la planète se rapetisse et les frontières géographiques et politiques s'estompent. La supranationalité devrait donc s'avérer inévitable au 21^{e} siècle.

CONFÉRENCE DE CLÔTURE

Jean-Louis Roy

Jean-Louis Roy
Secrétaire général sortant de l'Agence de coopération culturelle et technique

Monsieur Jean-Louis Roy est Docteur en histoire de formation. Il s'est tout d'abord distingué comme professeur d'histoire à l'Université McGill de 1971 à 1980. Durant cette période, il a publié plusieurs ouvrages importants sur l'histoire du Québec et particulièrement l'histoire du 20e siècle. Il a présidé également la Fédération des associations de professeurs des universités du Québec de 1978 à 1980. Il a assumé par la suite la direction d'une grande institution québécoise, à savoir le journal « Le Devoir ». En 1986, il entame une troisième carrière faisant suite à l'enseignement et au journalisme, soit la diplomatie.

Il a été Délégué général du Québec à Paris de 1986 à 1990 et surtout de 1990 à tout récemment, Secrétaire général de l'Agence de la Francophonie (1990-1998). Ces engagements ce sont toujours accompagnés de la poursuite d'une double œuvre d'écriture à la fois des ouvrages sur l'Europe et sur la Francophonie, mais aussi une œuvre de création littéraire, de poésie, de conte y compris son tout dernier ouvrage récemment publié Le Pèlerin Noir . Montréal : Éditions Hurtubise HMV Ltée, 1997, 178 p.

Je vais utiliser une trame déjà préparée mais en l'enrichissant des questions, des observations et des réflexions de ceux qui, depuis ce matin, à l'initiative de l'Association internationale des études québécoises, nous ont fourni une riche matière de réflexion.

Je voudrais commencer par vous raconter une anecdote. Elle résume un peu les mutations du monde dont nous parlons ensemble depuis hier soir.

J'étais, il y a peu de temps comme vous le savez, au Viêt-nam puisqu'il y avait là-bas un sommet des Chefs d'États et des gouvernements francophones. J'avais le privilège de dîner un soir avec l'actuel ministre des Affaires étrangères du Viêt-nam,

l'un des esprits les plus fins que je connaisse. Ce dernier a fait entrer son pays dans l'ASEAN, normalisé les relations du Viêt-nam avec la Chine et avec les États-Unis, négocié avec la FMI et la Banque Mondiale des accords qu'on ne voyait pas venir. Je lui demandais quel était pour lui l'événement le plus important de cette journée. Il s'agissait d'une journée particulièrement riche en événements internationaux très affichés. Le ministre est reculé un peu dans sa chaise et il m'a dit : « Je vais vous faire la réponse que je me ferais à moi-même si je me posais la même question. Et bien, l'événement de la journée le plus important pour moi fut cette rencontre à Kyoto des directeurs des principaux journaux de la Corée, de la Chine continentale et du Japon. Cela suit des rencontres d'équipes sportives, de l'équivalent de vos Chambres de commerce. Maintenant ce sont les grands éditeurs ». Et il conclut en disant : « C'est important pour moi parce qu'on verra un jour la communauté des pays de l'Asie du Nord, la Chine, la Corée et le Japon réunis ». Cette phrase est extraordinaire : la Chine, la Corée et le Japon réunis dans une communauté économique de l'Asie du Nord.

C'est l'expérience la plus constante qui fut la mienne ces huit dernières années dans les différentes régions de l'espace francophone, donc un peu partout dans le monde, d'observer un mouvement extraordinaire dans lequel des énergies considérables politiques, diplomatiques et économiques ont été consenties pour créer et développer des communautés économiques régionales. Lorsque ces projets connaissaient des départs difficiles, lorsqu'ils étaient forcés d'entrer dans une espèce de léthargie, une inquiétude aussi grande que la ferveur qui les avait fait naître s'emparait alors de ces pays. Je pense au Maroc, à la Tunisie, à l'Algérie, à la Mauritanie, à la Libye, à la ferveur qui a accompagné la naissance de l'UMA - l'Union du Maghreb arabe - et puis la grande difficulté que l'on sait dans cette région. Même chose en Afrique. Monsieur Sall en parlait ce matin. Je suis très frappé de voir comment, dans deux grandes régions d'Afrique, celle de l'Afrique australe autour de la SADCC, celle de l'Afrique de l'Ouest autour d'une nouvelle communauté économique et monétaire, l'UMÉAO (Union monétaire économique de l'Afrique de l'Ouest), comment rapidement les choses qui devaient être mises en convergence l'ont été et comment elles ont eu un effet significatif sur le niveau de vie des citoyens.

J'observe aussi nos amis de la région de l'Océan Indien. À travers leur Commission de l'Océan Indien, ces derniers ne trouvaient pas tout à fait les réponses aux questions que pose le changement du monde. Ils cherchèrent alors à entrer dans la SADCC. L'Île Maurice est maintenant membre de la communauté de l'Afrique australe, Madagascar est candidat à cette communauté. L'ancien Zaïre est membre associé pour les volets touchant à l'énergie et aux transports continentaux.

Dans le même temps, j'observais les partenaires européens créer ce système fédéral qui ne dit pas son nom. Ce matin, monsieur Daniel nous a cité l'ancien président de la République, Valéry Giscard d'Estaing. J'écoutais Jacques Delors, il y quelques jours, à la télévision française, dire : « Oui, nous avons créé avec cette monnaie unique les bases d'un grand système fédéral pour le continent ».

De l'Asie à l'Afrique du Nord, de l'Afrique australe à l'Afrique de l'Ouest, de la région de l'Océan Indien à l'Europe et à l'Amérique du Nord, les communautés naissent partout. Entre ces dernières, des liens se tissent. Euromed, avec son objectif d'une zone de libre-échange Europe - Méditerranée pour 2010. L'APEC réunissant un certain nombre de pays de l'Asie du Sud-Est et un certain nombre de pays de l'Amérique avec l'objectif pour 2020 d'une zone de libre-échange et de liberté d'investissement. Couronnant le tout, le grand traité signé à Marrakech entre dans sa deuxième phase avec la négociation prévue pour l'an 2000. Quels enseignements tirer de l'émergence de ces communautés?

D'abord, contrairement à ce que monsieur Daniel nous a dit précédemment, je suis très frappé par le dépassement des contentieux historiques que révèlent ces ententes nouvelles. L'ASEAN avait été créée contre la Chine et le Viêt-nam et voilà que le Viêt-nam est devenu membre : un membre qui utilise intelligemment et stratégiquement cette ASEAN qui avait été créée contre lui, il y a peu d'années. Il fallait que se règle le contentieux interne de l'Afrique du Sud pour qu'elle puisse entrer dans la SADCC qui avait été créée contre elle. La construction de l'Europe repose elle aussi sur le dépassement de très grands contentieux historiques.

Donc le voisin dont nous parlait monsieur Daniel, la haine du voisin plutôt que du lointain, je ne suis pas sûr que ça se vérifie partout, bien au contraire.

De plus, dans un certain nombre de ces communautés, les investissements dans les infrastructures à l'échelle régionale dans le domaine des transports, de l'énergie, de l'approvisionnement en eau, bref ce qu'il est convenu d'appeler les grands travaux, ont des effets significatifs sur la vie des citoyens et sur le développement des économies.

Que s'est-il donc passé dans le monde pour que des pays jusque-là concurrents, voire même ennemis, décident de tarifs extérieurs communs, de positions convergentes dans les grandes négociations multilatérales, d'harmoniser leur droit des affaires et des assurances, leurs codes d'investissements, d'ouvrir leur marché public, de céder des parts de plus en plus grandes de ce qui est convenu d'appeler la souveraineté nationale. Ils ont compris le mouvement d'unification graduelle des règles, des valeurs et des objectifs régissant l'économie dans un nouveau système mondial.

Octavio Paz nous rappelle dans « Itinéraire » que la découverte du Nouveau Monde a marqué le début de l'unification planétaire. Nous sommes en quelque sorte dans la deuxième génération des grands projets mondiaux. Il y a eu un premier temps marqué par la mondialisation de l'espace. Nous sommes les témoins de l'émergence de l'espace mondial.

La mondialisation de l'espace dans la période moderne, ce fut d'abord la colonisation, ensuite le système du socialisme scientifique avec leur aspiration universaliste et puis l'organisation bipolaire du monde : l'organisation des marchés aux flux des investissements, des alliances militaires et politiques aux institutions multilatérales accessibles aux uns, non accessibles aux autres, du contrôle des communications à la course aux technologies. Cette longue période est terminée. Le marché est devenu mondial : marché des capitaux, marché des produits industriels et marché des produits culturels aussi. Les institutions sont devenues communes. La Chine cherche à entrer dans l'OMC. C'est un grand

contentieux qui va sans doute se régler avec la visite du président des États-Unis en Chine tout prochainement.

De plus, l'appropriation des technologies les plus importantes ne sont plus le fait de quelques-uns. L'Asie est aussi spatiale, la Chine, l'Inde, la Corée, le Japon. L'Asie est aussi nucléaire et dans les cinq grands pays de 2020, selon l'étude de l'OCDE - « Le monde de 2020 » - il y a trois pays asiatiques, la Chine, l'Inde et l'Indonésie, en plus du Brésil et de la Russie.

Ces mutations ont d'importantes conséquences notamment sur le plan culturel. La Commission mondiale sur la culture et le développement, présidée par M. Pérez De Cuellar et commandée par le Secrétaire général des Nations Unies et le Directeur général de l'UNESCO, après beaucoup de débats internes qui ont divisé l'équipe, qui l'ont ensuite rassemblée, a fait porter l'une de ses trois grandes recommandations sur la nécessité aujourd'hui de dégager un code des droits culturels qui soit reconnu par toutes les cultures et toutes les civilisations, complétant la Déclaration universelle.

Une majorité des hommes en Asie, on l'a vu au moment de la conférence de Viennes sur les droits de l'homme, et une grande partie des adhérants de l'Islam ne se reconnaissent pas dans le texte de 1948, ce qui ne veut pas dire qu'ils rejettent tout le contenu de ce texte, mais qu'ils souhaitent pouvoir un jour mettre leur signature sur un texte auquel ils auront contribué et qui, vraisemblablement, ressemblera assez à ce qu'est la Déclaration universelle, mais prenant en considération les droits collectifs d'une autre manière et ce concept de filiation si cher à l'Afrique et si cher à l'Asie. Ce code d'éthique pourrait constituer une espèce de contrepoids moral à la mondialisation économique.

L'éthique de l'Occident est mise en question puisqu'on ne fera pas de l'économie dans la rédaction de ce code d'éthique de la religion comme source de valeurs et source de droits, ce que ne fait pas la Déclaration universelle des droits de l'homme. Il faudra conjuguer d'une autre manière la laïcité occidentale avec un fait indéniable : pour une grande majorité des hommes d'aujourd'hui, la source des

valeurs et la source du droit sont plutôt dans les textes sacrés que dans les codes de loi.

Je voudrais également dire un mot sur la culture dans ce contexte-là. On a en beaucoup parlé récemment à l'occasion du débat entourant le projet de l'OCDC visant la sécurité des investissements. On a vu alors les intellectuels italiens, français, québécois et d'autres se lever et dire : « Nous allons encore une fois réussir à bloquer cette idée étonnante, que les produits culturels sont des produits comme tous les autres et en conséquence, ils ne doivent pas faire l'objet de règles particulières, mais doivent être soumis aux règles communes du commerce international. »

Cette position est intenable. Le statu quo est intenable. Ceux qui nous disent, avec raisons, que les règles commerciales universelles ne doivent pas s'appliquer dans le cas de la culture ont le devoir de nous dire quelles règles alors doivent s'appliquer. Comme l'écrivait un ancien vice-premier ministre du Québec, monsieur Jacques-Yvan Morin, nous sommes entrés dans une ère où la culture elle-même est matière première de l'industrie. De plus, les nouvelles technologies évaporent d'un coup un tas de règles nationales qui avaient pour vocation de protéger, sur la base de la territorialité, les productions culturelles. Il faut en conséquence revoir fondamentalement les politiques culturelles.

Premièrement, la culture de masse, aujourd'hui et demain, doit être inscrite dans des règles nouvelles par rapport à celles qui gouvernent aujourd'hui les mass médias.

Deuxièmement, parce que la culture est elle-même matière première de l'industrie, qu'elle donne lieu à des investissements et pas seulement de la part des Américains, parce que nous investissons culturellement dans le monde, parce que les Européens investissent ailleurs dans le monde, il importe d'établir les conditions spécifiques susceptibles de protéger les investissements dans le secteur culturel aussi. Alors que faut-il faire ?

Il faudra bien des règles d'arbitrage des conflits qui naîtront dans ce secteur-là comme dans les autres secteurs. Certains prétendent qu'on ne pourra pas s'en sortir à moins d'organiser une négociation mondiale spécifique dans le domaine de la culture. Cette dernière viserait à maintenir le pluralisme, la diversité, la compétition, les standards de décence. Il faudra, de toute manière, des règles nouvelles qui ne peuvent pas être les règles commerciales au sens du GATT.

Cette négociation culturelle sera difficile parce que nous avons, je dirais, peu de connaissances et peu de foi dans la pluralité, la diversité culturelle du monde. Et pourtant, c'est ce qu'il y a de plus enraciné, de plus durable. Un siècle et demi de présence européenne en Afrique, avec des politiques d'intégration très poussées, n'ont pas pu faire, au mieux, qu'au maximum 10%, 15% ou 20% des Africains parlent les langues européennes. C'est toujours les langues nationales qui prévalent. Allez dire aujourd'hui, à Rio, à Beijing, à Bombay, que la culture américaine est en train de dominer dans les affaires culturelles du Brésil, de la Chine, de l'Inde, de l'Indonésie, de la Malaisie... les gens ne sauront pas trop de quoi vous parlez.

Ce n'est pas l'extension de quelques chaînes d'alimentation et de télévision populaires qui feront que ces vieilles cultures vont se dissoudre et que la nôtre va s'imposer. Les Européens de l'Est ont l'impression d'être colonisés au plan culturel par l'Europe de l'Ouest. En ce moment, ils s'en plaignent très amèrement. Certains Africains aussi. L'hégémonie européenne a duré très longtemps. Lui a succédé une prépondérance culturelle américaine qui se bat pour maîtriser un marché mondial qui, sauf en Europe, et encore, est loin d'avoir gagné son pari. J'estime que cette négociation mondiale spécifique sur le commerce, pour tout ce qui touche la culture, doit être pensée et conduite en ayant à l'esprit qu'on doit trouver des contrepoids à certains déséquilibres mais qu'il y a aussi, dans le monde, dans la totalité du monde des centres de production extrêmement puissants, extrêmement divers sur tous les continents.

Je voudrais dire un mot de la révolution technologique et de l'hégémonie du libéralisme dont monsieur Tremblay a rappelé l'importance majeure.

La mutation du monde consécutif à l'évolution des technologies de l'unification est extraordinairement vaste. Depuis les origines, l'homme contemplait l'univers depuis la terre. Grâce à l'informatique, il contemple maintenant la terre depuis l'univers. Depuis les origines, on a cherché à intervenir sur le corps humain et on a inventé des systèmes de connaissance biologique extrêmement poussés. Nous sommes maintenant, grâce à ces machines puissantes, capables d'intervenir dans le patrimoine génétique et sur le génome humain. Et ces deux mouvements qui se sont presque produits en même temps - l'entrée dans l'ère planétaire et la plongée dans le plus intime du patrimoine génétique humain - nous les devons à ces machines nouvelles extraordinairement puissantes qui modifient notre rapport au cosmos, à la vie, à la culture, à l'économie et à la politique aussi, comme cela a été dit précédemment.

Le libéralisme domine l'activité économique mondiale. Les pôles alternatifs se sont ralliés de Moscou à l'ANC, en passant par Beijing. Je suis très heureux des commentaires qui nous sont venus de notre collègue du Mexique. Vraiment, ce serait une immense illusion de croire qu'on pourra dans la durée créer un collectif de société dans lequel l'exclusion apparaîtra comme majeur, définitif pour citer les propos de notre collègue : « La grande difficulté de revenir, disait-elle, dans le monde du travail ou, pour le dire rapidement, le darwinisme économique ne pourra imposer partout, sans autre débat, sa capacité de classification des catégories socio-économiques des hommes et des femmes. »

Le marché libre a montré qu'il est plus efficace, c'est tout. Identifier la liberté économique avec la liberté est une erreur. La liberté est plus grande que la liberté de l'économie. Ceux qui ont suivi les travaux du FMI et de la Banque Mondiale, s'agissant de la première phase de l'ajustement structurel, ont ressenti un profond malaise. Heureusement, la phase actuelle est plus respectueuse des réalités contrastées du monde. En effet, on ne peut traiter d'une même façon des pays qui n'ont pas de secteurs privés, des pays qui n'ont aucune réserve de capitaux et des pays où il y a un enfant sur deux qui n'ira jamais à l'école une seule journée dans sa vie. De telles politiques produiront de vives réactions. N'oublions pas les enseignements qui nous sont venus de la décolonisation. La mémoire irréductible,

selon l'expression de Senghor, le fait que les hommes savent qu'ils ne sont pas condamnés à ce genre de vie. Voilà pourquoi le libéralisme doit faire attention à lui-même. S'il croit que son efficacité suffira, s'il continue à identifier les libertés économiques à la liberté, s'il est insensible à la pluralité du monde, il créera alors des convulsions sociales de grande envergure.

Charles Taylor a tout résumé: « Ce qui aurait dû mourir avec le communisme, écrit-il, c'est la croyance que la société moderne, que les société modernes peuvent être gouvernées selon un seul principe : qu'il s'agisse de planification collective ou de libre jeu de marché, le monde ne peut être organisé sans le marché, il ne peut pas être organisé exclusivement par le marché ». Certes, le libéralisme est triomphant aujourd'hui. Il sait mieux produire, mieux organiser, mieux distribuer. Il a pour lui le lourd fardeau de son adversaire qui a dominé une partie du siècle et qui a été renversé pacifiquement par le grand nombre. Mais ce libéralisme conquérant, qui inspire les paramètres de travail de l'OMC, de la Banque Mondiale, du FMI, etc., ne doit pas perdre de vue que le monde ne pourra pas être organisé exclusivement grâce au marché mais, en même temps, qu'on ne pourra pas l'organiser sans le marché.

Permettez-moi, en terminant, de faire un commentaire sur le concept de « nation » dans le contexte de l'émergence de l'espace mondial. Les nations ne sont pas disparues. Elles sont encore, pour la majorité des hommes, le lieu premier de l'identité, le lieu premier de la solidarité. En elles et par elles s'organise leur rapport à l'ensemble. Les nations disposent toujours de parts importantes de souveraineté. Elles ont toujours leur intelligence stratégique qui les amène à faire telle alliance.

Les nations ne sont pas disparues. Certains propos pourraient nous laisser croire qu'il faut organiser de très grandes funérailles de toutes les nations du monde. Les nations ont toujours été dans le monde, mais le monde n'a jamais été aussi présent dans les nations, Voilà ce qui est changé. Si ce monde présent dans les nations donne le sentiments à ceux qui forment les nations qu'aucune force n'est plus maîtrisable, alors le réveil sera brutal.

Je voudrais exprimer une différence, une nuance avec monsieur Tremblay. Il a affirmé: « c'est irréversible ». Je crois qu'il y a une force capable de bloquer le rythme qu'on cherche à imposer au monde. Peut-être que les mouvements sont irréversibles, certainement au plan technologique, mais leurs effets au plan économique et au plan social ne se déploient pas dans un espace vide, immense et inhabité. Le sous-développement est encore considérable dans le monde. 2,5 milliards d'hommes aujourd'hui n'ont jamais fait une conversation téléphonique. On parle beaucoup et avec raison des avancés technologiques mais n'oublions pas les déséquilibres. N'oublions pas qu'il y aura huit milliards d'hommes dans vingt ans dont un sur deux en Chine, aux Indes et en Afrique. N'oublions pas que près de 60% de ces derniers auront moins de vingt (20) ans.

Comment faire pour que, dans un monde interdépendant, qu'il n'y ait pas un homme sur deux qui se sente sans recours ; un homme sur deux qui ait le sentiment qu'il est coupé de cette première condition de l'humanité, trouver dans la communauté immédiate des recours, selon l'heureuse expression de Wolé Soyinka.

Nous vivons dans un temps curieux. On nous dit que les citoyens ont moins de prise et il semble malheureusement que ce soit vrai. Mais en contrepoids, pour la première fois dans l'histoire, une majorité des pays du monde où vivent plus de 50% des hommes insèrent leur destin dans un contexte démocratique. C'est une novation extraordinaire. On est passé de 30% des pays qui ont un environnement démocratique à plus ou moins 66% aujourd'hui. Nous observons un espèce de curieux balancier: « d'un côté, la difficulté d'exercer tous les droits démocratiques parce qu'une part du destin se joue dans un niveau lointain et de l'autre, l'installation de la démocratie et son développement selon des modèles différents qui tiennent compte de la diversité du monde. »

On ne pourra pas avoir de plus en plus de sociétés démocratiques dans lesquelles les hommes ne pourront pas exercer leurs droits démocratiques.

Quand on est nord-américain et qu'on vit en Europe, ce qui a été mon privilège depuis douze ans, on est extraordinairement surpris du débat concernant

l'immigration. Dans un monde de huit milliards d'habitants, où les mouvements migratoires ne feront que s'amplifier, il faudra tous apprendre à vivre ensemble. La majorité des pays du monde sont multilingues et multiculturels. Ceux qui ne le sont pas vont le devenir, à moins d'ériger des murailles extraordinaires. Là aussi se pose des problèmes majeurs. On nous dit que l'Europe de l'Union européenne va connaître d'ici quinze ans un décroissement d'à peu près trois millions de sa population. Elle aura besoin de main-d'œuvre. Elle ira à nouveau recruter de l'autre côté de la Méditerranée, alors que l'Amérique, parlant des États-Unis, verra sa population augmenter de trente millions, dont 20% viendront de l'immigration. Ce sont des perspectives extraordinairement contrastées qui éclairent l'avenir des migrations dans le monde.

On pourrait essayer d'imaginer le monde autrement. On peut diaboliser la mondialisation. On peut trouver que ces technologies et ce libéralisme sont destructeurs. Mais destructeurs de quoi ? De quoi avons-nous la nostalgie quand on est un occidental et qu'on regarde ce qu'on a fait de ce 20^{e} siècle ? Pour ma part, j'estime que la mondialisation et le libéralisme sont des matériaux qui sont donnés à la responsabilité et à l'intervention de l'homme. Malgré les problèmes qui ont été évoqués d'une façon saisissante s'agissant du Mexique et qui sont réels pour ce pays et pour tant d'autres, il me semble que les forces actuelles tirent le monde vers le haut plutôt qu'elles le poussent vers le bas et qu'il faut travailler pour qu'il en soit ainsi.

Ces saumons, pour reprendre un bon exemple qui a été utilisé, qui sont dans la mer retournent toujours vers la rivière. Je crois que la mondialisation de l'espace peut faire sa place à la notion de citoyenneté, que la disparition des nations n'est pas pour demain. Pour citer le plus célèbre des Québécois, je crois qu'il y a là un beau risque.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS

CLAUDE CORBO i

CONFÉRENCE D'OUVERTURE

JEAN DANIEL 3

CITOYENNETÉ

FRANCIS TERRY MCNAMARA (ÉTATS-UNIS) 27
NUBIA HANCIAU (BRÉSIL) 33
SERGIO ZOPPI (ITALIE) 45

NATIONS

JEAN-MARIE KLINKENBERG (BELGIQUE, WALLONIE) 55
AMADOU LAMINE SALL (AFRIQUE, SÉNÉGAL) 61
JACQUES KURTNESS (QUÉBEC, NATION MONTAGNAISE) 69

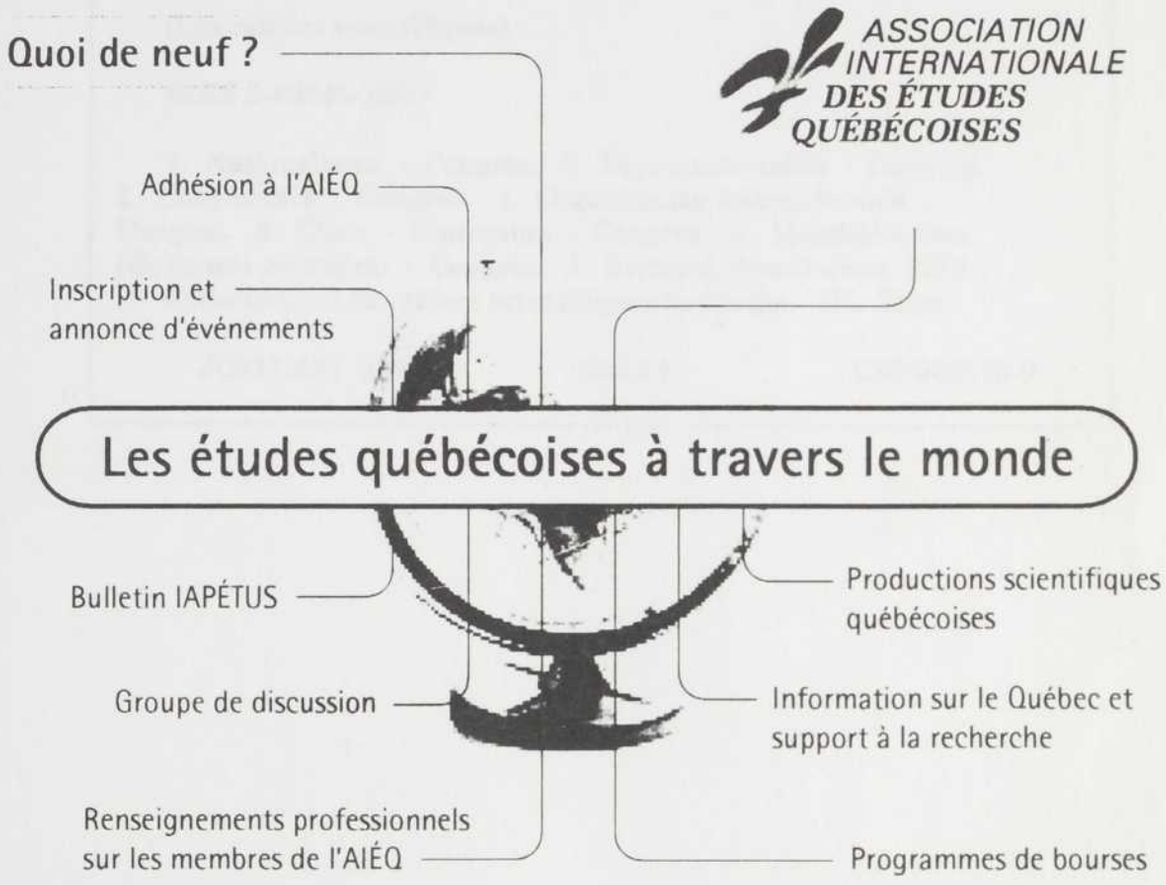
SUPRANATIONALITÉ

ARKADI TCHERKASSOV (RUSSIE) 77
MARIA-TERESA GUTIERREZ (MEXIQUE) 95
RODRIGUE TREMBLAY (QUÉBEC) 107

CONFÉRENCE DE CLÔTURE

JEAN-LOUIS ROY 115

Joignez-vous aux 1500 « québécistes » dans plus de 65 pays à travers le monde !



Site Web : http://www.aieq.qc.ca

Place de la FAO – 132, rue Saint-Pierre – Bureau 100
Québec (Québec) – Canada – G1K 4A7
Tél.: (418) 528-7560 – Fax: (418) 528-7558
Courriel: accueil@aieq.qc.ca

Achevé d'imprimer en mars 1999 chez
VEILLEUX
IMPRESSION À DEMANDE INC.
à Longueuil, Québec

Données de catalogage avant publication (Canada)

Association internationale des études québécoises. Colloque scientifique international (1er : 1998 : Université Laval)

Citoyenneté, nations et supranationalité : 1er Colloque scientifique international de l'Association internationale des études québécoises tenu dans le cadre du 66e Congrès de l'Acfas à l'Université Laval le 14 mai 1998

(Les cahiers scientifiques)

ISBN 2-89245-150-7

1. Nationalisme - Congrès. 2. Supranationalité - Congrès. 3. Citoyenneté - Congrès. 4. Organisation internationale - Congrès. 5. États - Dimension - Congrès. 6. Mondialisation (Économie politique) - Congrès. I. Bernard, Benoît-Jean, 1952- II. Collections : Les cahiers scientifiques de l'Acfas. III. Titre.

JC311.A87 1998 320.54 C99-940176-9

Cet ouvrage explore les circonstances et les raisons qui bouleversent aujourd'hui les rapports entre citoyens, leurs liens culturels et les médiations vers des supranationalités qui seraient autres que le résultat d'une logique mercantile qui masque ses limites et son impérialisme. La critique du nationalisme passe aussi par une critique de la mondialisation de manière à redonner un sens aux petites comme aux grandes nations. En donnant la parole prioritairement à ses membres de l'étranger, l'Association internationale des études québécoises entend recueillir des commentaires et des analyses originales de façon à dégager de nouvelles pistes de réflexion sur ces thèmes.

Ont collaboré à cet ouvrage :
Claude Corbo, Jean Daniel, Maria-Teresa Gutierrez, Nubia Hanciau, Jean-Marie Klinkenberg, Jacques Kurtness, Francis Terry McNamara, Jean-Louis Roy, Amadou Lamine Sall, Arkadi Tcherkassov, Rodrique Tremblay, Sergio Zoppi.

BNQ
000 310 209

ISBN 2-89245-150-7
9 782892 451504